Zeitschrift: Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz

Band: 25/1911 (1913)

Rubrik: Allgemeiner Jahresbericht über das Unterrichtswesen in der Schweiz im Jahre 1911

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Allgemeiner Jahresbericht

über das

Unterrichtswesen in der Schweiz

im Jahre 1911.

Erster Abschnitt.

Conférence

des

Directeurs des Départements de l'instruction publique

de la Suisse romande 1874—1912.

Notes communiquées par M. Henri Mégroz, inspecteur de l'enseignement secondaire du canton de Vaud et secrétaire de la Conférence romande.

La conférence des directeurs des Départements de l'instruction publique de la Suisse romande s'est réunie pour la première fois à Lausanne, sous la présidence de M. L^s Ruchonnet, le 2 avril 1874.

Cette première séance avait été précédée d'une réunion à Berne, le 30 janvier de la même année, des Directeurs de l'éducation et de pédagogues suisses. M. le Conseiller d'Etat Sieber, de Zurich, en avait pris l'initiative. Le but visé par M. Sieber était de créer par l'entente et l'action communes des cantons des moyens d'enseignement et un matériel uniformes pour l'école primaire.

La fondation de la Conférence suisse est en somme l'œuvre de M. Sieber et celle de la Conférence romande l'œuvre de M. Ruchonnet. A l'ordre du jour de la séance du 2 avril figurent:

1° Les livres de lecture (Renz, Dussaud et Gavard). 2° L'atlas d'Istleib. 3° Les globes terrestres. 4° Les solides géométriques. 5° L'enseignement du dessin (méthode du dessin collectif). 6° Le recueil de chant pour la Suisse romande.

Chacune de ces questions donna lieu à une discussion générale entre les membres de la Conférence qui étaient:

M. L^s Ruchonnet, chef du Département de l'instruction publique du canton de Vaud; M. Carteret, chef du Département de l'instruction publique du canton de Genève; M. Gross, chef du Département de l'instruction publique du canton du Valais; M. le secrétaire en chef du Département de l'instruction publique du canton de Fribourg.

Une seconde séance, tenue à Berne le 19 mars 1875, également sous la présidence de L^s Ruchonnet, réunissait les chefs de Départements des cantons de Berne, Genève, Fribourg, Neuchâtel, Valais et Vaud, soit MM. Ritschard, Carteret, Schaller, Droz, Gross et Ruchonnet.

M. Bauty, secrétaire du Département vaudois, fonctionnait comme secrétaire de la Conférence.

C'est dans cette séance que la Conférence romande fut définitivement organisée. Voici le programme qu'elle se donna:

I. Méthodes en général et matériel d'enseignement pour la géographie, la géométrie, l'arpentage, le dessin, l'écriture, les sciences naturelles, le chant.
II. Langue française.
III. Instruction civique.
IV. Hygiène et matériel scolaire.
V. Enseignement intuitif, leçons de choses.
VI. Bibliothèques populaires, bibliothèques d'enseignement et livres donnés en récompense aux enfants.

La Conférence décide ensuite qu'elle se réunira deux fois par an, en juin et en décembre; que chaque Département sera chargé d'un rapport spécial sur une des questions à traiter, les autres Départements lui communiquant préalablement leurs avis sur ce sujet.

Il a été établi la répartition suivante:

Berne: la géographie; Genève: sciences naturelles; Vaud: le dessin artistique et technique.

La lecture des rapports commença dans la troisième séance, du 17 septembre 1875, tenue au palais fédéral. M. Carteret donna connaissance de trois rapports sur l'enseignement des sciences naturelles: l'un du Département vaudois et l'autre d'une commission spéciale nommée par Genève. Ces rapports traitaient la question d'une manière générale. Le troisième, de M. le professeur Louis Dufour, visait les tableaux cosmographiques édités par le pénitencier de Neuchâtel. Les séances du 4 octobre 1875 à Lausanne, du 23 mai 1877 à Berne, du 26 mai 1877 à Lausanne furent entièrement consacrées à la question du dessin, toujours sous la présidence de L^s Ruchonnet, bien que remplacé par M. Boiceau

à la direction du Département de l'instruction publique. Neuchâtel était représenté par M. Guillaume et Valais par M. Bioley.

Le 12 septembre 1881, la Conférence est nantie de la démission de M. Ruchonnet, élu Conseiller fédéral. M. Boiceau propose qu'un des membres les plus anciens veuille bien accepter la succession de M. Ruchonnet, mais, sur le désir exprimé que Vaud continue à diriger les travaux de la Conférence, M. Boiceau accepte la présidence.

Dans cette séance, la question du dessin reçut une solution en ce sens que la Conférence nommerait un jury intercantonal pour examiner toutes les collections soumises par les cantons, que quatre primes seraient décernées (fr. 200, 100, 50 et 30) et qu'à l'avenir les frais des jurys seraient supportés par chaque canton pour chacun de ses délégués experts.

Dans cette même séance du 12 septembre 1881, il fut question de la gymnastique et du baccalauréat, objets dont M. Bitzius était chargé d'entretenir la Conférence allemande.

En 1882, il fut de nouveau question du dessin (alphabet Cassagne) et de la gymnastique, pour laquelle on désire des mesures plus simples et plus claires que celles édictées par l'autorité fédérale. Puis on aborde un sujet nouveau, proposé par M. Schaller: *les examens de recrues.* La discussion aboutit à la résolution suivante: La Conférence proposera à la Conférence générale quelque chose de plus juste et de plus pratique que ce que l'on a maintenant.

Dans la Conférence du 18 juin 1885, présidée par M. Ruffy, il fut entendu que Vaud resterait Vorort et que le lieu de réunion seul alternerait. M. Bauty fut confirmé comme secrétaire. On prévoyait comme objets d'études l'écriture, le livret scolaire et les grammaires latine et grecque.

La séance du 25 janvier 1886 eut lieu à Genève et réunissait MM. Ruffy, Carteret, Gobat, Schaller et de Roten. M. Comtesse n'avait pas pu s'y rendre.

L'introduction d'un livret scolaire fut admise et la méthode romande de calligraphie déclarée recommandable.

Sur la proposition de M. Gobat, une question intéressant les cantons frontières fut mise à l'étude, savoir une convention internationale à passer avec la France en vue d'assurer la fréquentation des écoles aux frontières des deux pays.

Dans sa séance du 4 octobre 1886, la Conférence décide à la demande de M. Schaller de s'occuper de différentes méthodes d'enseignement de l'arithmétique. La séance suivante du 18 juin 1887 eut lieu à Neuchâtel. M. Schaller était remplacé par M. Python, actuellement le membre le plus ancien de la Conférence. La discussion roula sur la fréquentation des écoles à la frontière, question

que M. Gobat s'engagea à ne pas perdre de vue. Elle clôtura définitivement l'étude des méthodes de calligraphie et approuva le type de livret présenté par Neuchâtel. M. Python fut invité à se charger du rapport sur l'enseignement de l'arithmétique.

Etaient présents à la séance du 13 août 1888 MM. Python, Ruffy, Gavard, Clerc et de Roten. Cette séance fut consacrée à deux objets de l'ordre du jour ancien: Arithmétique. (Le rapport que présenta M. Python a été autographié et distribué.) Livret scolaire, son introduction, son maintien, et enfin à des objets nouveaux tels que: le livre de lecture, le recueil de chant et le matériel scolaire.

Pendant la période de 1888 à 1898, les procès-verbaux de la Conférence romande font malheureusement défaut. Ils doivent avoir été rédigés sur des feuilles volantes que, malgré de nombreuses recherches, l'on ne parvient à retrouver ni dans les archives du Département, ni dans les papiers laissés par le secrétaire de la Conférence, décédé depuis quelques années.

Au reste, les séances de cette période doivent avoir été assez rares. La question des manuels dont la Conférence n'était guère sortie précédemment, n'a pas abouti à des résultats pratiques. Les divergences de vue fondamentales qui régnaient alors sur ce point paraissent avoir été un obstacle à toute unification en matière de matériel et de manuels.

La question du *Glossaire des patois de la Suisse romande* a fourni de nouveau, à partir de 1897, un terrain d'entente entre les chefs de Départements romands.

Une Conférence, réunie à Neuchâtel le 9 mars 1899, sous la présidence de M. Ruchet, a décidé la constitution d'un comité de surveillance, a fixé définitivement le budget du *Glossaire*, a nommé M. le professeur Gauchat comme rédacteur en chef et a établi un plan de direction générale de l'entreprise.

L'année suivante, les correspondants ont commencé leurs précieux travaux de récolte de mots au moyen de questionnaires établis par le comité de rédaction.

A côté des correspondants, les rédacteurs et les collaborateurs bénévoles dépouillaient les manuscrits et les imprimés, se livraient à des enquêtes personnelles et locales sur les différents patois, établissaient la bibliographie des patois romands.

En 1910, le questionnaire N° 227 et dernier a été expédié aux correspondants.

Cette enquête étant terminée, l'effort principal a porté depuis 1911 sur le classement, au reste déjà fort avancé précédemment.

La belle œuvre du *Glossaire*, due à l'initiative de la Conférence et subventionnée par les cantons romands et par la Confédération, n'aurait sans doute jamais pu être réalisée sans une communauté

parfaite de vues entre les cantons de langue française. Elle prouve que sur certains terrains l'entente est désirable et très possible.

Nous signalons en outre brièvement les principales questions dont s'est occupée spécialement la Conférence romande:

En 1900, dans une séance tenue à Genève, il a été décidé que chaque canton romand enverrait à l'exposition de Paris un délégué qui aurait à rapporter sur l'une des six divisions de l'enseignement indiquées ci-dessous:

Vaud: l'Université,
Berne: l'enseignement secondaire,
Fribourg: l'enseignement professionnel et les écoles d'art,
Neuchâtel: les écoles normales,
Valais: l'enseignement primaire,
Genève: les écoles enfantines.

En 1901, la Conférence, sous la présidence de M. C. Decoppet, a décidé que chaque canton adopterait les tolérances orthographiques admises par l'Académie française et le Ministère de l'instruction publique de France.

En 1903, ensuite d'une proposition de M. Quartier-la-Tente, la Conférence l'a prié d'introduire auprès de la Conférence suisse l'idée d'une publication de tableaux muraux scolaires ayant trait à l'enseignement de la morale et destinés à remplacer les séries peu artistiques de l'étranger.

Dans sa séance du 24 octobre 1905, à Genève, la Conférence a décidé de transmettre à la Conférence suisse un vœu de la Société pédagogique romande tendant à l'institution, au terme de la scolarité, d'un examen de sortie obligatoire pour les deux sexes, à la suite duquel les élèves méritants auraient droit à un certificat d'études primaires. L'organisation et la direction de ces examens de sortie seraient laissées aux cantons.

Dans la même séance, M. Quartier-la-Tente a soumis l'idée de nommer une commission intercantonale chargée de l'élaboration d'une méthode de dessin et d'un manuel de grammaire française.

La question de la *grammaire française pour les écoles primaires* est près d'être réglée.

Dans sa dernière séance, le 30 septembre 1912, la Conférence a pris connaissance d'un rapport de M. Beausire, chef du service de l'instruction primaire au Département vaudois, et a décidé de convoquer les quatre auteurs des meilleurs projets examinés par une commission spéciale, afin de s'entendre avec eux au sujet de la rédaction définitive de la grammaire.

Cette nouvelle grammaire doit être introduite dans le Jura bernois, ainsi que dans les cantons de Vaud, du Valais, de Neuchâtel et de Genève.

Après de longues discussions à partir de 1905, les Conseils d'Etat des cantons romands ont approuvé en novembre et décembre 1907 un règlement intercantonal concernant le *changement de domicile des élèves.*

A partir de l'année 1908, M. le chef du Département de l'instruction publique du canton du Tessin, M. le Conseiller national Garbani-Nerini, a pris part aux séances de la Conférence romande. Depuis 1912 il a été remplacé par M. le Conseiller d'Etat Maggini.

En 1907, la Conférence a chargé M. le Conseiller d'Etat Rosier de présenter à la Conférence suisse la question d'une édition française de l'*Annuaire de l'instruction publique en Suisse.*

Après de longs pourparlers, l'entreprise a été menée à bonne fin et le premier volume de cette publication a paru en 1910, sous la direction de M. F. Guex, directeur des Ecoles normales de Lausanne.

Donnant suite à une proposition soumise par M. le Conseiller d'Etat Rosier dans la séance du 7 octobre 1907, à Fribourg, la Conférence a adopté à Sierre, en 1910, après rapport d'une commission spéciale, des règlements et programmes concernant le *diplôme intercantonal romand* pour l'enseignement du français en pays de langue étrangère, degré inférieur et degré supérieur.

Nous avons laissé de côté dans cette énumération sommaire toutes les questions qui ont fait aussi l'objet des délibérations de la Conférence suisse, attendu qu'à l'occasion de la 15e année d'existence de cette Conférence, elles ont été relevées dans un rapport très intéressant et très complet de M. le Dr Huber, secrétaire de la Conférence et rédacteur de l'Annuaire de l'instruction publique en Suisse.

Zweiter Abschnitt.

Förderung des Unterrichtswesens durch den Bund

im Jahre 1911.

I. Eidgenössische technische Hochschule in Zürich 1911/12.[1])

(1. Oktober 1911 bis 30. September 1912.)

Bezüglich des Materials für das Schuljahr 1910/11 sei auf den letzten Jahrgang, Seiten 29 bis 36 verwiesen.

1. Studierende. — Frequenz; Prüfungen. Von 476 (414)[2]) Neuangemeldeten konnten 415 (349) aufgenommen werden, und zwar: ohne Prüfung 329 (253), nach bestandener Aufnahmsprüfung 86 (96). 19 (19) Kandidaten zogen ihre Anmeldung wieder zurück; 42 (46) hatten die Prüfung nicht bestanden.

Von den Aufgenommenen fallen auf den 1. Kurs 399 (339), auf höhere Kurse 16 (10), auf die Schweiz 287 = 69 % (249 = 71 %), auf das Ausland 128 = 31 % (100 = 29 %).

Die Gesamtzahl der regulären Studierenden beträgt 1353 (1333). Diese verteilen sich folgendermaßen auf die verschiedenen Abteilungen:

	Schweizer	Ausländer	Total
Architektenschule	57 (58)	13 (18)	70 (76)
Ingenieurschule	312 (307[3])	87 (73)	399 (380[3])
Maschineningenieurschule	283 (276)	241 (256)	524 (532)
Chemische Schule	92 (101)	96 (103)	188 (204)
Pharmazeutische Schule	18 (17)	1 (3)	19 (20)
Forstschule	47 (37)	— (—)	47 (37)
Landwirtschaftliche Schule	36 (37)	2 (7)	38 (44)
Schule für Fachlehrer in Mathematik und Physik	35 (22)	6 (2)	41 (24)
Schule für Fachlehrer in Naturwissenschaften	10 (12)	2 (4)	12 (16)
Militärschule	15 (—)	— (—)	15 (—)
	905 (867)	448 (466)	1353 (1333)

Hierzu kommen noch 1064 (1089) Zuhörer, die zum größten Teil der XI. Allgemeinen Abteilung angehören; das Total der Besucher beträgt demnach 2417 (2422).

---

[1]) Vergl. Geschäftsbericht des Bundesrates pro 1912.

[2]) Die eingeklammerten Zahlen beziehen sich auf das Vorjahr.

[3]) Inkl. Studierende der Kulturingenieurschule; diese Abteilung ist nunmehr mit der Ingenieurschule vereinigt.

Im Laufe des Studienjahres sind 128 (89) Studierende vor Beendigung ihrer Fachstudien ausgetreten. 3 (2) Studierende sind gestorben. 288 (290) erhielten das Abgangszeugnis. Von 249 (249) Kandidaten bestanden 197 (180) die Diplomprüfung.

Die Doktorwürde ist 32 (13) Bewerbern verliehen worden. Seit Inkrafttreten der Promotionsordnung (1. Oktober 1909) bis zum 30. September 1912 sind 57 Promotionen (darunter 3 Ehrenpromotionen) vollzogen worden.

Preise. Von den Preisaufgaben, die am Schlusse des Studienjahres 1909/10 gestellt worden sind, ist einzig diejenige der Architektenschule bearbeitet worden. Es sind zwei Arbeiten eingegangen, von denen die eine von zwei Studierenden, die sich in die Aufgabe teilten, verfaßt worden ist. Die Verfasser erhielten einen Gesamtpreis von Fr. 400 und jede einzelne die silberne Medaille der Eidgenössischen technischen Hochschule.

Ferner wurde einem Studierenden der Maschineningenieurschule für seine vorzügliche Diplomarbeit eine Prämie von Fr. 300 aus der Kern'schen Stiftung nebst silberner Medaille zuerkannt.

Stipenden. 28 Studierenden wurden aus der Châtelain-Stiftung Stipendien im Gesamtbetrage von Fr. 8950 bewilligt. Die Stipendiaten genießen die weitere Vergünstigung, daß sie von der Entrichtung des Schulgeldes, der Laboratoriums- und Prüfungsgebühren befreit sind.

43 andern Studierenden ist das Schulgeld erlassen worden.

Ferner wurde verschiedenen andern Fonds der Betrag von Fr. 5914 entnommen zur Unterstützung von Studierenden.

2. Lehrerschaft. Im Berichtsjahre zählte der Lehrkörper 65 angestellte Professoren, 5 Hülfslehrer, 44 Titularprofessoren und Privatdozenten, sowie 74 Assistenten im Winter- und 70 im Sommersemester. Außerdem wirkten, wie in den verflossenen Jahren, außerordentliche Hülftkräfte mit.

In 4 Fällen war die Eidgenössisch-technische Hochschule bei auswärtigen Kongressen und Konferenzen durch Delegierte vertreten. Zur Ausführung von Studienreisen im Ausland erhielten 5 Professoren an ihre Reisekosten Subventionen aus der Albert Barth-Stiftung im Betrage von Fr. 7750. Überdies wurden einem Professor aus derselben Stiftung an die Kosten der Herausgabe eines wissenschaftlichen Werkes Fr. 3000 zngewiesen.

3. Unterricht, Unterrichtsmittel und wissenschaftliche Anstalten. Vorlesungen, Übungen und Repetitionen wurden angekündigt:

Im Wintersemester 1911/12: 416 (410), davon wurden 402 (406) gehalten;

im Sommersemester 1912: 408 (374), davon wurden 390 (364) gehalten.

Die neuen Normalstudienpläne gelangten bis und mit dem 3. Kurse zur Durchführung. Für die Studierenden des 7. Semesters waren die frühern Lehrpläne noch maßgebend.

Die Laboratorien und Institute weisen folgende Frequenzzahlen auf:

	Zahl der Praktikanten: Wintersemester	Sommersemester
Allgemeine Übungslaboratorien des physikalischen Instituts	43 (50)	122 (128)
Elektrotechnische Laboratorien des physikalischen Instituts	156 (128)	59 (75)
Wissenschaftliche Laboratorien des physikalischen Instituts	12 (18)	8 (13)
Analytisch-chemisches Laboratorium:		
Chemiker	143 (157)	87 (102)
Studierende des I. Kurses der Maschineningenieurschule (nur im Sommersemester)		32 (32)
Technisch-chemisches Laboratorium	101 (104)	58 (66)
Physikalisch-chemisches und elektro-chemisches Laboratorium	23 (23)	20 (18)
Pharmazeutisches Laboratorium	11 (19)	8 (21)
Agrikulturchemisches Laboratorium	23 (28)	44 (35)
Photographisches Laboratorium	30 (30)	22 (20)
Bakteriologisches Laboratorium	10 (10)	5 (12)
Bakteriologisches Laboratorium für Landwirte	17 (18)	17 (14)
Modellierwerkstätte (nur im Wintersemester)	28 (32)	
Maschinenlaboratorium:		
Hydraulische Abteilung	116 (151)	57 (70)
Kalorische Abteilung	179 (204)	73 (98)
Elektrische Abteilung (nur im Wintersemester)	66 (64)	47 (—)
Werkstätte der Maschineningenieurschule	— (4)	— (—)
Technologisches Praktikum	64 (64)	48 (48)
Mineralogisch-petrographisches Praktikum	23 (25)	15 (12)
Botanisches Praktikum	6 (3)	4 (7)
Zoologisch-vergleichend anatomisches Praktikum	3 (3)	1 (—)
Zoologisches Praktikum für Land- und Forstwirte (nur im Wintersemester)	37 (27)	
Astronomische Übungen (nur im Sommersemester)		24 (47)
Pharmakognostische Übungen	2 (3)	1 (3)
Untersuchung von Nahrungs- und Genußmitteln (nur im Sommersemester)		1 (4)

Auch in diesem Jahre gingen aus den verschiedenen Laboratorien und Anstalten Arbeiten und Untersuchungen von vorgerückten Praktikanten, von Assistenten und Dozenten hervor, Arbeiten, die von regem wissenschaftlichem Streben Zeugnis ablegen.

4. Verschiedenes. Bauten. Mit den Arbeiten für den Neubau des naturwissenschaftlichen Instituts an der Sonnegg-Clausiusstraße und für den Erweiterungsbau des land- und forstwirtschaftlichen Gebäuden ist im Frühjahr 1912 begonnen worden.

Stiftung. Rudolf und Leonhard Friedrich in Basel haben zur Erinnerung an ihren Vater sel., Leonhard Friedrich, Baumeister in Basel, gestorben am 31. Juli 1887, der Eidgenössisch-technischen Hochschule den Betrag von Fr. 50,000 zugewendet

zur Gründung einer Stiftung, die den Namen „Friedrich-Stiftung" führen soll. Die Zinsen sollen zu Reisestipendien für frühere Studierende der Architektenschule verwendet werden.

Schweizerische Landesausstellung 1914. Von einer Konferenz der Vertreter der Universitäten und der Eidgenössisch-technischen Hochschule ist ein gemeinsames Programm für die Ausstellung der höhern Bildungsanstalten ausgearbeitet worden. Es sollen in der 43. Gruppe bei jeder Anstalt folgende Gruppen zur Ausstellung kommen: 1. Geschichte; 2. Verwaltung; 3. Bauwesen; 4. Elektrizität; 5. Hülfsveranstaltungen; 6. Bibliotheken; 7. Studentenschaft.

Betreffend Abteilung für Militärwissenschaften an der Eidgenössischen technischen Hochschule ist nach dem Geschäftsbericht des eidgenössischen Militärdepartements pro 1911 folgendes zu berichten:

Im Sommersemester 1911 wurden im wesentlichen die gleichen Vorträge und Übungen abgehalten wie in den vorausgehenden Jahren und ebenso war auch der Besuch der Vorlesungen ungefähr der gleiche wie früher.

Mit dem Wintersemester 1911/12 trat die neue Verordnung betreffend die Abteilung für Militärwissenschaften an der eidgenössischen technischen Hochschule vom 27. März 1911 [1]) in Wirksamkeit, durch welche die Militärschule entsprechend den Artikeln 113 und 147 der Militärorganisation vom 12. April 1907 neugestaltet und ihr als Hauptaufgabe die Vorbereitung der Instruktionsoffiziere für den Lehrberuf gegeben wurde.

Die durch obenerwähnte Verordnung gegenüber früher erheblich vermehrte Zahl der Unterrichtsfächer bedingte eine Vermehrung der Lehrkräfte. Diese wurde bewirkt durch Erteilung von Lehraufträgen; von einer Vermehrung des ordentlichen Professorenkollegiums wurde zurzeit noch abgesehen. Es sollen vorerst noch Erfahrungen gesammelt werden.

Dem Kurs folgten als reguläre Studierende 13 Instruktionsoffiziere und Instruktionsaspiranten, sowie 3 andere Offiziere.

Außerdem wurden einzelne Fächer noch von einer großen Zahl anderer Studierender der technischen Hochschule und von Zuhörern belegt.

II. Eidgenössische Maturitäts- und Medizinalprüfungen 1911. [2])

a. Eidgenössische Maturitätsprüfungen für Kandidaten der medizinischen Berufsarten.

Über die Zahl der angemeldeten und geprüften Kandidaten, sowie über das Resultat der Prüfungen für Ärzte, Zahnärzte, Apo-

[1]) Vergl. Beilage II, Seiten 112 ff.

[2]) Vergl. Geschäftsbericht des Bundesrates pro 1911 (Depart. des Innern).

theker und Tierärzte im Jahre 1911 gibt folgende Zusammenstellung Auskunft:

	Vollständige Prüfungen Schweizer	Ausländer	Total	Nachprüfungen in Latein Total
Anmeldungen	60	49	109	38
Die Prüfungen haben bestanden	38	22	60	23
Durchgefallen	11	17	28	12
Vor der Prüfung zurückgetreten	11	10	21	3

b. Eidgenössische Medizinalprüfungen 1911.

Wie in den zwei letzten Jahren, so nahm auch in diesem die Revision der Prüfungsverordnung den leitenden Ausschuß erheblich in Anspruch, und zwar so sehr, daß es erst nach vier Sitzungen möglich wurde, einen endgültigen Entwurf aufzustellen, der den interessierten Kreisen noch einmal zur Kenntnis gebracht worden ist. Da wahrscheinlich noch einige Abänderungsvorschläge eingereicht werden dürften, so wird der leitende Ausschuß sich wohl noch einmal mit der Angelegenheit zu befassen haben. Die schwierige und langwierige Arbeit ist ihrem Abschluß nahe, und dürfte das Inkrafttreten der neuen Verordnung nicht mehr lange auf sich warten lassen.

Die Zahl der Prüfungen nimmt fortwährend zu und überstieg mit 604 im Berichtsjahre nicht nur diejenige des Vorjahres (575), sondern überhaupt aller vorausgegangenen Jahre. Die Vermehrung betraf hauptsächlich die Apothekerprüfungen die von 55 im Vorjahre auf 84 stiegen, während bei den andern medizinischen Berufsarten die Steigerung geringer war.

Diese 604 Prüfungen verteilen sich nach Art und Ort der Prüfungen, sowie nach der Herkunft der zu Prüfenden wie folgt:

+ = erfolgreich, — = erfolglos.

Prüfungen		Basel +	Basel —	Bern +	Bern —	Freiburg +	Freiburg —	Genf +	Genf —	Lausanne +	Lausanne —	Neuenburg +	Neuenburg —	Zürich +	Zürich —	Zusammen +	Zusammen —	Total
Medizin.	naturwiss.	22	10	25	8	23	6	25	7	19	5	6	1	40	18	160	55	215
	anat.-phys.	14	5	13	1	—	—	17	—	24	6	—	—	39	1	107	13	120
	Fachprüfung	18	1	16	2	—	—	13	2	11	—	—	—	45	2	103	7	110
Zahnärztl.	anat.-phys.	—	—	—	—	—	—	7	1	2	1	—	—	9	2	18	4	22
	Fachprüfung	1	—	—	—	—	—	9	1	—	1	—	—	10	—	20	2	22
Pharmaz.	Gehülfenpr.	4	—	5	—	—	—	6	—	12	—	—	—	9	—	36	—	36
	Fachprüfung	6	1	9	1	—	—	6	2	4	4	—	—	14	1	39	9	48
Veterinär	anat.-phys.	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	3	16	3	19
	Fachprüfung	—	—	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	11	1	12
Summe jed. Prüf.-Sitzes		65	17	82	13	23	6	83	13	72	17	6	1	179	27	510	94	604
1911 Total		82		95		29		96		89		7		206		604		
		65	13	83	11	25	8	80	8	73	8	4	—	180	17	510	65	575
1910 Total		78		94		33		88		81		4		197		575		

Von den 604 Prüfungen waren 94 = 13,9 % erfolglos. Darunter waren:

550	erstmalige	Prüfungen,	wovon	erfolglos	82 = 15 %
42	zweite	„	„	„	8 = 19 %
12	dritte	„	„	„	4 = 33 %
215	naturwissenschaftl.	„	„	„	55 = 25,6 %
230	ärztliche	„	„	„	20 = 8,7 %
44	zahnärztliche	„	„	„	6 = 14 %
84	Apotheker	„	„	„	9 = 10,7 %
31	tierärztliche	„	„	„	4 = 13 %

Von den Geprüften waren:

a. Schweizer, und zwar aus den Kantonen Zürich 65, Bern 65, Luzern 30, Schwyz 17, Obwalden 5, Nidwalden 3, Glarus 8, Zug 7, Freiburg 9, Solothurn 21, Baselstadt 23, Baselland 10, Schaffhausen 9, Appenzell A.-Rh. 10, Appenzell I.-Rh. 3, St. Gallen 32, Graubünden 29, Aargau 35, Thurgau 17, Tessin 13, Waadt 42, Wallis 20, Neuenburg 25, Genf 51. Total Schweiz 549, worunter 34 = 6,2 % Damen.

b. Ausländer: Deutsche 28, Russen 7, Italiener 6, Engländer 5, Holländer 3, Franzosen 3, Luxemburger 1, Brasilianer 1, Argentinier 1. Zusammen Ausländer 55, wovon 8 = 14,5 % Damen.

Insgesamt somit 604 Geprüfte, wovon 42 = 7 % Damen.

III. Eidgenössische Rekrutenprüfungen.

a. Pädagogische Prüfungen.[1])

Die Bedeutung der Prüfungsnoten in den einzelnen Fächern nach dem Reglement vom 20. August 1906 ist folgende:

Lesen. Note 1: Geläufiges Lesen mit sinngemäßer Betonung, sowie nach Inhalt und Form richtige freie Wiedergabe. Note 2: Mechanische Lesefertigkeit und befriedigende Auskunft über den Inhalt des Gelesenen. Note 3: Weniger befriedigendes mechanisches Lesen mit einigem Verständnis des Lesestoffes. Note 4: Mangelhaftes Lesen und ganz ungenügende Rechenschaft über den Inhalt. Note 5: Des Lesens unkundig.

Aufsatz: Kurze schriftliche Arbeit (Brief). Note 1: Nach Inhalt und Form ganz oder nahezu korrekt. Note 2: In logischer Hinsicht befriedigend, mit mehreren kleinern oder einzelnen größern Sprachfehlern. Note 3: Schwach in Schrift und Sprachform, doch noch zusammenhängender, verständlicher Ausdruck. Note 4: Geringe, für das praktische Leben fast wertlose Leistung. Note 5: Vollständig wertlose Leistung.

Rechnen. (Eingekleidete Aufgaben. Als Note im Rechnen gilt der ganzzahlige Durchschnitt aus der Taxation im Kopf- und Zifferrechnen.) Note 1: Fertigkeit in den vier Spezies mit ganzen und gebrochenen Zahlen (Dezimalbrüche inbegriffen), Kenntnis des metrischen Systems und der gewöhnlichen bürgerlichen Rechnungsarten. Note 2: Die vier Spezies mit ganzen Zahlen, einfache Bruchformen. Note 3: Rechnen mit kleinern ganzen Zahlen in leicht erfaßbaren Verbindungen. Note 4: Addition und Subtrak-

[1]) Vergl. „Pädagogische Prüfung bei der Rekrutierung im Herbste 1911. Herausgegeben vom eidgenössischen statistischen Bureau auf den 24. August 1912. 183. Lieferung der Publikationen des eidgen. statistischen Bureaus. Kommissionsverlag A. Francke, Bern.

tion in ganz kleinen Zahlenräumen (auch schriftlich nur unter 10,000). Etwelcher Gebrauch des Einmaleins beim Kopfrechnen. Note 5: Unkenntnis im Zifferrechnen und Unfähigkeit, zweistellige Zahlen im Kopfe zusammenzuzählen.

Vaterlandskunde. (Geographie, Geschichte, Verfassung.) Note 1: Verständnis der Schweizerkarte nebst befriedigender Darstellung der Hauptmomente der vaterländischen Geschichte, der Bundes- und Kantonsverfassung. Note 2: Richtige Beantwortung einzelner Fragen über schwierigere Gegenstände aus den drei Gebieten. Note 3: Kenntnis einzelner leicht erfaßbarer Tatsachen der drei Fachzweige. Note 4: Beantwortung einiger der elementarsten Fragen aus der Landeskunde. Note 5: Gänzliche Unkenntnis in der Vaterlandskunde.

Die Zahl der geprüften Rekruten pro 1911 betrug im ganzen 28,750, davon hatten höhere Schulen besucht 9276. Auf die Kantone des letzten Primarschulbesuches entfielen:

	Geprüfte Rekruten im ganzen	davon hatten höhere Schulen besucht		Geprüfte Rekruten im ganzen	davon hatten höhere Schulen besucht
Zürich	3268	1967	Thurgau	963	349
Bern	6327	1367	Tessin	880	231
Luzern	1213	623	Waadt	2372	450
Uri	156	28	Wallis	963	129
Schwyz	475	115	Neuenburg	1161	304
Obwalden	123	11	Genf	655	346
Nidwalden	139	38	Ungeschulte ohne bestimmten Wohnort	1	—
Glarus	280	112	Von der Gesamtzahl waren:		
Zug	209	91	Besucher höherer Schulen		9276
Freiburg	1231	198	und zwar von:		
Solothurn	1074	445	Sekundar- u. ähnlichen Schulen		6439
Baselstadt	760	376	Mittlern Fachschulen		1160
Baselland	631	216	Gymnasien u. ähnlichen Schulen		1507
Schaffhausen	330	162	Hochschulen		170
Appenzell A.-Rh.	463	135	Überdies mit:		
Appenzell I.-Rh.	142	16	Ausländischem Primarschulort	511	168
St. Gallen	2151	727			
Graubünden	832	310			
Aargau	1951	520			

Aus der Publikation des eidgenössischen statistischen Bureaus über die pädagogischen Rekrutenprüfungen pro 1911 seien folgende Mitteilungen herausgehoben:

Die Ergebnisse der pädagogischen Prüfung der Rekruten, die in den letzten drei Jahren gegenüber dem jeweiligen Vorjahre eine leichte Verschlechterung anzeigten, kennzeichnen sich diesmal wieder durch einen, wenn auch ebenfalls unbedeutenden Schritt nach vorwärts. Wie auf manchem anderen Gebiete ist eben auch hier die Entwicklung der Verhältnisse vielen Schwankungen unterworfen; es kann nach einer Zeit des Fortschrittes eine Periode des Stillstandes, ja sogar der rückläufigen Bewegung eintreten, nach deren Überwindung der fortschrittliche Kurs wieder aufgenommen wird. Und dies ist Tatsache trotz der unablässigen Be-

strebungen, die sich Jahr für Jahr in den meisten Kantonen für die stetige Verbesserung des Volksschulwesens und damit für eine günstige Beeinflussung der Rekrutenprüfungen einsetzen.

Für die Schweiz im ganzen ist die Verhältniszahl derjenigen Rekruten, die in mehr als zwei Fächern die Note 1 erhielten, also „sehr gute Gesamtleistungen" aufwiesen, von 38 auf 39 von je 100 Geprüften gestiegen; damit ist die schon früher, nämlich 1907 und 1908, festgestellte Höhe wieder erreicht worden. „Sehr schlechte Gesamtleistungen" (Note 4 oder 5 in mehr als einem Fache) wurden, wie im Vorjahre, in 5 von je 100 Fällen an den Tag gelegt; nur das Jahr 1907 wies noch weniger, nämlich bloß 4 % solcher ganz geringer Leistungen auf. Wird nach einzelnen Fächern verglichen, so sind die schweizerischen Verhältniszahlen im Lesen und im Aufsatz die gleichen geblieben wie im Vorjahre. Ein kleiner Fortschritt machte sich im Rechnen bemerkbar, indem hier die guten Noten 1 oder 2 von 75 % auf 76 % anstiegen, die Häufigkeit der schlechten Noten 4 oder 5 jedoch unverändert wieder die vorjährige Höhe von 6 % erreichte. Eine erheblichere Besserung wurde in der Vaterlandskunde erzielt; denn in diesem immer noch ungenügend gepflegten Wissenszweige wird gleichzeitig eine Vermehrung der guten Noten von 62 auf 64 und eine Verminderung der schlechten Noten von 10 auf 9 von je 100 Geprüften festgestellt.

Die Überzeugung hat sich verbreitet, daß der Vaterlandskunde und, was noch wichtiger, der staatsbürgerlichen Erziehung unserer schweizerischen Jungmannschaft erhöhte Aufmerksamkeit geschenkt werden sollte. Dafür sprechen die in neuerer Zeit zutage tretenden Tendenzen zur Schaffung einer Bürgerschule, die in idealer Weise dem heranwachsenden Jüngling politisches Interesse, vaterländische Gesinnung und damit natürlich auch die dem Bürger notwendigen Kenntnisse in Geschichte, Geographie und Vaterlandskunde zu vermitteln hätte.

Die Vergleichung bei den einzelnen Kantonen zeigt, daß die „guten Gesamtleistungen" in 17 Kantonen häufiger, in 5 Kantonen seltener wurden und in 3 Kantonen gleich oft vorkamen; erheblicher Verbesserung dieser Verhältniszahl erfreuten sich besonders Glarus, Zug, Baselstadt, Schaffhausen und Tessin. In bezug auf die „schlechten Gesamtleistungen" ergab sich in 14 Kantonen ein Fortschritt, in 5 ein Rückschritt und in 6 ein Stillstand; die größten Erfolge nach dieser Richtung verzeichneten Appenzell A.-Rh., Appenzell I.-Rh. und Graubünden.

Sowohl die Rekruten mit höherer Schulung, als auch diejenigen mit bloßer Primarschulung erreichten im Berichtsjahre in bezug auf die „sehr guten Gesamtleistungen" und die „sehr schlechten Gesamtleistungen" gleich gute Durchschnittsergebnisse wie im Vorjahre.

Die Durchschnittsnoten nach Kantonen sind folgende:

Kantone	1911	1910	1909	1908	1907	1906	1905	1904	1903	1902
Schweiz . . .	7,33	7,42	7,36	7,35	7,32	7,52	7,60	7,82	7,94	7,95
Zürich	6,99	7,08	7,18	6,79	6,75	6,97	7,07	7,41	7,37	7,58
Bern	7,68	7,49	7,39	7,44	7,43	7,67	7,68	8,19	8,33	8,18
Luzern	7,36	7,58	7,50	7,42	7,75	8,06	7,88	8,41	8,61	8,31
Uri	8,72	8,62	9,13	8,86	8,72	8,72	9,06	9,28	9,40	9,62
Schwyz	8,29	7,84	7,95	8,54	7,95	8,11	8,80	8,28	8,51	8,27
Obwalden . . .	6,85	7,18	6,81	6,36	6,76	6,93	7,23	7,39	7,92	6,97
Nidwalden . . .	7,05	7,02	6,95	7,02	7,49	8,59	7,95	8,17	8,56	7,39
Glarus	6,71	7,18	7,26	7,21	6,97	7,34	6,96	7,34	7,90	7,87
Zug	6,70	7,60	7,21	7,02	7,05	7,77	7,53	7,82	8,14	8,18
Freiburg . . .	7,11	7,40	7,34	7,52	7,01	7,55	7,66	7,98	8,22	8,01
Solothurn . . .	7,11	7,17	7,14	7,48	7,50	7,54	7,51	7,62	7,95	7,75
Baselstadt . . .	6,68	7,08	6,97	6,64	6,59	6,85	6,98	6,78	6,38	6,73
Baselland . . .	7,85	7,81	7,39	7,53	7,21	7,66	7,38	7,59	7,97	7,90
Schaffhausen . .	6,83	6,99	6,94	7,12	7,25	7,60	7,21	7,07	7,39	7,19
Appenzell A.-Rh.	7,38	7,74	7,92	8,00	7,44	7,52	7,87	8,09	8,30	8,40
Appenzell I.-Rh.	7,89	8,38	9,34	8,91	9,05	8,98	9,52	9,91	9,66	10,04
St. Gallen . . .	7,37	7,52	7,53	7,67	7,62	7,85	7,97	7,98	8,11	8,23
Graubünden . .	7,98	8,07	7,66	7,96	8,08	8,58	8,54	8,85	8,53	8,91
Aargau	7,37	7,70	7,24	7,34	7,19	7,26	7,35	7,52	7,60	7,51
Thurgau . . .	6,78	6,74	7,27	7,14	7,08	7,32	7,07	7,26	7,24	7,02
Tessin	8,01	8,58	8,50	8,42	8,09	8,19	8,67	9,02	9,03	9,36
Waadt	7,13	7,21	7,20	7,04	7,10	7,16	7,36	7,30	7,47	7,81
Wallis	7,16	7,80	7,04	7,07	7,80	7,48	7,92	8,07	8,25	8,36
Neuenburg . . .	6,96	7,06	7,11	7,24	7,08	6,94	7,44	6,96	7,40	7,50
Genf	6,54	6,36	6,82	6,52	6,65	6,68	6,50	6,94	6,52	6,39

Die Durchschnittsnoten und Gruppierung der Kantone nach den Durchschnittsnoten:

Prüfungsjahr	Durchschnittsnote	Zahl der Kantone mit einer Durchschnittsnote von weniger als 7,00	7,00—7,99	8,00—8,99	9,00—9,99	10,00 und mehr
1911	7,33	9	13	3	—	—
1910	7,42	3	18	4	—	—
1909	7,36	5	17	1	2	—
1908	7,35	4	16	5	—	—
1907	7,32	5	16	3	1	—
1906	7,52	5	13	7	—	—
1905	7,60	3	17	3	2	—
1904	7,82	3	12	7	3	—
1903	7,94	2	10	10	3	—
1902	7,95	3	10	9	2	1

Die jährliche Konferenz der eidgenössischen und kantonalen Experten fand am 27. und 28. Mai in Luzern statt. Sie beriet u. a. über die Anwendung des neuen Prüfungsreglements, über die Rechnungsaufgaben und die Aufsatzthemen und über eine Reihe von Bestimmungen betreffend die pädagogischen Prüfungen. Diese Bestimmungen wurden hernach zusammengestellt und jedem Experten übergeben.

Die Rekrutierung begann im Berichtsjahre am 4. Juli in Avenches und endigte am 10. November in Grono.

In einigen wenigen Ortschaften wurden immer noch ungenügende Lokalitäten zur Verfügung gestellt. Es läge sehr im Interesse der Rekrutenprüfungen, wenn die Klagen hierüber einmal ganz verschwinden könnten.

11 Rekruten meldeten sich zu einer zweiten Prüfung an; die Mehrzahl von ihnen erzielten bessere Noten als in der ersten Prüfung. Die erste Rekrutenprüfuug bestanden rund 29,800 Rekruten. 85 % davon wurden in dem Kanton geprüft, in dem sie ihre Schulbildung erhalten hatten.

1079 Rekruten haben kein Schulzeugnis vorgewiesen. Sie verteilen sich auf die einzelnen Kantone wie folgt: Zürich 38, Bern 62, Luzern 50, Baselstadt 63, Baselland 14, Schaffhausen 3, St. Gallen 3, Graubünden 74, Aargau 31, Thurgau 49, Tessin 131, Waadt 175, Wallis 100, Neuenburg 84, Genf 200.

Die schon wiederholt aufgeworfene Frage einer allfälligen Aufhebung der Rekrutenprüfungen wird neuerdings von der zum Studium der Erzielung von Ersparnissen in der Militärverwaltung eingesetzten Expertenkommission geprüft.

b. Turnprüfung der Rekruten.[1])

Die Zahl der im Jahre 1911 geprüften und von der Turnprüfung dispensierten Rekruten ergibt sich aus folgender Zusammenstellung:

Division	Zahl der Rekruten	Von der Turnprüfung dispensiert Total	in %	Im Turnen geprüft
1	4,658	437	9,3	4,221
2	3,595	286	8,07	3,309
3	3,798	265	6,9	3,533
4	3,189	296	9,2	2,893
5	4,250	263	6,1	3,987
6	4,077	493	12,09	3,584
7	3,757	172	4,58	3,585
8	2,616	187	7,01	2,429
	29,940	2399	8,01	27,541

Die freiwillige turnerische Tätigkeit hat nach dem Bericht des Oberexperten, der zugleich Präsident der schweizerischen Turnkommission ist, seit Einführung der Turnprüfung an Umfang und Inhalt bedeutend gewonnen. Auch die Ausbreitung des turnerischen und bewaffneten Vorunterrichts, die nun eingesetzt hat, ist eine direkte Folge der Turnprüfung der Rekruten.

Über die Ergebnisse der Turnprüfung bei der Rekrutierung vom Herbste 1911 orientiert der Bericht des eidgenössischen statistischen Bureaus an das schweizerische Militärdepartement[2]), erschienen anfangs Dezember 1912.

---

[1]) Vergl. Geschäftsbericht des Bundesrates pro 1911 (Militärdepartement).

[2]) Vergl. Zeitschrift für schweizerische Statistik, 49. Jahrgang, 1913. Für die statistischen Details und die Übersichten sei auf diese Publikation, die im übrigen auch in Separatabzügen erschienen ist, verwiesen.

Wir entnehmen ihm folgendes:

„Die Ergebnisse der Turnprüfungen der zur Rekrutierung einberufenen Jünglinge im Herbst 1911 sind im allgemeinen sehr befriedigende. Immerhin ist, bei Vergleichung der Durchschnittsergebnisse der verschiedenen Tabellen, im Heben und Schnellauf, sowohl bei den Rekruten, die einem Turn- oder Sportsverein angehörten oder einen militärischen Vorkurs mitmachten, als auch bei denen, die höhere Schulen besucht haben, ein leichter Rückschlag ersichtlich. Die zum Militärdienst untauglich erklärten Einberufenen sind in allen drei Übungen hinter den letztjährigen Ergebnissen zurückgeblieben.

Für letztere Gruppe erscheint dieses Sinken ziemlich erklärlich im Hinblick auf die mehr oder minder hohe Zahl der durch geistige oder körperliche Gebrechen zum vornherein von der Prüfung Ausgeschlossenen. Daß die zwei ersten Gruppen, im allgemeinen den bessergestellten bürgerlichen Klassen entsprossen, denen alle Mittel zur Entwicklung der körperlichen Kräfte zur Verfügung stehen, einen Rückschlag erlitten, ist nicht so leicht begreiflich. Andere zufällige Umstände mögen hier mitgewirkt haben; doch möchten wir darauf hinweisen, daß auf fortgesetzte Perioden des Fortschreitens wohl auch solche des Stillstandes oder gar des Rückganges eintreten können.

Die Mehrzahl der Kantone weist im ganzen eine Verbesserung der Ergebnisse auf; gleichwohl ist bei der einen oder andern der drei Prüfungen ein Rückschritt gegenüber dem Vorjahre festzustellen. Die Unterschiede zwischen den einzelnen Kantonen stehen offensichtlich in naher Beziehung zu den mehr oder weniger befriedigenden Ergebnissen der sanitarischen Untersuchung und zu der turnerischen Vorbildung der Rekruten.

* * *

Höhere Schulen besucht haben 8830 Rekruten, von denen 6945 (79 %) als militärtauglich erklärt wurden, 925 (10 %) wurden zurückgestellt und 960 (11 %) als untauglich vom Militärdienst befreit. Von der Gesamtzahl der Einberufenen sind 75 % militärtauglich, 11 % wurden zurückgestellt und 14 % als untauglich erachtet. Die Kantone Schaffhausen, Basellandschaft und Waadt weisen verhältnismäßig die größte Zahl Militärtaugliche auf. Die Rekruten von Solothurn und Genf sind am besten eingeübt auf den Weitsprung, die von Schaffhausen auf das Heben und die Baselstädter auf den Schnellauf. Zieht man für alle drei Übungen den Durchschnitt der Totalsummen, so steht Solothurn obenan. Aargau, Basellandschaft und Schaffhausen weisen die größten Verhältniszahlen derjenigen Rekruten auf, die in der Schule einen regelrechten Turnunterricht erhalten haben.

Die Gesamtzahl der zur Aushebung Einberufenen ist gegenüber 1910 um ein geringes zurückgegangen. Von den 29,843 Ein-

geschriebenen (29,906 im Jahre 1910[1]) haben die Turnprüfung bestanden 27,443 (92 %) und 2400 (8 %) wurden davon dispensiert gestützt auf verschiedene Gründe, die sich in der Mehrzahl folgendermaßen verteilen: Verstümmelung und Gebrechen der oberen Gliedmaßen 21 %, Krankheiten des Herzens und der großen Gefäße 14 %, zu hohes Alter 11 % und geistige Beschränktheit 8 % Die übrigen 46 % verteilen sich in kleineren Zahlen auf Phthisiker, Schwächliche, mit Mißbildung der Wirbelsäule oder des Thorax Behaftete etc. etc.

Über das Gesamtergebnis der Turnprüfung orientiert folgende Übersicht:

	Gesamtzahl der Stellungspflichtigen	Davon haben die Turnprüfung			Von je 100 Stellungspflichtigen haben die Turnprüfung		
		bestanden	nicht bestanden weil von der pädagogischen Prüfung dispensiert	nicht bestanden auf Anordnung der sanit. Untersuchungskommission oder aus andern Gründen	bestanden	nicht bestanden weil von der pädagogischen Prüfung dispensiert	nicht bestanden auf Anordnung der sanit. Untersuchungskommission oder aus andern Gründen
I. Division	4,363	3,959	76	328	91	2	7
II. „	3,495	3,224	51	220	92	2	6
III. „	3,798	3,532	60	206	93	2	5
IV. „	3,189	2,889	51	249	90	2	8
V. „	4,250	3,987	63	200	94	1	5
VI. „	4,077	3,580	120	377	88	3	9
VII. „	3,760	3,588	63	109	95	2	3
VIII. „	2,911	2,684	98	129	92	3	5
Total 1911	29,843	27,443	582	1,818	92	2	6
„ 1910	29,906	27,687	575	1,644	93	2	5
„ 1909	27,970	25,881	548	1,541	93	2	5
„ 1908	29,293	27,480	556	1,257	94	2	4
„ 1907	28,540	26,515	619	1,406	93	2	5

Das Verhältnis der geprüften Rekruten auf 1000 der Bevölkerung, berechnet auf Mitte 1911, ergibt kantonsweise folgende Zahlen:

Zürich	5,8	Freiburg	8,3	Aargau	7,9
Bern	9,1	Solothurn	8,6	Thurgau	6,9
Luzern	6,5	Baselstadt	5,3	Tessin	5,4
Uri	6,1	Baselland	7,9	Waadt	6,9
Schwyz	7,7	Schaffhausen	6,4	Wallis	6,8
Obwalden	6,9	Außer-Rhoden	7,7	Neuenburg	8,2
Nidwalden	9,9	Inner-Rhoden	9,5	Genf	3,5
Glarus	8,2	St. Gallen	6,8	Schweiz	7,2
Zug	6,7	Graubünden	6,9		

Von den 27,443 geprüften Rekruten hatten 21 % keinen regelmäßigen Turnunterricht, 44 % nur den gewöhnlichen Schulturnunterricht genossen, während nur 35 % Turn- oder sonstigen Sportvereinen angehört oder aber militärischen Vorunterricht mit-

[1]) Diese Zahlen — die schließlich definitiv festgestellten — weichen etwas von den obigen Zahlen des Geschäftsberichtes des Bundesrates auf Seite 166 ab.

gemacht hatten. 20,656 oder 75 % dieser Rekruten hatten einen regelmäßigen Schulturnunterricht, 6787 oder 25 % keinen solchen erhalten.

Die Verhältniszahlen der Militärtauglichen steigen oder fallen je nach dem Grade der körperlichen Vorübungen in auffallender Weise. Die Turner zählen im Mittel 77 % Taugliche, während die Nichtturner nur 69 % aufbringen. Vom Total der Geprüften wurden 75 % tauglich erklärt, 11 % zurückgestellt und 14 % als untauglich erfunden.

In den letzten fünf Jahren (1911 inbegriffen) ist die Verhältniszahl der Zurückgestellten mit 11 % die gleiche geblieben, im Gegensatz zu 1906, wo sie auf 13 % anstieg.

Bei gegenseitiger Vergleichung der Ergebnisse der zwei Unterrichtsstufen in bezug auf körperliche Vorübung und Militärdiensttauglichkeit fällt sofort die Überlegenheit derjenigen Schüler in die Augen, die den Vorzug einer umfassenderen Bildung genossen haben. 28 % der Primarschüler haben keinerlei methodische Körperübungen getrieben, denen nur 7 % der höhern Schüler gegenüberstehen, wogegen die letztern die Primarschüler unter Militärtauglichkeit mit 79 gegen 73 % um 6 % überflügeln.

Die festgestellten Fortschritte im gesamten erzeigen beim Weitsprung eine durchschnittliche Zunahme von $0,_{03}$ Meter gegenüber dem Vorjahr, beim Heben eine solche von $0,_{02}$ mal und im Schnellauf eine Abnahme von $0,_{05}$ Sekunden zum Zurücklegen von 80 Meter Distanz. Beim Weitsprung und Schnellauf herrscht Note 2, im Heben aber — wo die physische Kraft die mangelnde Ausbildung einigermaßen zu ersetzen vermag — die Note 1 und sodann die Note 3 vor.

Die Durchschnittsleistungen in den drei turnerischen Übungen waren in bezug auf die Diensttauglichkeit die folgenden: Die Diensttauglichen erreichten im Weitsprung eine mittlere Länge von $3,_{10}$ Meter, die Zurückgestellten $2,_{82}$ und die Untauglichen $2,_{71}$ Meter. Im Heben eines Gewichtes von 17 Kilo sind die Tauglichen mit $6,_{98}$ mal an der Spitze. Hierauf folgen die Untauglicherklärten mit $4,_{98}$ mal und die Zurückgestellten mit $4,_{14}$ mal. (Daß die Zurückgestellten hinter den Untauglicherklärten zurückbleiben, läßt sich leicht erklären dadurch, daß diese Kategorie von jungen Leuten meistens eben infolge zu geringer körperlicher Entwicklung zurückgestellt wurde.) Im Schnellauf beträgt die mittlere Dauer für das Zurücklegen der gleichen Distanz für die Diensttauglichen $12,_{88}$, für die Zurückgestellten $13,_{64}$ und für die Untauglicherklärten $13,_{87}$ Sekunden.

Der Turnunterricht in Schulen und Vereinen, sowie der Besuch höherer Lehranstalten sind von sehr fördernder Einwirkung auf die körperliche Entwicklung unserer künftigen Milizen. Stellungspflichtige, die als Mitglieder von Turn- und Sportvereinen

oder im militärischen Vorunterricht einen turnerischen Unterricht genossen hatten, haben die besten mittleren Ergebnisse im Heben, sowie überhaupt die beste mittlere Gesamtnote erzielt, während die Schüler höherer Unterrichtsanstalten im Weitsprung und Schnelllauf an die Spitze zu stehen kommen.

IV. Unterstützung der gewerblichen und industriellen Berufsbildung.[1])

(Vergl. den statistischen Teil.)

1. Berufsbildungsanstalten. Die im Berichtsjahre auf Grund des Bundesbeschlusses vom 27. Juni 1884 ausgerichteten Bundesbeiträge an die ständigen Anstalten für gewerbliche und industrielle Berufsbildung sind aus nachstehender Zusammenstellung ersichtlich, die gleichzeitig eine Übersicht über die Verbreitung dieser Anstalten bietet.

Kanton	Zahl der subventionierten Bildungsanstalten	Bundesbeiträge Fr.
Zürich	45	284,233. —
Bern	65	277,079. —
Luzern	11	21,847. —
Uri	1	1,170. —
Schwyz	11	7,273. —
Obwalden	6	2,078. —
Nidwalden	3	1,400. —
Glarus	10	7,950. —
Zug	5	3,830. —
Freiburg	16	50,828. —
Solothurn	18	21,766. —
Baselstadt	3	79,857. —
Baselland	9	13,109. —
Schaffhausen	7	8,235. —
Appenzell A.-Rh.	13	7,844. —
Appenzell I.-Rh.	1	440. —
St. Gallen	37	105,974. —
Graubünden	10	9,555. —
Aargau	20	37,546. —
Thurgau	14	6,565. —
Tessin	25	32,825. —
Waadt	32	38,566. —
Wallis	10	9,650. —
Neuenburg	10	136,668. —
Genf	6	178,694. —
Zusammen	388	1,344,982. —

Es betrugen die Ausgaben pro:

	1910	1911
die Gesamtausgaben der Anstalten	Fr. 5,040,430. 06	Fr. 4,908,935. 05
die Leistungen der Kantone, Gemeinden, Korporationen und Privaten	„ 2,892,470. 98	„ 2,949,079. 56
die Bundessubvention	„ 1,376,807. —	„ 1,344,982. —

Vom 17. bis 20. Oktober fand in Zürich eine Konferenz der Experten und Expertinnen statt, hauptsächlich zum Zwecke der

[1]) Vergl. Geschäftsbericht des Bundesrates pro 1911 (Industriedepartement).

Berichterstattung und des Meinungsaustausches über die Ergebnisse der Inspektion in den Jahren 1909/1911, sowie behufs Beratung der Frage betreffend die Beteiligung der beruflichen Unterrichtsanstalten an der Landesausstellung.

Hinsichtlich des letztgenannten Gegenstandes sei auf das Kreisschreiben an die Kantonsregierungen vom 11. November (Bundesblatt IV, 645) verwiesen.[1])

Das Industriedepartement sah sich veranlaßt, die Experten einzuladen:

1. Einer richtigen Gestaltung des Unterrichts in Stillehre und Buchführung ihre besondere Aufmerksamkeit zu widmen und auf daherige Mängel in den Inspektionsberichten hinzuweisen;
2. ihren ganzen Einfluß bei den künftigen Inspektionen dahin geltend zu machen, daß in den gewerblichen Schulen, die einseitig nur das Zeichnen betreiben, auch der ebenso wichtige übrige berufliche Unterricht (siehe „Anleitung" vom 1. Juli 1901) eingeführt werde, damit sie ihren Zweck erfüllen.

Eine kantonale Behörde fragte an, ob nicht Art. 8 der Verordnung vom 17. November 1900, wonach die vom Bunde subventionierten Anstalten „möglichst allgemein und leicht zugänglich" sein sollen, sich nur auf die Bürger des betreffenden Kantons und auf die in ihm wohnenden Bürger anderer Kantone beziehe. Das Departement sprach seine Ansicht dahin aus, daß die genannte Bestimmung im weitern Sinne auszulegen und insbesondere auch zugunsten solcher Personen sei, die außerhalb des Kantons wohnen. Die Leistung des Bundes solle nicht nur dem engern, sondern auch dem weitern Kreise zugut kommen. Wenn sich Schwierigkeiten aus der Anwendung von Art. 8 ergeben, sei im einzelnen Falle zu prüfen, wie sie für die betreffende Schule zu lösen seien. (6. Februar.)

Um den subventionierten Schulen wieder eine Wegleitung in der wichtigen Aufgabe der Auswahl guter Lehrmittel zu bieten, übermittelte das Industriedepartement zu deren Handen den Kantonsregierungen ein auf seine Veranlassung vom Experten J. Biefer zusammengestelltes gedrucktes „Lehrmittelverzeichnis für gewerbliche Fortbildungsschulen und hauswirtschaftliche Schulen".

Der Verband schweizerischer Zeichen- und Gewerbeschullehrer stellte das Gesuch, es möchte für eine schweizerische Beteiligung an der Zeichenausstellung anläßlich des IV. internationalen Kongresses für Kunstunterricht, Zeichnen und angewandte Kunst, Dresden 1912, ein Kredit von Fr. 5700 in das Budget des Bundes aufgenommen werden.

Das Departement antwortete: „Dem Kongreßprogramm entnehmen wir, daß es nur zum kleinsten Teil unsern Geschäftskreis

---

[1]) Vergl. Beilage II, Seite 117.

berührt; dasselbe gilt von der Ausstellung. Es handelt sich für uns namentlich um den kunstgewerblichen Unterricht. Schon im Hinblick auf die schweizerische Landesausstellung halten wir es aber nicht für opportun, die Beteiligung der einheimischen Kunstgewerbeschulen an der Dresdener Ausstellung von Amtes wegen zu fördern; will die eine oder andere von sich aus diese beschicken, so ist das ihre Sache, und wir werden sie auch nicht hindern, wenn sie in ihrem Budget entsprechende Deckung solcher Ausgaben vorsieht.

In der Hauptsache beschäftigen sich Kongreß und Ausstellung mit dem Zeichnen in der allgemeinen Schule der verschiedenen Stufen. Hiermit haben wir uns nicht zu befassen.

Unsere Zurückhaltung begründen wir auch damit, daß, wie aus Ihrem Schreiben hervorgeht (von anderer Seite besitzen wir keine Mitteilungen), unter den Beteiligten selbst Uneinigkeit herrscht.

Wir könnten aber auch ohne diese Erwägungen den Kredit nicht befürworten, weil das neue Budget solche nicht durchaus nötige Ausgaben nicht erträgt. (5. September.)

2. Stipendien. Nachstehende Tabelle weist Bestimmung und Betrag der im Interesse der Ausbildung von Lehrkräften ausgerichteten Bundesstipendien aus.

Kanton	Besuch von Schulen	Studienreisen	Instruktionskurse	Kurs für Handfertigkeit	Rekapitulation 1910
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Zürich	1,575. —	850. —	765. —	2,280. —	5,470. —
Bern	2,100. —	—	2,068. —	2.910. —	7,078. —
Luzern	200. —	—	492. —	360. —	1,052. —
Uri	200. —	—	—	—	200. —
Schwyz	150. —	—	114. —	—	264. —
Obwalden	—	—	100. —	—	100. —
Nidwalden	—	—	—	—	—
Glarus	530. —	—	515. —	270. —	1,315. —
Zug	200. —	—	207. —	90. —	497. —
Freiburg	3,000. —	—	—	300. —	3,300. —
Solothurn	—	—	154. —	570. —	724. —
Baselstadt	—	—	—	200. —	200. —
Baselland	—	—	—	200. —	200. —
Schaffhausen	—	—	—	400. —	400. —
Appenzell A.-Rh.	400. —	—	324. —	252. —	976. —
Appenzell I.-Rh.	—	—	—	—	—
St. Gallen	4,350. —	1,079. —	—	1,180. —	6,609. —
Graubünden	—	—	—	450. —	450. —
Aargau	380. —	—	540 —	1,530. —	2,450. —
Thurgau	300. —	200. —	122. —	1,520. —	2,142. —
Tessin	400. —	—	—	—	400. —
Waadt	2,200. —	—	—	—	2,200. —
Wallis	—	—	—	100. —	100. —
Neuenburg	1,800. —	650. —	60. —	450. —	2,960. —
Genf	—	—	—	1,350. —	1,350. —
Zusammen	17,785. —	2,779. —	5,461. —	14,412. —	40,437. —

3. Lehrerbildungskurs. Es fanden statt auf Grund der vom Departement genehmigten Programme:

a. Der II. Instruktionskurs für Lehrer an gewerblichen Fortbildungsschulen, in Bern, 25. September bis 7. Oktober (mit Fortsetzung im Herbst 1912), veranstaltet von der kantonalen Sachverständigenkommission für berufliches Bildungswesen,
Zahl der Teilnehmer: 77,
Bundesbeitrag: Fr. 1607;

b. der XVIII. Lehrerfortbildungskurs für das Fachzeichnen der Metallarbeiter, am kantonalen Gewerbemuseum in Aarau, 17. Juli bis 12. August,
Zahl der Teilnehmer: 26,
Bundesbeitrag: Fr. 869.

4. Besondere Unternehmungen. Bundesbeiträge erhielten:

		1911
a. 37 temporäre Fachkurse in verschiedenen Kantonen . .	Fr.	5,875. —
b. der Verband schweizerischer Heizer und Maschinisten für berufliche Wandervorträge und Kurse in den Sektionen .	„	2,045. —
c. der Schweizerische Werkmeisterverband für Fachkurse in den Sektionen	„	457. —
d. der Schweizerische Gewerbeverein f. die Lehrlingsprüfungen	„	35,000. —
e. der Verband schweizerischer Zeichen- und Gewerbeschullehrer für seine Zeitschrift	„	3,600. —
f. der Handfertigkeitsunterricht an den Lehrerseminarien Hofwil, Pruntrut und Lausanne	„	1,400. —
g. der Schweizerische Verein für Knabenhandarbeit. . . .	„	1,000. —
Zusammen	Fr.	49,377. —

V. Unterstützung der hauswirtschaftlichen und beruflichen Bildung des weiblichen Geschlechts.[1])

(Vergleiche den statistischen Teil.)

Die im Berichtsjahre auf Grund des Bundesbeschlusses vom 20. Dezember 1895 ausgerichteten Bundesbeiträge an die ständigen Anstalten für hauswirtschaftliche und berufliche Bildung des weiblichen Geschlechts sind aus nachstehender Zusammenstellung ersichtlich, die gleichzeitig eine Übersicht über die Verbreitung dieser Anstalten bietet.

Kanton	Zahl der subventionierten Bildungsanstalten	Bundesbeiträge 1911 Fr.
Zürich	76	68,269. —
Bern	44	40,611. —
Luzern	10	14,154. —
Uri	2	273. —
Schwyz	6	1,866. —
Obwalden	2	459. —
Nidwalden	1	472. —

[1]) Vergl. Geschäftsbericht des Bundesrates (Industriedepart.) pro 1911.

Kanton	Zahl der subventionierten Bildungsanstalten	Bundesbeiträge 1911 Fr.
Glarus	24	7,815. —
Zug	6	2,405. —
Freiburg	42	51,948. —
Solothurn	12	10,169. —
Baselstadt	3	47,432. —
Baselland	20	6,515. —
Schaffhausen	13	7,413. —
Appenzell A.-Rh.	25	5,951. —
Appenzell I.-Rh.	2	1,124. —
St. Gallen	25	34,700. —
Graubünden	19	3,797. —
Aargau	40	11,230. —
Thurgau	56	10,894. —
Tessin	8	13,337. —
Waadt	23	29,944. —
Wallis	21	21,827. —
Neuenburg	4	24,139. —
Genf	4	46,578. —
Zusammen	448	463,322. —

Es betrugen:

	1910	1911
die Gesamtausgaben der Anstalten	Fr. 1,877,995. 01	Fr. 2,049,333. 63
die Leistungen der Kantone, Gemeinden, Korporationen und Privaten	„ 930,806. 90	„ 991,566. 14
die Bundessubvention	„ 450,270. —	„ 463,322. —

Die Zahl der eidgenössischen Expertinnen wurde durch die Wahl von Fräulein M. Lutz in Greng von 4 auf 5 erhöht, da die Zahl der zu inspizierenden Schulen sich fortwährend vermehrt.

Im Interesse der Ausbildung von Lehrkräften wurden 26 Stipendien im Gesamtbetrage von Fr. 3715 ausgerichtet.

Folgende besondere Unternehmungen erhielten die nachbezeichneten Bundesbeiträge:

a. 19 temporäre Hauswirtschafts- und Handarbeitskurse in verschiedenen Kantonen		Fr. 4,067.—
b. Instruktionskurse für Arbeits- und Hauswirtschaftslehrerinnen:		
2 in Zürich	Fr. 3,570. —	
3 in Aarau	„ 1,210. —	
1 in Arenenberg	„ 660. —	
1 in Lausanne	„ 194. —	
1 in Vérolliez-St. Maurice	„ 400. —	„ 6,034. —
	Total	Fr. 10,101. —

VI. Gewerbliche Lehrlingsprüfungen.

Der Bericht betreffend die schweizerischen gewerblichen Lehrlingsprüfungen im Jahre 1912 erscheint erst anfangs Februar 1913, und konnte daher im vorliegenden Jahrbuch nicht berücksichtigt werden. Die Angaben pro 1911 siehe im Jahrbuch 1910, Seiten 47 bis 51.

VII. Unterstützung des landwirtschaftlichen Bildungswesens.[1])

(Vergleiche den statistischen Teil.)

Stipendien. Pro 1911 sind außer einem Reisestipendium im Betrage von Fr. 200 für angehende Landwirtschaftslehrer und Kulturtechniker folgende Schülerstipendien zur Auszahlung gelangt:

Kanton	Schülerstipendien Anzahl	Betrag Fr.
1. Zürich	2	900
2. Bern	4	1200
3. Appenzell A.-Rh.	1	800
4. St. Gallen	1	250
	8	3150

Theoretisch-praktische Ackerbauschulen. Aus dem bewilligten Kredite wurden den Anstalten folgende Bundesbeiträge, gleich der Hälfte der Unterrichtskosten, ausgerichtet:

Anstalten	Schülerzahl	Unterrichtskosten Fr.	Bundesbeitrag Fr.
1. Zürich, Strickhof	64	27,925	13,963
2. Bern, Rütti	69	29,819	14,910
3. Wallis, Ecône	21	16,957	8,478
4. Neuenburg, Cernier	33	33,679	16,839
1911:	187	108,380	54,190
1910:	178	108,014	54,007

Kantonale Gartenbauschule in Genf. An die Fr. 31,526. 50 betragenden Unterrichtskosten ist ein Bundesbeitrag von deren Hälfte, also von Fr. 15,763. 25, zur Auszahlung gelangt. Die Schülerzahl in drei Klassen war 55 (1910: 33).

Landwirtschaftliche Winterschulen. Auch diesen Schulen wurde die Hälfte der Unterrichtskosten vergütet, entsprechend nachstehender Zusammenstellung:

Anstalten	Schülerzahl	Unterrichtskosten Fr.	Bundesbeitrag Fr.
1. Strickhof-Zürich	63	13,963	6,981
2. Rütti-Bern	138	25,113	12,556
3. Langenthal-Bern	38	6,095	3,048
4. Münsingen-Bern	35	6,977	3,488
5. Pruntrut-Bern	35	8,293	4,147
6. Sursee-Luzern	110	21,359	10,680
7. Freiburg	60	19,094	9,547
8. Solothurn	46	13,101	6,551
9. Schaffhausen	23	7,347	3,673
10. Custerhof-Sargans	82	26,574	13,287
11. Plantahof-Graubünden	72	23 230	11,615
12. Brugg-Aargau	104	24,052	12,026
13. Arenenberg-Thurgau	90	23,886	11,943
14. Lausanne	38	20,850	10,425
15. Genf	20	6,940	3,470
1911:	954	246,874	123,437
1910:	874	240,619	120,309

[1]) Vergl. Geschäftsbericht des Bundesrates pro 1911 (Landwirtschaftsdepartement).

Landwirtschaftliche Wandervorträge und Spezialkurse, von den Kantonen veranstaltet. Den Kantonen, die pro 1911 Auslagen für landwirtschaftliche Wandervorträge und Spezialkurse, für Käserei- und Stalluntersuchungen, für Alpinspektionen und für Wiesendüngungsversuche gemacht haben, sind diese Auslagen zur Hälfte, und zwar in folgenden Beträgen vergütet worden:

Kanton	Kantonale Auslagen: Kurse und Vorträge	Käserei- u. Stalluntersuchungen	Alpinspektionen	Wiesendüngungsversuche	Total	Bundesbeitrag
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1. Zürich	8978	280	—	—	9258	4628
2. Bern	16186	1800	—	—	17986	8993
3. Luzern	1745	831	—	—	2576	1287
4. Schwyz	74	—	—	—	74	37
5. Freiburg	3119	940	—	468	4527	2263
6. Solothurn	353	—	—	129	482	240
7. Schaffhausen	1101	—	—	—	1101	550
8. St. Gallen	7409	848	—	561	8818	4409
9. Graubünden	1297	—	—	—	1297	648
10. Aargau	5051	500	—	—	5551	2775
11. Thurgau	5453	—	—	—	5453	2726
12. Tessin	6073	—	—	—	6073	3036
13. Waadt	4339	496	—	208	5043	2521
14. Wallis	2671	—	—	145	2816	1408
15. Neuenburg	953	—	—	—	953	476
16. Genf	7360	—	—	—	7360	3680
1911:	72162	5695	—	1511	79368	39683
1910:	72400	6922	297	1679	81298	40649

Weinbauschulen und Weinbauversuchsanstalten. Der interkantonalen Obst-, Wein- und Gartenbauschule in Wädenswil ist die Hälfte der Fr. 19,329. 55 betragenden Unterrichtskosten mit Fr. 9664. 77 vergütet worden.

Der Obst- und Weinbaukurs 1910/11 zählte 6, der Gartenbaukurs ebenfalls 6 Schüler.

Die kantonalen Weinbauversuchsanstalten, die sich größtenteils oder ausschließlich mit Versuchen über den Anbau amerikanischer Reben befassen, haben hierfür pro 1911 die nachstehend verzeichneten Ausgaben gemacht und hieran Bundesbeiträge von deren Hälfte bezogen:

Kanton	Auslagen für Versuche	Bundesbeitrag
	Fr.	Fr.
1. Waadt	36,737	18,369
2. Neuenburg	9,699	4,849
3. Aargau	822	411
4. Zürich	1,035	517
1911:	48,293	24,146

Außerdem ist dem Kanton Bern für die Weinbauversuchsstation in Twann pro 1911 aus dem Kredite für Weinbauversuche ein letztmaliger Beitrag von Fr. 1500 verabfolgt worden, in der

Meinung, daß für künftige Beträge die Bestimmungen des Bundesbeschlusses vom 27. September 1907 betreffend die Erneuerung von Weinbergen in Anwendung zu bringen seien.

Schweizerische landwirtschaftliche Versuchs- und Untersuchungsanstalten. Die Tätigkeit der verschiedenen Anstalten nahm in gleicher Weise ihren Fortgang wie in den vorhergehenden Jahren. Nachstehende Zusammenstellung, deren Zahlen den Jahresberichten und Jahresrechnungen entnommen sind, gibt über einzelne Zweige ihrer Tätigkeit Auskunft.

Anstalten	Versuche: Auf den Feldern	Versuche: In den Weinbergen	Versuche: In Töpfen	Untersuchungen: Einsendungen	Ausgaben Fr.
a. Zentralverwaltung u. Gutsbetrieb Liebefeld	—	—	—	—	55295
b. Agrikulturchemische Anstalten:					
1. Zürich	33	—	—	3827	62401
2. Bern	749	—	536	9139	89934
3. Lausanne	184	33	—	1688	25190
c. Samenuntersuchungsanstalten:					
1. Zürich	881	—	—	11844	71082
2. Lausanne	3667	—	—	1646	28421
d. Milchwirtschaftliche und bakteriologische Anstalt Liebefeld	—	—	—	256	58227
				1911:	390550
				1910:	406152

Die Ausgaben der Anstalten setzen sich aus folgenden Beträgen zusammen:

	Zentralverwaltung Liebefeld	Agrikulturchemische Anstalten: Zürich	Agrikulturchemische Anstalten: Bern	Agrikulturchemische Anstalten: Lausanne	Samenuntersuchungsanstalten: Zürich	Samenuntersuchungsanstalten: Lausanne	Milchwirtschaftl. und bakteriolog. Anstalt	Total
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Besoldungen	14,520	44,050	48,900	17,160	44,810	14,260	40,732	224,432
Bureaukosten	1,902	998	1,903	495	4,990	798	1,231	12,317
Mobiliar	739	1,821	4,463	1,217	2,001	1,045	3,425	14,711
Betriebskosten	36,873	15,486	34,639	6,259	19,078	12,318	12,831	137,484
Verschiedenes	1,261	46	30	59	203	—	8	1,608
Total	55,295	62,401	89,935	25,190	71,082	28,421	58,227	390,552

Untersuchungsgebühren und Verschiedenes	Fr. 75.465
Gutsbetrieb Liebefeld und Versuchskäserei	„ 32,229
Gutsbetrieb Mont-Calme	„ 426
1911:	Fr. 108,120
1910:	Fr. 103,113

Schweizerische Versuchsanstalt für Obst-, Wein- und Gartenbau in Wädenswil. Pro 1911 hatte die Anstalt folgende Ausgaben:

1. Besoldungen	Fr.	48400
2. Bureaukosten und Drucksachen	„	1692
3. Mobiliar, Apparate, Bibliothek	„	5223
4. Betriebskosten	„	30821
5. Verschiedenes	„	1919
1911:	Fr.	97055
1910:	„	92478

Diesen Ausgaben stehen folgende Einnahmen gegenüber:

1. Untersuchungsgebühren, Hefeabgabe . . .	Fr.	1808
2. Betrieb des Anstaltsgutes	„	12571
3. Kurzzeitige Kurse	„	1066
4. Mietzins für Dienstwohnungen	„	2260
5. Rückvergütung der Konkordatskantone für Beheizung und Beleuchtung des Schulgebäudes	„	1500
6. Verschiedenes	„	44
1911:	Fr.	19249
1910:	„	18439

Der im Budget auf Fr. 79,100 veranschlagte Zuschuß aus der Bundeskasse reduziert sich somit auf . . Fr. 77,806

Molkereischulen. Die Unterrichtskosten dieser Schulen, sowie die daran verabfolgten Bundesbeiträge erreichten pro 1911 folgende Summen:

Anstalten	Schülerzahl	Unterrichtskosten Fr.	Bundesbeitrag Fr.
1. Rütti (Bern) . . .	53	31363	15682
2. Pérolles (Freiburg) .	36	20391	10195
3. Moudon (Waadt) . .	22	15733	7866
1911:	111	67487	33743
1910:	96	66739	33370

Landwirtschaftliche Vereine und Genossenschaften. Aus den den landwirtschaftlichen Hauptvereinen im Jahre 1911 bewilligten Krediten sind für Bildungsbestrebungen u. a. ausgerichtet worden:

	Gesamtkredit Fr.	Kurse und Vorträge Fr.	Verbreitung von Fachschriften Fr.	Förderung d. landwirt. Buchführg. Fr.	Bibliotheken und Sammlungen Fr.
a. Schweizerischer landwirtschaftlicher Verein	30,000	12,500	2,556	—	—
b. Verband der landwirtschaftlichen Vereine der romanischen Schweiz . .	17,000	2,339	2,797	—	—
c. Landwirtschaftlicher Verein des Kantons Tessin	4,518	153	860	106	—
d. Schweizerischer alpwirtschaftlicher Verein	9,000	4,989	—	—	—
e. Schweizerischer Gartenbauverein .	9,500	8,546	—	—	1471

Dem schweizerischen Bauernverbande wurde ein Bundesbeitrag von Fr. 25,000 ausgerichtet.

VIII. Unterstützung des kommerziellen Bildungswesens.[1])

(Vergleiche den statistischen Teil.)

Handelshochschulen. (Bundessubvention 1911: Fr. 52,702; 1910: Fr. 51,901.) Im Jahre 1911 wurden die gleichen Anstalten dieser Kategorie subventioniert, wie im Jahre 1910, nämlich: die handelswissenschaftlichen Abteilungen der Hochschulen Freiburg,

[1]) Vergl. Geschäftsbericht des Bundesrates pro 1911 (Handelsdepartement).

Neuenburg und Zürich, sowie die Handelshochschule in St. Gallen. Diese wurden im Wintersemester 1911/12 von 338 (1910: 308) ordentlichen Studenten besucht, worunter 12 weiblichen Geschlechts.

Die Handelshochschule der Universität Lausanne wurde im Jahre 1911 eröffnet. Eine Bundessubvention ist ihr für das Schuljahr 1911/12 zugesichert. Diese Anstalt wird die Titel Lizentiat und Doktor der Handelswissenschaften verleihen.

Handelsschulen. (Bundessubvention 1911: Fr. 485,286; 1910: Fr. 471,146.) Die Zahl der vom Bunde unterstützten Handelsschulen ist im Berichtsjahr nicht gewachsen. 14 dieser Unterrichtsanstalten stehen beiden Geschlechtern offen, während 6 nur von Knaben und 11 nur von Mädchen besucht werden. Die Zahl der Zöglinge dieser Schulen betrug im November 1911: 3986 (1910: 3762), davon waren 1394 (1910: 1228) Mädchen.

Die am 3. Juni 1911 in Bern versammelten Delegierten der höhern Handelsschulen haben ein Projekt über eine Verordnung und einen Normalplan für die Schaffung eines schweizerischen Abgangsdiploms angenommen. Dieses Diplom wird auf Verlangen der Schulbehörden an solche Schüler abgegeben werden, die ihre Studien an einer höhern Handelsschule gemacht haben, deren Organisation und Lehrplan dem in der genannten Verordnung und im Normalplan aufgestellten Minimum genügen. Der Entscheid des Bundesrates über die Vorlage steht noch aus.

Verwaltungsschulen. (Bundessubvention 1911: Fr. 48,425.) Solcher im Jahre 1911 erstmals vom Handelsdepartemente subventionierten Schulen sind 4 an Zahl: Biel (Postabteilung des Technikums), Genf (Postabteilung der Berufsschule), St. Gallen (Post-, Zoll- und Telegraphenabteilung der Verkehrsschule) und Zürich (Vorbereitungskurse für Post-, Telegraphen- und Telephonlehrlinge). Im November 1911 waren sie von 360 Schülern besucht. Die Schulzeit dauert bei allen zwei Jahre.

Weiter bestehen mehrere Verwaltungsschulen, die mit Handelsschulen verbunden sind, so in Lausanne (Verwaltungs- und Eisenbahnschule mit 108 Schülern) und in Neuenburg (Postabteilung mit 67 Schülern).

Kaufmännische Fortbildungsschulen. (Bundessubvention 1911: Fr. 292,966; 1910: Fr. 276,611.[1]) Im Jahre 1911 hat der Bund 80 Schulen von Sektionen des Schweizerischen Kaufmännischen Vereins (1910: 81) und 35 (1910: 27) von andern Vereinen und von Gemeinden subventioniert. Die Schülerzahl der kaufmännischen Fortbildungskurse betrug im November 1911: 15,620 (1910: 14,423), davon waren 4174 (1910: 3888) Mädchen.

---

[1]) Diese Summen stimmen mit denen der eidgenössischen Staatsrechnung für 1911 nicht überein, weil sich das Schuljahr 1910/11 der Schulen des Schweizerischen Kaufmännischen Vereins auf zwei Budgetperioden verteilt. Die Bundessubventionen für das Budgetjahr 1911 an die kaufmännischen Fortbildungskurse beliefen sich auf Fr. 318,666.

Das Handelsdepartement hat sich bemüht, die Kantone und Gemeinden zu höhern Beiträgen an die kaufmännischen Fortbildungskurse anzuhalten; ferner hat es seinen Einfluß zur Vermehrung der Tageskurse für Handelslehrlinge geltend gemacht.

Bibliotheken, Vorträge und Preisarbeiten. (Bundessubvention 1911: Fr. 9253; 1909: Fr. 9003.) Der Bund subventioniert die Anschaffung handelswissenschaftlicher Werke für die Bibliotheken (50 und 75 %), die durch Vorträge wirtschaftspolitischer Natur verursachten Ausgaben (33 1/3 %), sowie die Preisarbeiten (33 1/3 und 75 %).

Kaufmännische Lehrlingsprüfungen. (Bundessubvention 1911: Fr. 10,692; 1910: Fr. 9054.) Die kaufmännischen Lehrlingsprüfungen, die vom Schweizerischen Kaufmännischen Verein unter der Kontrolle und der finanziellen Mithülfe (66 2/3 bis 75 %) des Bundes und einiger Kantone organisiert wurden, fanden in 27 Kreisen statt. Von 1018 Geprüften haben 938 ihr Diplom erhalten (1910: 816).

Stipendien. (Bundessubvention 1911: Fr. 24,296; 1910: Fr. 25,995.) Es wurden 176 (1910: 165) Bundesstipendien ausgerichtet, nämlich an:

94	Schüler der Oberklassen von höheren Handelsschulen	Fr. 9,395
1	diplomierten Lehrling zur Erleichterung seiner Anstellung im Auslande	Fr. 50
24	Studenten der Handelswissenschaften	„ 4,570
57	Lehrer für Studienreisen und zum Besuch von Ferienkursen	„ 10,281

IX. Militärischer Vorunterricht.[1])

1. Turnwesen.

Unterm 16. Mai wurde in Ausführung der Art. 12 und 23 der Verordnung über den Vorunterricht vom 2. November 1909 das „Reglement für die Turnkurse“ ausgegeben,[2]) das die Organisation, Leitung und Verwaltung der verschiedenen Arten von Turnkursen regelt und die vom Bunde zu zahlenden Entschädigungen an Leitende, Teilnehmer und Inspektoren bestimmt.

Am 1. August erschienen die „Vorschriften über die Geräte für den Turnunterricht“, gemäß Art. 7, Schlußsatz, der erwähnten Verordnung.[3])

Das nämliche Datum trägt das Formular (Fragebogen) der Berichterstattung der Kantone für die Jahre 1911/12/13 betreffend den Turnunterricht in der Schule.[4])

---

[1]) Vergl. Geschäftsbericht des Bundesrates (Militärdepartement) pro 1911. — [2]) Beilage II, Seite 130 ff. — [3]) Beilage II, Seite 125 ff. — [4]) Beilage II, Seite 121 ff.

Dagegen war es nicht möglich, den Druck der neuen „Turnschule“ im Berichtjahre zu Ende zu führen.

2. Militärischer Vorunterricht.

Es sind folgende Bestände zu verzeichnen.

Kantone	1. Turnerischer Vorunterricht (Mittlere Schülerzahl)	2. Bewaffneter Vorunterricht	3. Jungschützenkurse: Zahl der Schießvereine, die Jungschützen ausbilden	Zahl der Jungschützen
Zürich	1496	1903	36	458
Bern	420	1962	46	302
Luzern	174	719	6	96
Uri	—	—	7	47
Schwyz	—	58	5	79
Obwalden	—	60	—	—
Nidwalden	—	—	2	51
Glarus	250	—	8	69
Zug	—	100	2	17
Freiburg	—	220	30	434
Solothurn	699	727	15	155
Baselstadt	40	363	3	106
Baselland	627	—	5	90
Schaffhausen	252	—	5	51
Appenzell A.-Rh.	356	—	2	35
Appenzell I.-Rh.	—	—	—	—
St. Gallen	436	139	30	497
Graubünden	—	396	9	37
Aargau	1776	1869	32	280
Thurgau	501	43	8	53
Tessin	—	60	4	29
Waadt	—	1759	6	43
Wallis	—	1257	5	20
Neuenburg	641	—	12	226
Genf	—	138	—	—
	7668	11753 1911 insgesamt	278	3175
		1910 „	454	6017
		1911 Abnahme	176	2842

Zusammen zählten beide Arten des Vorunterrichts 19,421 Schüler.
1910 waren es nur 4667 + 9732 . . . . . 14,399 „

Es ergibt sich eine Vermehrung um 2924 + 2119 5,022 Schüler.

Die den Vereinen ausgerichteten Beiträge beziffern sich:

1911 auf . . . . . Fr. 14,430
1910 auf . . . . . „ 23,300

3. Kadettenkorps.

Vom Bunde unterstützt wurden in den Kantonen:

1.	Kanton	Zürich	12 Korps	mit 1166	Kadetten.
2.	„	Bern	9 „	„ 1453	„
3.	„	Luzern	1 „	„ 148	„
4.	„	Glarus	1 „	„ 85	„
5.	„	Freiburg	1 „	„ 104	„
6.	„	Solothurn	2 „	„ 337	„
7.	„	Baselstadt	1 „	„ 325	„
8.	„	Appenzell A.-Rh.	2 „	„ 262	„

9.	„	St. Gallen	2	Korps mit	890	Kadetten
10.	„	Graubünden	1	„ „	126	„
11.	„	Aargau	21	„ „	1881	„
12.	„	Thurgau	1	„ „	121	„
Zusammen in 12 Kantonen . . .			54	Korps mit	6898	Kadetten.
1910 waren es in 14 Kantonen .			57	„ „	7433	„

Hiervon waren zum Bezug des Bundesbeitrages berechtigt:

1911: 3493 Kadetten à Fr. 5 = Fr. 17,465
1910: 3720 „ à „ 5 = „ 18,600

X. Schweizerische permanente Schulausstellungen.[1])

Über das Statistische dieser Anstalten gibt folgende Übersicht Auskunft:

1911	Zürich Fr.	Bern Fr.	Luzern Fr.	Freiburg Fr.
Kantons- und Gemeindebeiträge .	15,186.—	18,415.—	1,500 —	4,993.—
Bundesbeitrag	6,400.—	7,100.—	1,500.—	3,000.—
Einnahmen	21,586.—	25,515.—	3,000.—	8,156.—
Ausgaben	21,641.—	22,860.—	2,999.80	9,337.—
Saldo	55	+ 2,655	+ 20	-1,181.—
Inventarwert	95,600.—	123,300.—	10,316.—	97,977.—
Besuche	11,564	4,190	400	6,053
Ausgeliehene Gegenstände . . .	13,203	21,397	216	3,707

1911	Locarno Fr.	Lausanne Fr.	Sitten Fr.	Neuenburg Fr.
Kantons- und Gemeindebeiträge .	2,887.80	1,484.—	2,780.80	2,150.—
Bundesbeitrag	1,500.—	2,500.—	1,500.—	3,000.—
Einnahmen	4,387.80	3,984.—	4,280.—	5,150.—
Ausgaben	4,387.80	3,984.—	4,280.75	5,070.—
Saldo	—	—	— 75	+ 80
Inventarwert	8,960.—	51,100.—	3,010.—	42,820.—
Besuche	410	750	600	476
Ausgeliehene Gegenstände . . .	708	2,433	510	580

Über die einzelnen Anstalten ist folgendes zu berichten:

a. Pestalozzianum in Zürich. Dieses erlitt eine unangenehme Veränderung in bezug auf die Räume, indem der nördliche Teil des Wollenhofes (worin die Ausstellung untergebracht ist), eines Brückenbaues wegen, niedergelegt wurde, was zur Folge hatte, daß die Bibliothek des Instituts in den südlichen Teil des Gebäudes verlegt und ein Teil der ältern Sammlungsobjekte, Schulmobiliar u. s. w. in ein anliegendes Haus verbracht werden mußte. Diese Veränderungen nötigten zu einer längern Unterbrechung der Besichtigung der Anstalt (vom 1. September bis 15. November). Im Zusammenhang mit jener Dislozierung erfolgte eine gänzliche Neuordnung des Innern. Mit dieser gewinnt die Anstalt insofern einen bessern Ausstellungscharakter, als nun bloß das Neue zur Schau gestellt bleibt. Bibliothek und Sammlungen erhielten durch Ankäufe und Schenkungen ansehnliche Vermehrung. Die Biblio-

[1]) Vergl. Geschäftsbericht des Bundesrates pro 1911 (Departement des Innern).

thek der gewerblichen Abteilung und die Jugendbibliothek wurden neu geordnet und numeriert. Die Veröffentlichungen umfaßten: den Jahrgang VIII (neue Folge) des „Pestalozzianum", Mitteilungen der schweizerischen permanenten Schulausstellung Zürich (208 Seiten); Supplementskatalog der Sammlungen Nr. XIII (56 Seiten) und der Bericht über den Gang der Anstalt in den Jahren 1909 und 1910 (16 Seiten).

b. Die permanente Schulausstellung in Bern. Der Verlust der Portofreiheit, den die schweizerischen Schulausstellungen mit dem Inkrafttreten des neuen Postgesetzes erfahren, hat, wie der Bericht sagt, auch der Schulausstellung von Bern eine bedeutende Reduktion des Verkehrs mit den Landschulbehörden gebracht. Dagegen hat die Zahl der Besuche bedeutend zugenommen; sie stieg über 2000. Die Sammlungen für den Unterricht in der Naturkunde, in der Geschichte, im Zeichnen und hauswirtschaftlichen Unterricht wurden durch Anschaffungen von Zeichnungen, Bildern und Modellen tunlichst vermehrt. Dagegen konnte infolge unvorhergesehener Hindernisse die Abteilung für Heimatkunde noch nicht zur wünschbaren Vollständigkeit gebracht werden.

c. Die permanente Schulausstellung in Luzern. Die Arbeiten der Leitung dieser Anstalt erstreckten sich besonders auf die weitere Ausgestaltung der letztern. Fehlendes Material wurde, soweit es die finanziellen Mittel erlaubten, ergänzt. Auf Neuanschaffungen oder Ausstellung neuer Objekte durch Lehrmittelhandlungen wurde die Lehrerschaft jeweilen durch eine Publikation im „Luzerner Schulblatt" aufmerksam gemacht. Als größere Anschaffungen sind zu nennen: Zwei Sektionen des Imfeldschen Reliefs des Pilatusgebietes mit Luzern; sämtliche bisher erschienenen Wandtabellen zum naturkundlichen Unterricht von O. Schmeil, die Märchenbilder und eine Anzahl Tierbilder von Weinhold. Ferner wurden der Ausstellung schätzenswerte Geschenke von zwei auswärtigen Lehrmittelfirmen zugewendet. Die Leitung traf Vorkehren, die Ausstellung auch für das gewerbliche Fortbildungsschulwesen nutzbar zu machen.

d. Pädagogisches Museum in Freiburg. Die Sammlung der Schullehrmittel wurde mit den neuen Erscheinungen vervollständigt und über die geschichtliche Abteilung wurde ein Katalog ausgefertigt, der im Jahre 1912 erscheinen soll. Die Direktion veranstaltete während der Monate August bis Oktober eine Ausstellung von Primarschularbeiten, sowie der Kurse für gewerblichen Fortbildungsunterricht von München; letztere Ausstellung erfolgte infolge eines Besuches, den der Direktor den dortigen Schulen gemacht hat.

e. Das Schulmuseum in Lausanne. Außer der Ausleihe von Gegenständen an die Schulen, ließ die Leitung der Anstalt es sich angelegen sein, einerseits der Lehrerschaft, sowie den

Schulbehörden ihre Erziehungsaufgabe zu erleichtern und anderseits die Sammlungen soweit wie möglich zu bereichern.

f. Permanente Schulausstellung in Neuenburg. Diese hatte eine Krisis in bezug auf die Lokalfrage durchzumachen, indem es sich eine Zeitlang darum handelte, die Räume, in denen sie im Gebäude der alten Akademie untergebracht ist, für die neue Universität in Beschlag zu nehmen. Dies unterblieb jedoch, da der Plan gefaßt wurde, für letztere einen Neubau zu errichten. Abgesehen hiervon, hatte die Anstalt einen ruhigen und gedeihlichen Gang; sie ist jeweilen Donnerstags und Samstags nachmittag dem Publikum unentgeltlich geöffnet, unter steter Anwesenheit eines Komiteemitgliedes, welches auf Wunsch Auskunft zu erteilen hat. Die Sammlungen wurden, soweit es die Mittel erlaubten, vervollständigt.

g. Pädagogisches Museum in Sitten. Diese neue Anstalt ist im obern Stockwerk des Gebäudes des Gewerbemuseums in einem großen, hellen Saale untergebracht. Sie wird durch einen Direktor unter der Oberaufsicht des Erziehungsdepartements geleitet; ihr Zweck und ihre Benutzung ist durch ein von letzterem aufgestelltes und vom Staatsrat des Kantons Wallis genehmigtes Reglement näher bestimmt. Sie hat allen Aufgaben der Schulverwaltung — Schulhygiene inbegriffen — zu dienen und soll mit den entsprechenden Sammlungen ausgerüstet werden. Als Vermittler zwischen dem Museum, den Lehrern und Schulbehörden dient „L'Ecole primaire", Organ der Lehrerschaft des Kantons Wallis, eine Zeitschrift, deren Herausgabe das Museum übernommen hat. Die Anstalt hat im Berichtjahre schon namhafte Erwerbungen gemacht.

h. Pädagogisches Museum des Kantons Tessin. Diese Schulausstellung wurde am 14. Januar 1910 in einem Zimmer der kantonalen Lehrerbildungsanstalt in Locarno eröffnet. Im Dezember jenes Jahres wurde sie aus diesem Lokal in einen andern Flügel des Gebäudes verlegt, wo sie nun in vier bequemen Räumen und einem Korridor untergebracht ist und einen eigenen Zugang hat. Sie ist je Dienstags, Mittwochs, Samstags und Sonntags — an letzterm jedoch nur von 11 bis 12 Uhr — dem freien Besuche geöffnet. Das Bestreben des Erziehungsdepartements geht dahin, die Ausstellung allen Richtungen des Unterrichtswesens nutzbar zu machen.

XI. Schweizerische Arbeitstische an auswärtigen wissenschaftlichen Instituten.

a. Arbeitsplätze am zoologischen Institut Dr. Dohrn in Neapel und an der biologischen Station in Roßkoff (an der Küste von Finistère). Diese den schweizerischen Gelehrten sehr erwünschten Studienplätze wurden im Berichtjahre lebhaft benutzt, und zwar derjenige in Neapel vom

1. Januar bis 31. Dezember und derjenige in Roßkoff von Anfang Juni bis Mitte September. In die Benutzung des ersten teilten sich fünf Herren und in diejenige des letztern zwei. Die ausgeführten Arbeiten waren sehr mannigfaltig.

b. Arbeitstische am physiologischen Institut Marey in Boulogne und im alpinen Institut „Mosso" auf Col d'Olen. Der Tisch in ersterm wurde während des Berichtjahres von Schweizern nicht benutzt. Dagegen ist im August einer der Plätze auf Col d'Olen durch einen jungen zürcherischen Gelehrten besetzt worden.

XII. Berset-Müller-Stiftung.

Die Verwaltungskommission konstatiert den ruhigen Gang der Anstalt. Die im letzten Geschäftsbericht erwähnte Erweiterungsbaute gelangte insoweit zur Benutzung, daß im Laufe des Jahres vier neue Pfleglinge (3 Frauen und 1 Mann) angenommen wurden. Ein männlicher Pflegling mußte wegen hochgradiger Nervenüberreizung in eine Irrenanstalt versetzt werden. Die Zahl der Pfleglinge betrug auf Ende 1911 15 gegen 12 im Vorjahre.

Die Ausgaben der Anstalt stiegen auf Fr. 16,679. 01; budgetiert waren Fr. 20,050.

XIII. Vollziehung der Bundesverfassung und eidgenössischer Gesetze.

a. Ausführung des Art. 27 der Bundesverfassung, sowie des auf ihn sich gründenden Bundesgesetzes vom 25. Juni 1903, betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule.

Im Verlaufe des Berichtsjahres hatte sich der Bundesrat mit einem auf die Auslegung des Art. 27 der Bundesverfassung bezüglichen Rekurse aus dem Kanton Solothurn zu beschäftigen.

Der Bundesrat ist nämlich am 9. Juni 1911[1]) auf die Beschwerde des Joh. Gubler, Landwirt, und Genossen in Mahren (Solothurn), vom 16. März 1911, gegen den Beschluß des Regierungsrates des Kantons Solothurn vom 14. Januar 1910 betreffend die Aufhebung der Primarschule in Mahren auf den Antrag des Departements des Innern nicht eingetreten.

Durch Eingabe vom 16. März 1911 haben Johann Gubler, Landwirt, und 49 andere Bewohner des Ortes Mahren in der Gemeinde Lostorf die Intervention des Bundesrates angerufen gegen die von der letztgenannten Gemeinde nachgesuchte und vom Regierungsrate von Solothurn durch Beschluß vom 14. Januar 1910 zugesagte Verschmelzung der Schulklasse in Mahren mit der Primarschule in Lostorf. Dieser Beschluß lautet: „Die Schule Mahren wird auf den Zeitpunkt aufgehoben, in welchem das neue Schulhaus zu Lostorf zum Bezuge bereit sein wird. Die schulpflichtige Jugend von Mahren hat dann ihrer Schulpflicht in den Schulen von Lostorf zu genügen."

---

[1]) Bundesblatt 1911, III. 598.

Der Bundesrat hat sich bei seiner Beschlußfassung von folgenden Erwägungen leiten lassen:

1. Die Eingabe vom 16. März 1911 des Landwirt Johann Gubler und 49 anderer Einwohner von Mahren, Gemeinde Lostorf, um Aufrechterhaltung der Primarschulklasse in Mahren, richtet sich gegen den Beschluß des Regierungsrates von Solothurn vom 14. Januar 1910, welcher die Aufhebung jener Schulklasse auf den Zeitpunkt verfügt, da die Gemeinde Lostorf ein neues Schulhaus mit zweckentsprechenden Einrichtungen für die Aufnahme der Schulkinder von Mahren erbaut haben wird.

Gegen diesen, den Petenten in der zweiten Hälfte des Monates Januar 1910 zur Kenntnis gebrachten Beschluß des Regierungsrates hätten die Petenten, falls sie mit dem Beschlusse nicht einverstanden waren, nach Art. 178, Ziffer 3, und Art. 190 des Bundesgesetzes vom 23. März 1893 über die Organisation der Bundesrechtspflege binnen 60 Tagen beim Bundesrate Beschwerde erheben sollen. Da letzteres nun erst mehr als ein Jahr nachher geschehen ist, kann die Eingabe als zu spät eingereicht, vom formellen Standpunkte aus, nicht mehr berücksichtigt werden.

2. Immerhin sei zur Sache selbst so viel angeführt, daß nach den Ausführungen des Regierungsrates von Solothurn vom 29. April 1911 die durch den angefochtenen Beschluß vom 14. Januar 1910 angebahnte Verschmelzung der Primarschulklasse in Mahren mit der Gemeindeschule in Lostorf keineswegs als ein willkürliches Vorgehen, sondern als eine im Interesse der Schuljugend von Mahren liegende und mithin gerechtfertigte Verwaltungsmaßregel erscheint. Der Haupteinwand, daß sie einen zu langen Schulweg für die Kinder von Mahren nach sich ziehe, kann nicht entscheidend in Betracht fallen, da Schulwege von einer halben Stunde und mehr Länge, durch örtliche Verhältnisse bedingt, in vielen Kantonen vorkommen, und ohne Klagen ertragen werden. Zudem kommt das neue Schulhaus nach den Akten auf einen Platz zu stehen, der dem Weiler Mahren um ein namhaftes näher liegt, als das dermalige Schulhaus in Lostorf, so daß der künftige Schulweg von Mahren nach Lostorf beträchtlich kürzer sein wird als bisher.

b. Unterstützung der öffentlichen Primarschule.

Die im Budget vorgesehene Subvention kam an alle Kantone unverkürzt zur Verteilung, und die von den Regierungen der Kantone vorgezeigten Verwendungen gaben nicht zu Beanstandungen Anlaß.

Durch Kreisschreiben vom 18. Juli 1911 sind die Kantonsregierungen darauf aufmerksam gemacht worden, daß die Ergebnisse der letzten Volkszählung vom Jahre 1910 schon für die Berechnung der Schulsubventionsquoten pro 1911 zur Anwendung gebracht werden. Demzufolge beträgt die Gesamtsumme der Pri-

marschulsubvention Fr. 2,357,528. — gegenüber Fr. 2,084,167. 80 in den Jahren 1903—1910. Die Übersicht der Leistungen in dieser Periode siehe Jahrbuch 1910, Seiten 26—28 und 65—71. Hiernach sind zur Vergleichung die Jahre 1910 und 1911 aufgeführt. Die Beiträge pro 1911 sind 1912 zur Auszahlung gelangt. (Vergl. Seiten 188 und 189.)

Das Total der gesetzlichen Berechtigung betrug

	1903—1910 Fr.	von 1911 an Fr.
Zürich	258621. 60	302349. —
Bern	353659. 80	387526. 20
Luzern	87911. 40	100333. 80
Uri	15760. —	17690. 40
Schwyz	44308. —	46742. 40
Obwalden	12208. —	13728. 80
Nidwalden	10456. —	11030. 40
Glarus	19409. 40	19989. 60
Zug	15055. 80	16893. 60
Freiburg	76770. 60	83792. 40
Solothurn	60457. 20	70224. —
Baselstadt	67336. —	81550. 80
Baselland	41098. 20	45892. 20
Schaffhausen	24908. 40	27658. 20
Appenzell A.-Rh.	33168. 60	34783. 80
Appenzell I.-Rh.	10799. 20	11727. 20
St. Gallen	150171. —	181737 60
Graubünden	83616. —	93655. 20
Aargau	123898. 80	138380. 20
Thurgau	67932. 60	80950. 20
Tessin	110910. 40	124932. 80
Waadt	168827. 40	190474. 20
Wallis	91550. 40	102704. 80
Neuenburg	75767. 40	79836. 60
Genf	79565. 40	93943. 60
	2084167. 60	2357528. —

XIV. Nationalisierung des Pestalozzi-Neuhofes bei Birr.

Die im letzten Jahrbuch angedeutete Zusammenstellung des Sammlungsergebnisses ist im Januar 1911 erschienen. Das Erträgnis stellt sich auf 31. Dezember 1910 auf Fr. 211,808. 58. Dazu kommen die in diesem Zeitpunkt noch ausstehenden Zusicherungen vom Bund und einzelnen Kantonen im Betrage von Fr. 43,550, so daß die für das Unternehmen zusammengebrachte Summe im ganzen auf Fr. 255,358. 58 ansteigt. Am 22. Januar 1911 wurde erstere Summe (Fr. 211,808. 58) durch das Initiativkomitee der Aufsichtskommission übergeben und zugleich auch der „Neuhof", den es vorher definitiv angekauft hatte. Letztere Behörde, gebildet aus Abgeordneten des Bundes, der zunächst beteiligten Kantone und Körperschaften, besteht aus 15 Mitgliedern. Sie bestellte einen fünfgliedrigen Vorstand (Präsident: Regierungsrat Ringier, Erziehungsdirektor des Kantons Aargau), der am 13. März 1911 sich

Die nachstehende Übersicht orientiert über die Verwendung der Primarschulsubvention des Bundes, in den Jahren 1910—1911, geordnet nach den Zweckbestimmungen von Art. 2 des Bundesgesetzes vom 25. Juni 1903 und auf Grund der von den Kantonen eingereichten und vom Bundesrat genehmigten Rechnungsausweise pro 1911.

Kantone		Gesamtsubvention	Errichtung neuer Lehrstellen	Bau und wesentlicher Umbau von Schulhäusern	Errichtung von Turnhallen, Turnplätzen und Turngerätschaften	Ausbildung von Lehrkräften; Bau von Lehrerseminarien	Aufbesserung von Lehrerbesoldungen, Aussetzung und Erhöhung von Ruhegehalten	Beschaffung von Schulmobiliar und allgemeinen Lehrmitteln	Abgabe von Schulmaterial und obligat. Lehrmitteln an Schulkinder	Nachhülfe bei Ernährung und Bekleidung armer Schulkinder	Erziehung schwachsinniger Kinder	Unbestimmt
		Fr.	(1) Fr.	(2) Fr.	(3) Fr.	(4) Fr.	(5) Fr.	(6) Fr.	(7) Fr.	(8) Fr.	(9) Fr.	Fr.
1. Zürich	1910	258621. 60	10000. —	30000. —	2000. —	—. —	166621. 60	—. —	25000. —	15000. —	10000. —	—. —
	1911	302349. —	10000. —	70000. —	2000. —	—. —	168349. —	—. —	25000. —	16000. —	11000. —	—. —
2. Bern	1910	353659. 80	1449. —	11809. 25	2305. —	60040. —	178842. —	8367. 90	8491. 40	82148. 15	207. 10	—. —
	1911	387526. 20	4067. —	32743. 30	2486. —	61079. —	182042. 30	11961. —	9949. —	83023. 60	175. —	—. —
3. Luzern	1910	87911. 40	10500. —	20000. —	—. —	—. —	47911. 40	—. —	—. —	3000. —	6500. —	—. —
	1911	100333. 80	21524. —	20000. —	—. —	—. —	30860. —	—. —	2549. 80	3000. —	22400. —	—. —
4. Uri	1910	15760. —	1834. —	4512. —	—. —	—. —	6089. 20	648. 80	1822. —	854. —	—. —	—. —
	1911	17690. 40	1032. —	5539. 90	—. —	—. —	7767. 62	143. 96	2266. 87	940. 05	—. —	—. —
5. Schwyz	1910	44308. —	5783. —	5430. 50	—. —	4300. —	25747. 50	601. 99	1052. 86	1392. 15	—. —	—. —
	1911	46742. 40	6172. 50	3646. 40	—. —	4300. —	27076. 50	1258. 50	2808. 50	1380. —	100. —	—. —
6. Obwalden	1910	12208. —	—. —	3350. 40	—. —	650. —	7053. 80	493. 40	560. 40	—. —	100. —	—. —
	1911	13728. 80	—. —	5345. —	—. —	250. —	7451. 60	—. —	582. 20	—. —	100. —	—. —
7. Nidwalden	1910	10456. —	2586. 50	4017. 50	—. —	—. —	3439. 50	150. 50	55. —	207. —	—. —	—. —
	1911	11030. 40	1715. 90	4665. —	—. —	—. —	2430. —	64. —	427. —	728. 50	—. —	—. —
8. Glarus	1910	19409. 40	—. —	—. —	—. —	—. —	18050. —	—. —	1359. 40	—. —	—. —	—. —
	1911	19989. 60	—. —	—. —	—. —	—. —	19150. —	—. —	839. 60	—. —	—. —	—. —
9. Zug	1910	15055. 80	567. 30	2032. 10	120. 10	—. —	5989. —	2168. 70	523. 25	1442. 25	2213. 10	—. —
	1911	16893. 60	—. —	1038. 30	—. —	—. —	6180. —	3802. 40	1820. 20	1228. 10	2824. 60	—. —
10. Freiburg	1910	76770. 60	1850. —	46314. 45	—. —	16731. 80	8378. 35	896. —	—. —	100. —	2500. —	—. —
	1911	83792 40	2575. —	38785. 32	4879. 80	28893. —	3284. 55	550. —	888. 70	936. 03	3000. —	—. —
11. Solothurn	1910	60457. 20	2356. 20	4285. —	1339. 80	—. —	27237. 70	11933. 80	—. —	12927. 70	377. —	—. —
	1911	70224. —	2365. 60	4732. 90	1825. 70	—. —	31882. 10	13142. 05	—. —	15977. 45	298. 20	—. —
12. Baselstadt	1910	67336. 20	—. —	—. —	—. —	2500. —	27500. —	—. —	—. —	37336. —	—. —	—. —
	1911	81550. 80	—. —	—. —	—. —	2500. —	41714. 80	—. —	—. —	37336. —	—. —	—. —
13. Baselland	1910	41098. 20	8200. —	—. —	—. —	—. —	26738. 20	—. —	—. —	6160. —	—. —	—. —
	1911	45892. 20	12100. —	—. —	—. —	—. —	27632. 20	—. —	—. —	6160. —	—. —	—. —

14. Schaffhausen	1910	24908. 40	—. —	—. —	—. —	1508. 40	18000. —	—. —	—. —	400. —	5000. —	—. —	
	1911	27658. 20	—. —	—. —	—. —	1408. 40	20749. 80	—. —	—. —	500. —	5000. —	—. —	
15. Appenzell A.-Rh.	1910	33168. 60	1250. —	16389. —	5701. —	—. —	7069. 10	166. 50	—. —	717. —	1876. —	—. —	
	1911	34783. 80	5666. —	10641. —	4921. —	—. —	7173. 80	191. —	—. —	2064. —	4127. —	—. —	
16. Appenzell I.-Rh.	1910	10799. 20	499. 20	—. —	200. —	200. —	5800. —	—. —	1500. —	—. —	2600. —	—. —	
	1911	11727. 20	—. —	—. —	200. —	—. —	6100. —	927. 20	1500. —	—. —	3000. —	—. —	
17. St. Gallen	1910	150171. —	800. —	48390. —	3084. 50	10512. —	56532. 50	1085. 50	3631. 50	14769. 50	11365. 50	—. —	
	1911	181737. 60	2800. —	48074. 50	3042. 50	10512. —	88630. —	1443. —	3100. —	16546. 30	7589. 30	—. —	
18. Graubünden	1910	83616. —	—. —	8345. —	2230. —	570. —	55381. —	1425. —	10665. —	5000. —	—. —	—. —	
	1911	93655. 20	—. —	8795. —	11545. —	396. 15	56894. 80	1980. —	8800. —	5244. 25	—. —	—. —	
19. Aargau	1910	123898. 80	100. —	40239. 30	22958. 90	—. —	27846. 90	7697. 90	15854. 90	5648. 90	3552. —	—. —	
	1911	138380. 20	—. —	43515. 30	20824. 45	2000. —	38340. 40	7381. 30	17605. 65	5179. 90	3533. 20	—. —	
20. Thurgau	1910	67932. 60	—. —	27000. —	—. —	—. —	21700. —	—. —	18690. 60	329. 50	202. 50	—. —	
	1911	80950. 20	—. —	33000. —	—. —	—. —	25210. —	—. —	22169. 15	360. 80	210. 25	—. —	
21. Tessin	1910	110910. 40	—. —	—. —	—. —	—. —	102968. 68	—. —	7943. 72	—. —	—. —	—. —	
	1911	124932. 80	—. —	—. —	—. —	—. —	118122. 80	6810. —	—. —	—. —	—. —	—. —	
22. Waadt	1910	168827. 40	—. —	—. —	—. —	—. —	168827. 40	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	
	1911	190474. 20	—. —	21646. 80	—. —	—. —	168827. 40	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	
23. Wallis	1910	91550. 40	1805. 80	44989. 09	135. 85	3000. —	38550. 40	—. —	355. 81	2654. 95	58. 50	—. —	
	1911	102704. 80	2170. 65	37253. 95	—. —	3000. —	38550. 40	13708. 25	5653. 35	2368. 20	—. —	—. —	
24. Neuenburg	1910	75767. 40	—. —	—. —	—. —	1000. —	50000. —	12000. —	—. —	11000. —	1767. 40	—. —	
	1911	79836. 60	—. —	—. —	—. —	1000. —	52000. —	14000. —	—. —	11000. —	1836. 60	—. —	
25. Genf	1910	79565. 40	8662. 45	14572. 35	4552. —	6086. 15	9466. 05	17496. 20	7743. 70	9000. —	1986. 50	—. —	
	1911	92943. 60	11365. 95	18656. 25	765. —	4978. 20	20775. —	13576. —	6310. —	10500. —	6017. 20	—. —	
Total	1903	2084167. 80	4578.—	1047577. 23	35880. 67	54288. 39	727408. —	88150. 77	28695. 04	47136. 30	40665. —	9788. 40	
	1904	2083508. 83	37190.44	511286. 73	21855. 05	108428. —	1046623. 81	117790. 40	37471. 17	142077. 78	60785. 45		
	1905	2084167. 80	44111.95	461032. 58	17240. 48	93898. 15	1153026. 05	77773. 83	67333. 29	163720. 52	46030. 95		
	1906	2084167. 80	113656.90	398750. 94	28967. 26	107042. 91	1080417. 10	59839. 81	62247. 40	174287. 77	58927. 71		
	1907	2084167. 80	45463.30	345451. 41	49495. 45	105779. 28	1116065. 57	74700. 33	54895. 42	186201. 80	57012. 04		
	1908	2084740. 10	78830.05	373021. 04	27078. 98	106324. 90	1146868. 85	56558. 77	70594. 26	192001. 95	33461. 10		
	1909	2083579. 40	64429.39	340675. 35	27611. 35	127165. 99	1107207. 07	60965. 64	102012. 90	206082. 57	47429. 14		
	1910	2084167. 80	58243.45	331675. 94	44627. 15	107098. 35	1111748. 28	65132. 19	105249. 54	210087. 30	50305. 60		
	1911	2357528. —	85554. 60	408078. 92	52489. 45	120316. 75	1197195. 07	90938. 65	112270. 02	220473. 18	71211. 35		

zum erstenmal versammelte und der Organisation der Anstalt näher trat.

XV. Verschiedenes.

Der Bund unterstützt und fördert außerdem eine ganze Reihe von Unternehmungen, Veranstaltungen und Studien auf dem Gebiete des Schul- und Unterrichtswesens, so im Jahre 1911 u. a. folgende:

Schweizerische Gesellschaft für Schulgesundheitspflege. Diese beschäftigte sich an ihrer Jahresversammlung (den 13. und 14. Mai in Genf) mit den Fragen der Anlegung von Gesundheitsregistern für die Schulen, der Funktionen der Schulabwarte und mit Postulaten für Revision des schweizerischen Fabrikgesetzes. Im Berichtsjahre wurde veröffentlicht: Das XI. Jahrbuch der Gesellschaft (52 Bogen gr. 8⁰), enthaltend eine Reihe Arbeiten aus den Gebieten der Jugendpflege; Monographien über die Ferienkolonien, die Kinderheilstätten und über die Tuberkulose im Jugendalter, endlich eine systematische Zusammenstellung der schulhygienischen Vorschriften in der Schweiz, 1902—1909. Außer dem Jahrbuch gibt die Gesellschaft die „Schweizerischen Blätter für Schulgesundheitspflege und Kinderschutz" (10 Nummern jährlich) heraus, die auch als Beilage zur „Schweizerischen Lehrerzeitung" erscheinen.

Schweizerische Konferenz für das Idiotenwesen. Die XIII. dieser Zusammenkünfte fand am 26. und 27. Mai 1911 unter der Leitung von Konrad Auer, Sekundarlehrer, in Schwanden (Glarus) statt, und beschäftigte sich mit den verschiedenen Richtungen der Erziehung und Pflege Geistesschwacher. Über die Verhandlungen der Konferenz ist, wie früher, ein einläßlicher gedruckter Bericht erschienen.

Der Bundesbeitrag hat durch Deckung eines Teils der Kosten des Verhandlungsberichtes, sowie durch Unterstützung des Bildungskurses für Lehrkräfte für Unterrichtsanstalten Schwachsinniger in Bern und Burgdorf seine ordnungsgemäße Verwendung gefunden.

Der hochverdiente Präsident der Vereinigung, C. Auer in Schwanden, ist Ende 1911 plötzlich gestorben.

Schulwandkarte der Schweiz. Hiervon wurden gratis verabfolgt an schweizerische Schulen 177 aufgezogene Exemplare, und an Behörden und Institute 6. Verkauft in der Schweiz 118 und im Ausland 146 Exemplare. Der Vorrat bestand auf Ende des Jahres 1911 aus 54 offenen und 366 aufgezogenen Exemplaren.

Schweizerischer Schulatlas. Vom schweizerischen Schulatlas für Mittelschulen wurden bis Ende des Jahres 1911 rund 18,000 Exemplare der deutschen Ausgabe fertiggestellt; die französische Ausgabe von zirka 8000 Exemplaren ist ebenfalls fertiggedruckt, so daß nun das Werk zur Verfügung der Schulen und Lehrer, sowie weiterer Interessenten gehalten wird. Der Preis

des gebundenen Exemplars des Mittelschulatlasses beträgt Fr. 6. 50, des Alboexemplars Fr. 5 bei der Abgabe an Schulen und Lehrer, Fr. 8. 50 beziehungsweise Fr. 7 bei der Abgabe an Buchhandlungen und Private.

An der italienischen Ausgabe von zirka 2000 Exemplaren wird durch die technischen Organe der Erziehungsdirektorenkonferenz fleißig gearbeitet, so daß diese Ausgabe im Laufe des Jahres 1913 erscheinen dürfte.

Jahrbücher des Unterrichtswesens. Ende März 1911 erschien der 23. Jahrgang (1909) des schweizerischen Unterrichtsjahrbuches in deutscher Sprache von Staatsschreiber Dr. A. Huber in Zürich. (Mit Beilagen 36 Bogen stark, gr. 8⁰.)

Von der Publikation wurden durch das eidgenössische Departement des Innern 600 Exemplare zur üblichen Verwendung bezogen.

Von dem gleichartigen Jahrbuch in französischer Sprache, herausgegeben von Prof. Dr. F. Guex, Seminardirektor, in Lausanne, Jahrgang 1911 (umfassend 30 Bogen gr. 8⁰), wurden 500 Exemplare bezogen.

Jugendschriftenkommissionen. Von derjenigen des Schweizerischen Lehrervereins wurde auf Ostern 1911 das 34. Heft der „Mitteilungen über Jugendschriften an Eltern, Lehrer und Bibliothekvorstände“ veröffentlicht. Ferner wurde ein neues Bändchen mit Erzählungen von Schweizer Dichtern herausgegeben. Endlich erschien auf Weihnachten 1911 das revidierte und erweiterte „Verzeichnis empfehlenswerter Jugendschriften“ als Beilage der „Schweizerischen Lehrerzeitung“, und ist darauf in 30,000 Abzügen verbreitet worden. Am schweizerischen Lehrertag in Basel (1. bis 3. Oktober) veranstaltete die Kommission eine Ausstellung von guten Jugendschriften mit „Gegenbeispielen“, eine Ausstellung, die sich eines sehr guten Besuches erfreute.

Die Jugendschriftenkommission der pädagogischen Gesellschaft der romanischen Schweiz publizierte ihr 10. Faszikel bibliographischer Mitteilungen an Eltern, Lehrer und Bibliothekvorstände, und hat anläßlich der waadtländischen Lehrerversammlung in Montreux die Genugtuung erfahren, daß ihre Bemühungen gegen die Schundliteratur öffentlich und ehrend anerkannt wurden.

Der bestellte Bearbeiter eines Handbuches der Geographie der Schweiz hat im Frühling, Spätsommer und Herbst 44 Tage zu topographischen Exkursionen in Grenz- und Berggebieten verwendet, und wird voraussichtlich 1912 diese Studien abschließen.

Ferienkurs des Vereins schweizerischer Gymnasiallehrer in Zürich. Der vom Schweizerischen Gymnasiallehrerverein vorbereitete und durch einen Bundesbeitrag von Fr. 2500 unterstützte Ferienkurs für schweizerische Mittelschullehrer hat

vom 9. bis 14. Oktober 1911 in Zürich stattgefunden, und wurde von 519 von den Regierungen ihrer Kantone unterstützten Teilnehmern besucht. Unterricht erteilten 48 Professoren und Dozenten in allen Fächern der Mittelschulen, mit Ausnahme der Kunstfächer.

Schweizerischer Turnlehrerverein. Dieser veranstaltete zur Heranbildung von Lehrkräften für das Turnen der Mädchen zwei Kurse: den einen von zweiwöchiger Dauer (17. bis 29. Juli) in Solothurn und den andern von drei Wochen (7. bis 26. August) in Chaux-de-Fonds. Die Beteiligung aus den Kantonen an diesen Kursen war folgende:

Aus den Kantonen	Kurs in Solothurn Teilnehmer	Kurs in Chaux-de-Fonds Teilnehmer
Zürich	4	1
Bern	—	4
Zug	1	—
Freiburg	—	1
Solothurn	12	—
Baselstadt	2	—
Schaffhausen	1	—
St. Gallen	—	1
Aargau	4	—
Thurgau	2	—
Tessin	1	3
Waadt	—	8
Wallis	—	1
Neuenburg	—	13
	27[1])	32[2])

[1]) 18 Lehrer und 9 Lehrerinnen. — [2]) 11 Damen und 21 Herren.

Die Kurskosten beliefen sich auf Fr. 3349. 20; die Teilnehmer am zweiwöchigen Kurse erhielten eine Unterstützung von je Fr. 26 und diejenigen am dreiwöchigen eine solche von je Fr. 30.

Die „Monatsblätter für das Schulturnen", für die ebenfalls ein Teil des Bundesbeitrages berechnet ist, erschienen in zwölf monatlichen Heften als Beilage zur „Schweizer. Lehrerzeitung".

Unterstützung der Musik. Der Schweizerische Tonkünstlerverein hat aus seinem Bundesbeitrage von Fr. 9000 folgende Verwendungen gemacht:

An die Kosten der Tonkünstlerversammlung in Vivis	Fr. 3000
Kopien von Musikalien	„ 728
Beitrag an die schweizerische Musikbibliothek in Basel	„ 1000
Sieben Stipendien an Musikbeflissene	„ 3500
Vergütung der Reisekosten an Stipendienbewerber, die nicht berücksichtigt werden konnten	„ 400
Kosten einer Delegation und Lekturproben für Orchester	„ 340
	Fr. 8968

Der Schweizerische Gesang- und Musiklehrerverein, der seinen Namen nun in denjenigen „Schweizerischer Musikpädagogischer Verband" umgewandelt hat, veranstaltete mit

Hülfe des ihm zugewendeten Bundesbeitrages von Fr. 1500 in einer Anzahl Städte der Mittel- und Ostschweiz 12 Kurse für Förderung des Orgelspiels, die im ganzen von 75 Teilnehmern besucht wurden. Unterrichtsfächer waren: Technisches Orgelspiel, Orgelbaulehre, Registrierübungen, Begleitung des gregorianischen und reformierten Choralgesanges, Lithurgik und teilweise auch Geschichte des Choralgesanges.

Der Schweizerische Lehrerverein, mit einem Beitrage von gleicher Höhe bedacht, ließ durch seine Musikkommission einen vierzehntägigen Kurs zur Förderung des Schul- und Vereinsgesanges in Basel durchführen, an dem sich 126 Lehrer, Lehrerinnen und Musikdirektoren beteiligten (aus dem Kanton Zürich 24, Bern 17, Baselstadt und Baselland je 13, Thurgau 12, Aargau und Solothurn je 11, Luzern 10, St. Gallen 6, Schaffhausen 3, Appenzell I.-Rh. und Graubünden je 2, Schwyz und Glarus je 1). Das Programm umfaßte: Unterricht im Schulgesang und Unterricht im Vereinsgesang, wobei von der rhythmischen Gymnastik (Methode Jacques Dalcrose) ausgegangen wurde.

Schweizerische Schulstatistik auf die Landesausstellung 1914. Bei der Bewilligung des ersten Kredites von Fr. 20,000 für diese Publikation (Budgetberatung für 1911) sind im Nationalrate verschiedene Ansichten über die Gestaltung des Werkes geäußert worden; namentlich wurde auch der Wunsch laut, das Programm der Statistik sollte einer einläßlichen Prüfung durch eine Konferenz unterworfen werden. Diesem ist das Departement des Innern nachgekommen und hat auf den 10. August 1911 eine Expertenkonferenz veranstaltet, die sich über das Programm des Werkes auszusprechen hatte. Einladungen dazu ergingen an die Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren, den Schweizerischen Lehrerverein, die Schweizerische Gesellschaft für Schulgesundheitspflege, an die Société pédagogique de la Suisse romande, an zwei Mitglieder des Nationalrates und an die Direktion des eidgenössischen statistischen Bureaus.

Die Konferenz hat über das Programm die nötige Abklärung gebracht. Seitdem wurde das Zählkartenmaterial festgestellt und die Organisationsfragen wurden durch die Erziehungsdirektorenkonferenz in einer Weise vorbereitet, daß eine zweckentsprechende Durchführung des Unternehmens als sicher anzunehmen ist. Als Erhebungstermin wurde der 31. März 1912 in Aussicht genommen.

Das Nähere über die Entwicklung der ganzen Frage siehe in der einleitenden Arbeit auf den Seiten 42—48.

* * *

Über einzelne der aufgeführten Veranstaltungen orientiert auch die einleitende Arbeit des vorliegenden Jahrbuches, da sich

die Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren mit einer ganzen Reihe der angeführten Geschäfte zu befassen hatte.

XVI. Die Konferenzen der kantonalen Erziehungsdirektoren.

Über diese Vereinigungen, d. h. über

a. die Konferenz sämtlicher kantonalen Erziehungsdirektoren;

b. die Konferenz der Erziehungsdirektoren der romanischen Kantone;

orientieren die einleitenden Arbeiten des vorliegenden Jahrbuches, nämlich über erstere eine Übersicht aus der Feder des Jahrbuchredaktors, über letztere ein Überblick von Sekundarschulinspektor Henri Mégroz, Sekretär der romanischen Konferenz. Es sei auf diese Monographie verwiesen.

Dritter Abschnitt.

Das Unterrichtswesen in den Kantonen

im Jahre 1911.

I. Kleinkinderschulen.

(Siehe auch den statistischen Teil.)

In der Organisation dieser Schulart ist seit der letzten eingehenden Darstellung (einleitende Arbeit des Jahrbuches 1908) keine wesentliche Veränderung eingetreten.

Im Kanton Tessin haben etwa 50 Kleinkinderlehrerinnen nach und nach in 6 methodischen Kursen ihre volle Ausbildung erhalten; etwa 50 andere haben erst einen oder zwei Kurse absolviert. Zu ihrer Fortbildung bestehen zwei Bibliotheken; wer ein Buch benutzt, hat bei der Rücksendung den erhaltenen Eindruck schriftlich wiederzugeben.

Das Gesetz über das Primarschulwesen des Kantons Genf vom 30. September 1911[1]) enthält auch Bestimmungen über die Kleinkinderschulen. Der Gehalt einer Lehrerin dieser Stufe ist auf mindestens Fr. 1200 angesetzt. Die Schulen haben eine untere Abteilung für Kinder von 3 bis 6 Jahren und eine obere Abteilung für Kinder von 6 bis 7 Jahren. Die letztere dient speziell als Vorbereitung für die Primarschule. Das Schuljahr zählt 42 bis 46 Wochen zu 25 bis 35 Stunden, wobei indessen zahlreiche Spielstunden eingeschlossen sind.

Die Schülerzahl der Kleinkinderschulen dieses Kantons stieg von 1932 im Jahre 1876 auf 5449 im Jahre 1910/11.

II. Primarschulen.

1. Verfassungsbestimmungen, Gesetze und Verordnungen.

Im Berichtjahre wurden in zwei Kantonen neue Schulgesetze von größerer Tragweite erlassen, in Baselland und in Genf. Dagegen hatten die Bemühungen um ein neues Schulgesetz im Kanton Tessin keinen Erfolg; eine Vorlage wurde am 5. November in der Volksabstimmung verworfen. Der Große Rat nahm unmittelbar nachher die Beratung eines Besoldungsdekretes in

[1]) Siehe Beilage II, Seite 150.

Angriff; denn die finanzielle Lage der Lehrerschaft verlangt eine sofortige Besserung. (Vergl. Seite 202.)

Das in der Volksabstimmung vom 9. Juli 1911 angenommene neue Schulgesetz für den Kanton Baselland[1]) setzt die Primarschulpflicht auf 8 Jahre fest; sie beginnt mit dem zurückgelegten 6. Jahre. Die Gemeinden können für die Monate Mai bis Oktober oder für das ganze Jahr den Unterricht in der 7. und 8. Klasse auf die Vormittage mit je 4 Stunden verlegen. Die Ferien und anderen Schuleinstellungen dürfen im ganzen 11 Wochen betragen. Das Schülermaximum einer Abteilung beträgt 65, für Arbeitsschulen 30. In der 3. bis 8. Klasse sind für die Mädchen wöchentlich 4 bis 6 Stunden Handarbeit obligatorisch; es ist den Gemeinden überlassen, an den oberen Klassen auch die Haushaltungskunde für Mädchen und die Handarbeit für Knaben als obligatorische Fächer zu erklären. (Von einigen anderen Bestimmungen ist in den folgenden Abschnitten die Rede.)

Am 30. September 1911 hat der Große Rat des Kantons Genf ein Gesetz angenommen, welches das seit 1886 bestehende Primarschulgesetz in einigen Punkten abändert.[2]) Die Schulpflicht wird dahin erweitert, daß die Alltagschule bis zum zurückgelegten 14. Jahre besucht werden muß. Die ehemalige „Ecole complémentaire", die nur 7 Stunden per Woche umfaßte, wird in eine siebente Primarschulklasse umgewandelt. Diese Klasse mit 25—35 Unterrichtsstunden ist für alle diejenigen Schüler bestimmt, die nicht in eine Anstalt der Sekundarschulstufe übertreten. In den Landgemeinden können die Ecoles secondaires rurales durch eine Classe complémentaire ersetzt werden; wo dies nicht geschieht, ist der entsprechende Unterricht in der Primarschule zu erteilen. Auch in bezug auf die Unterrichtsfächer wurden einige Neuerungen vorgenommen; die einfache Buchführung und besondere Lektionen in Sittenlehre wurden auf das Programm gesetzt. Ferner wurde die finanzielle Lage der Lehrerschaft verbessert und neue Statuten der Unterstützungskasse wurden genehmigt.

Im Kanton Schaffhausen wurden im Berichtjahr die Beratungen des Schulgesetzes weitergeführt und die Versuche für die Durchführung der im Gesetz enthaltenen Reformgedanken fortgesetzt; ebenso sind noch im Stadium der Beratung die Schulgesetze von Baselstadt, St. Gallen und Aargau.

Aus der großen Zahl von Erlassen, Entscheiden und Maßnahmen, von denen die Geschäftsberichte der kantonalen Erziehungsbehörden Kenntnis geben, sei hier eine Anzahl erwähnt:

Im Kanton Zürich verlangte eine Primarschulpflege, daß ein schulpflichtiger Knabe, der Privatunterricht erhielt, an der Jahresprüfung der öffentlichen Volksschule teilnehme. Der Erziehungs-

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 132.

[2]) Siehe Beilage II, Seite 150.

rat schützte diesen Beschluß gegenüber einem Rekurs. Die Primarschulpflege soll die Möglichkeit haben, sich zu vergewissern, daß der Schüler einen den Leistungen der Volksschule entsprechenden Unterricht erhält.

Der Erziehungsrat des Kantons Zürich befaßte sich an Hand eines Gutachtens der Synodalkommission für Hebung des Volksgesangs mit der Verbesserung der Methode des Gesangsunterrichtes in der Volksschule. Er begrüßt es, wenn die Lehrerschaft sich weiter für das Wesen und die Bedeutung der Methode Jacques-Dalcroze interessiert, und wenn in beschränktem Umfange namentlich auch an den Lehrerbildungsanstalten Versuche damit gemacht werden. Er wird, soweit die Kredite es erlauben, die Teilnehmer an Kursen zur Einführung in die Methode weiter unterstützen. Dagegen findet der Erziehungsrat den Zeitpunkt noch nicht gekommen für Anordnungen allgemeiner Art zur Einführung der neuen Methode in den zürcherischen Volksschulen.

In zwei Gemeinden des Kantons Bern wurden mit Zustimmung der Erziehungsdirektion Versuche mit der Einführung des sogenannten Förderungsunterrichtes gemacht, und zwar mit gutem Erfolg. Auf Antrag der Inspektorenkonferenz soll im Frühjahr 1913 eine Erhebung über die Zahl der Schüler vorgenommen werden, welche wegen mangelnder Begabung austreten, ohne die 9. Klasse erreicht zu haben. Nach einer im Jahre 1890 vorgenommenen Enquête waren damals von 9800 austretenden Schülern 4300, also fast die Hälfte, in diesem Fall.

Im Kanton Luzern wurden neue, durch die im Erziehungsgesetz von 1910 vorgesehenen Schulorganisationen bedingte Lehrpläne erlassen.[1])

Im Kanton Uri ist der Zeichenunterricht an 4 Primarschulen als obligatorisches Fach eingeführt.

Der Erziehungsrat des Kantons Schaffhausen hat grundsätzlich einem Wunsche der städtischen Lehrerschaft, es möchten die Lehrer der ersten Elementarklasse von der Ausstellung von Zeugnissen an die Schüler für das erste Quartal des Schuljahres entbunden werden, entsprochen, da es unmöglich erscheint, die 50—60 Anfänger in einer Klasse in so kurzer Zeit richtig beurteilen zu können. In einem Kreisschreiben empfiehlt die gleiche Behörde, die Schulexamen an den Primarschulen zu vereinfachen.[2])

Im Kanton Appenzell A.-Rh. wurde ein Schulinspektorat für die Primar- und Sekundarschulen geschaffen. Das Institut der Elternabende hat in einer Anzahl von Gemeinden Eingang gefunden.

Der Große Rat des Kantons Waadt beschloß, den Mehrbetrag der Bundessubvention für die Primarschule, der infolge der

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 159.

[2]) Siehe Beilage II, Seite 183.

Bevölkerungszunahme von 1911 an in Aussicht steht, ausschließlich für größere Subventionen für Schulhausbauten zu verwenden.[1])

Die Zahl der Classes primaires supérieures im Kanton Waadt stieg von 16 im Jahre 1909 auf 26 im Jahre 1911; sieben derselben gehören Schulkreisen an, die aus mehreren Gemeinden bestehen. Der Geschäftsbericht der Erziehungsdirektion äußert sich sehr befriedigt über die Erfolge dieser neuen Schulart, muß aber konstatieren, daß einzelne Primarlehrer ihr nicht die nötige Sympathie entgegenbringen.

Der Geschäftsbericht der Erziehungsdirektion des Kantons Genf erwähnt, daß im Berichtjahre die Einführung des Zeichnens nach dem Gegenstand zur Tatsache geworden sei.

Die im Berichtjahr erlassenen Vorschriften des schweizerischen Militärdepartements betreffend den Turnunterricht[2]) hatten zur Folge, daß in verschiedenen Kantonen auch die kantonalen Erziehungsbehörden dem Betriebe des Turnens vermehrte Aufmerksamkeit zuwandten.

Auf Anregung des kantonalen Schulinspektors soll im Kanton Glarus da, wo keine Turnhallen das regelmäßige Turnen im Winter ermöglichen, in den 22 Winterschulwochen tägliches Zehnminutenturnen gepflegt werden, und zwar womöglich im Freien. Der Lehrerturnverein hat diese Zehnminutenübungen bereits durchgearbeitet.

Durch eine Verordnung betreffend den Turnunterricht für die männliche Jugend im Kanton Zug[3]) wurde unter anderem festgesetzt, daß bei dem dreitägigen Wiederholungskurs unmittelbar vor der Rekrutierung die in den Fortbildungsschulen gemachten Übungen in Weitsprung, Hantelheben und Schnellauf unter der Leitung von Vorturnern zu wiederholen seien.

Im Kanton Baselland wurde der obligatorische Turnunterricht neu organisiert und auch auf die drei ersten Schuljahre ausgedehnt.

Die Verordnung über den Turnunterricht im Kanton St. Gallen[4]) enthält eingehende Vorschriften über die Erstellung von Turnhallen, und im Regulativ über die Verwendung der Staatsbeiträge zur Unterstützung von Schulhausbauten und Anschaffung von Schulmobiliar[5]) ist auch die Anlegung von Turn- und Spielplätzen, sowie die Anschaffung von Turngeräten als subventionsberechtigt bezeichnet.

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 188.

[2]) Siehe Beilage II, Seiten 121, 125 und 130.

[3]) Siehe Beilage II, Seite 181.

[4]) Siehe Beilage II, Seite 183.

[5]) Siehe Beilage II, Seite 186.

Das Erziehungsdepartement des Kantons Graubünden beauftragte die kantonalen Schulinspektoren, einen möglichst genauen Bericht über den Stand des Turnens in der Volksschule zu erstatten, ganz besonders über das Vorhandensein von Turn- und Spielplätzen und Geräten. Die Berichte ergaben, daß nicht die Hälfte aller Gemeinden in dieser Beziehung befriedigende Verhältnisse aufzuweisen hat. Durch Großratsbeschluß vom November 1911 wurde der Kleine Rat ermächtigt, die Gemeinden bei der Anschaffung von Turngeräten und der Erstellung von Turnplätzen viel ausgiebiger zu unterstützen als bisher.

Eine Erhebung, welche die Erziehungsdirektion des Kantons Waadt über das Turnen vornahm, ergab, daß 23,996 Knaben vom 7. bis 15. oder 16. Jahr in Primar- und Sekundarschulen nach dem Lehrplan während des ganzen Jahres wöchentlich 2 Stunden Turnunterricht erhalten sollten. In Wirklichkeit war dies bei 9400, also zirka $^2/_5$, der Fall. Ungefähr die Hälfte, 11,626, erhielt nur eine Stunde per Woche oder hatte nur dann Turnen, wenn die Witterung das Turnen im Freien gestattete. 2720 erhielten diesen Unterricht gar nicht, weil ein Turnplatz, ein Lokal oder ein Lehrer fehlte. 250 Knaben waren aus Gesundheitsrücksichten dispensiert.

Von 509 Schulorten, inklusive Asyle und Waisenhäuser, verfügten nur 51 über ein genügendes, heizbares, mit den nötigen Geräten versehenes Turnlokal; 83 besaßen unzureichende Lokale, die zum Teil auch andern Zwecken dienten und nicht immer zur Verfügung standen; 26 besaßen wenigstens einen genügend großen Turnplatz mit den vorgeschriebenen Geräten; in 86 Fällen fehlte bei genügendem Turnplatz jedes Gerät; 111 Örtlichkeiten hatten einen zu kleinen Turnplatz und nur wenige oder keine Geräte, und 152 Schulen hatten gar keinen Turnplatz zur Verfügung.

Was die Mädchen anbelangt, so erhalten sie fast nur in den größeren Ortschaften Turnunterricht.

Durch ein Kreisschreiben vom August 1911 forderte das Departement die Gemeinden zur Ergänzung der fehlenden Einrichtung auf und gab dazu die nötige Wegleitung, fand aber nicht überall Gehör. Der Turninspektor besuchte im Jahre 1911 30 Schulen.

2. Schüler, Schulpflicht und Absenzen.

Die Zahl der Schüler in den Primarschulen der Schweiz (Alltags-, Ergänzungs- und Repetierschüler) war in den letzten sechs Jahren folgende:

Schuljahr	Schüler	Schuljahr	Schüler
1905/06	517,057	1908/09	529,590
1906/07	526,243	1909/10	538,286
1907/08	522,383 [1])	1910/11	544,152

[1]) Der Rückgang ist ein scheinbarer; in den Jahren 1905/06 und 1906/07 wurden die Schüler der vier obligatorischen Sekundarschulklassen in Baselstadt hier mitgezählt, 1907/08 u. s. f. dagegen nicht (ebenso nicht vor 1905/06).

Im Kanton Bern bestehen in 47 von 578 Gemeinden erweiterte Oberschulen mit Unterricht in einer Fremdsprache (Französisch oder Deutsch).

Im Kanton Luzern hatten die einzelnen Gemeinden darüber zu beschließen, welche der im Erziehungsgesetz vom 30. November 1910[1]) gegebenen Möglichkeiten für die zukünftige Organisation der Primarschule zu wählen sei. 10 der größten Gemeinden, worunter die Stadt Luzern, entschieden sich für 7 Jahresklassen, die Mehrzahl der übrigen wählte 6 Jahresklassen und einen Winterkurs. Die bisherige Wiederholungsschule fällt mit dem Schlusse des Schuljahres 1910/11 überall dahin.

Der Erziehungsrat gab in einem Kreisschreiben[2]) Wegleitung, wie es während der Übergangszeit mit dem Schuleintritt und der Schulentlassung zu halten sei.

In einem Kreisschreiben fordert die Erziehungsdirektion des Kantons Schwyz die Gemeinderäte auf, die vom Schulrat ausgefällten Bußen pflichtgemäß einzukassieren und die Kontrolle über den Einzug alle zwei Monate dem Schulinspektor zuzusenden.

Einem Bericht des Schulinspektors Pfarrer M. Britschgi in Sarnen über die Entwicklung der Volksschulen in Obwalden[3]) ist zu entnehmen, daß im Jahre 1910 49 Ganztagjahrschulen und eine Halbtagjahrschule bestanden, während im Jahre 1860 12 Ganztagschulen und 23 Halbtagschulen bestanden. Die Zahl der unentschuldigten Absenzen ist von 2,82 per Kind im Jahre 1860 auf 0,16 im Jahre 1910 zurückgegangen.

Die Ersetzung der Ergänzungsschule durch einen achten Jahreskurs der Alltagsschule erfolgte in 7 Gemeinden des Kantons St. Gallen; diese verbesserte Schulorganisation besteht jetzt in 72 Gemeinden. Von den noch bestehenden 186 Ergänzungsschulen hatten 156 im Berichtjahre weniger als 20 Schüler.

Der Staatsrat des Kantons Waadt beschloß, die Statistik der Schulabsenzen mit dem Mittel für jede Gemeinde und jeden Bezirk in einer Tabelle zu veröffentlichen, um die Schulbehörden und die Lehrerschaft besser mit den hierin herrschenden Zuständen bekannt zu machen, als es durch den Geschäftsbericht der Erziehungsdirektion möglich ist. Das Mittel für 1911 beträgt im ganzen Kanton 25,1 (= $12^1/_2$ Tage) für den Schüler (1910 22,8).

3. Lehrerschaft.

a. Allgemeines.

Die Zentralschulpflege der Stadt Zürich beschloß, nur solche Lehrerinnen zur Wahl vorzuschlagen, die sich verpflichten, bei

[1]) Siehe Jahrbuch 1910, Beilage I, Seite 6.

[2]) Siehe Beilage II, Seite 177.

[3]) Zeitschrift für schweizerische Statistik 1911.

ihrer Verheiratung von der Lehrstelle zurückzutreten. Gegen diesen Beschluß wurde Rekurs ergriffen und der Erziehungsrat hob den Beschluß aus materiellen Gründen auf. Die letztgenannte Behörde gab indessen ihrem grundsätzlichen Standpunkt, daß Ehefrauen im Kanton Zürich nicht Lehrerinnen sein dürfen, dadurch Ausdruck, daß sie dem Regierungsrate beantragte, in das vor dem Kantonsrate liegende Gesetz betreffend die Besoldungen der Volksschullehrer und die Leistungen des Staates für das Volksschulwesen die Bestimmung aufzunehmen, daß Lehrerinnen, die in den Ehestand treten, vom Amte zurückzutreten haben. Der Volksentscheid fällt nicht mehr ins Berichtjahr.

Die Bestimmung des § 113 des Erziehungsgesetzes des Kantons Luzern vom Jahre 1910, durch welche die jährliche Besoldung einer Arbeitslehrerin für eine Unterrichtsabteilung auf Fr. 100 bis Fr. 160 festgesetzt wurde, veranlaßte die Erziehungsbehörde zur Aufstellung einer Norm für Zuerkennung von Zulagen. Jede Schulabteilung hat gesetzlich 40 Arbeitsschulhalbtage, und die gesetzliche Besoldung entspricht einem Taggeld von Fr. 2. 50 bis Fr. 4. Die am 19. April 1911 erlassene Norm sieht für einen Schulhalbtag folgende Besoldung vor: Während der ersten fünfjährigen Anstellung Fr. 2. 50. Nachher von 4 zu 4 Jahren Zulage von 50 Rp. per Halbtag, bis zum Maximum von Fr. 4. Pro Schuljahr und Schulabteilung werden nur 40 Halbtage berechnet; die Mehrhalbtage werden nicht bezahlt, dagegen sind zu wenig gehaltene Halbtage in Abzug zu bringen.

Im Kanton Schwyz ist durch Beschluß des Kantonsrates ein Regulativ betreffend die Prüfung und Patentierung von Primar-, Sekundar- und Fachlehrern und Fachlehrerinnen angenommen worden.[1]) Es bringt die Änderung, daß die erteilten Patente nicht mehr wie früher, zeitlich beschränkt sind. Die Erziehungsbehörden von Zug und Schwyz haben sich grundsätzlich über die gegenseitige Anerkennung der Lehrpatente geeinigt und vereinbart, daß gegenseitig die Patentprüfungen besucht werden können.

Das Schulgesetz des Kantons Baselland[2]) läßt die Wahl von verheirateten Lehrerinnen, abgesehen von Arbeitslehrerinnen, nicht zu. Die Lehrerinnen können für die Mädchenabteilungen der Primar- und Sekundarschulen, sowie für die vier untern Klassen der Primarschule überhaupt, angestellt werden. Die Primarlehrer und -lehrerinnen erhalten eine Barbesoldung von wenigstens Fr. 1600, die Lehrer dazu noch Wohnung, Holz und Pflanzland, oder mindestens Fr. 400 bar. Für alle kommen dazu Alterszulagen von Fr. 100—400 nach 5, 10, 15 und 20 Dienstjahren. Mit 40 Dienstjahren tritt Pensionsberechtigung ein.

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 290.

[2]) Siehe Beilage II, Seite 132.

Im Kanton St. Gallen sah sich der Erziehungsrat veranlaßt, einige Bestimmungen über die Nebenbeschäftigung der Lehrer aufzustellen. Die Anstellung als Betreibungsbeamter ist in Zukunft nicht mehr gestattet, und als Vermittler oder dessen Stellvertreter soll der Lehrer nur eine Amtsdauer funktionieren. Ferner wurde daran erinnert, daß die Ortsschulräte verpflichtet seien, die Nebenbeschäftigungen der Lehrer zu überwachen.

Das Dekret vom 23. November bringt für die Lehrer des Kantons Tessin folgende Aufbesserungen: an Schulen von 6 Monaten Fr. 90—140, 7 Monaten Fr. 115—165 u. s. w., bei 10 Monaten Fr. 195—245. Der andauernde Lehrermangel nötigte die Erziehungsdirektion, 58 Schulen durch unpatentierte Personen leiten zu lassen.

Wegen Mangel an Primarlehrerinnen mußten im Kanton Waadt einzelne Classes semi-enfantines Lehrerinnen übertragen werden, die nur das Kindergärtnerinnenpatent besitzen. Zudem sind 2 Lehrer und 21 Lehrerinnen ohne Patent an Schulen tätig.

An dem Examen für das Diplom zum Unterricht an den Ecoles primaires supérieures des Kantons Waadt wurden 7 volle und 12 teilweise Patente erteilt.

Das revidierte Primarschulgesetz des Kantons Genf[1]) unterscheidet nach den Örtlichkeiten drei Kategorien für die Minimalbesoldung der Primarlehrer und -lehrerinnen; in der ersten (Stadt Genf und Umgebung) beträgt die Besoldung für Lehrer Fr. 2500, für Lehrerinnen Fr. 2150; in der zweiten sind die Ansätze Fr. 2700 und Fr. 2250, in der dritten Fr. 2900 und Fr. 2450. Der Kanton übernimmt den Mehrbetrag der 2. und 3. Kategorie. Dazu kommen für definitiv gewählte Lehrer und Lehrerinnen Erhöhungen von je Fr. 125 per Jahr während 10 Jahren.

Die Lehrer der Classe complémentaire erhalten Fr. 4000 per Jahr, die Lehrerinnen Fr. 3600.

b. Bestand.

Über die Zahl der Lehrer und Lehrerinnen an den Primarschulen gibt folgende Tabelle Aufschluß:

Schuljahr	Total	Lehrer	%	Lehrerinnen	%
1905/06	11,500	7177	62,4	4323	37,6
1906/07	11,714	7270	62,0	4444	38,0
1907/08	11,777	7223	61,4	4544	38,6
1908/09	12,023	7329	61,0	4694	39,0
1909/10	12,182	7403	60,8	4781	39,2 [2])
1910/11	12,485	7577	60,7	4908	39,3

Die Zahlenverhältnisse zwischen Lehrern und Lehrerinnen in den einzelnen Kantonen ergeben sich aus der Tabelle II b. Über

[1]) Siehe Beilage II, Seite 150.

[2]) Im Jahrbuch 1910, Seite 85, infolge eines Druckfehlers statt 39,2 nur 37,2 %.

die Frequenz der Lehrerseminarien und die Neupatentierungen siehe Tabelle VI des statistischen Teils.

c. Fortbildung der Lehrer. [1])

Wie in früheren Jahren, ist auch hier eine Zusammenstellung der Veranstaltungen versucht, welche die Fortbildung der Lehrerschaft zum Zwecke haben, wobei indessen zum vornherein zu bemerken ist, daß das Verzeichnis nicht vollständig sein kann.

1. Schweizerische Kurse.

(Siehe auch den Abschnitt „Förderung des Unterrichtswesens durch den Bund".)

XXVI. schweizerischer Bildungskurs für Lehrer der Knabenhandarbeit vom 5. Juli bis 5. August in Bern, 210 Teilnehmer. (Elementarkurs, ein technischer und ein didaktischer Kurs für Kartonnagearbeiten, Hobelbankarbeiten, Schnitzen, Modellieren, Metallarbeiten; ein Werkkurs in Chemie, Physik und Elektrizität, und ein Kurs für Hortleiter und Gartenbau.)

III. schweizerischer Bildungskurs für Lehrkräfte an Spezialklassen und Anstalten für schwachsinnige Kinder in Bern und Burgdorf, vom 24. April bis 16. Juni, 29 Teilnehmer.

Gesangskurs, veranstaltet vom Schweizerischen Lehrerverein in Basel, 4.—18. Oktober, 125 Teilnehmer.

Ferienkurs für Mittelschullehrer in Zürich, 9.—14. Oktober, 519 Teilnehmer.

Instruktionskurs für Lehrer an gewerblichen Fortbildungsschulen (I. Hälfte), vom 25. September bis 7. Oktober am Gewerbemuseum in Bern.

Turnkurse in Luzern, 8.—28. Oktober, Neuenburg, 17. Juli bis 5. August, Solothurn, 17. bis 29. Juli, Chaux-de-Fonds (Mädchenturnen), 6.—26. August.

Spielkurs für Lehrer und Spielleiter, veranstaltet von der Schweizerischen Vereinigung für Jugendspiel und Wandern, vom 17.—22. Juli in Bern.

2. Kurse in den Kantonen.

Zeichenkurse: In Zürich für Lehrer der Oberstufe, $2^1/_2$ Wochen, 35 Teilnehmer;

im Kanton Bern in Belp, Burgdorf, Langenthal, Kirchthurnen, (2.—7. Oktober, 14 Teilnehmer);

in Zug, speziell für das Zeichnen der Mädchen, 16.—21. Oktober;

im Kanton St. Gallen in Buchs, Bütschwil und Mels;

kantonaler Zeichenkurs in Chur, eine Woche, 14 Teilnehmer.

---

[1]) Kurse für Arbeitslehrerinnen und Haushaltungslehrerinnen siehe unter Mädchenarbeitsschulen und Fortbildungsschulen.

Turnkurse: 25 eintägige Turnkurse im Kanton Bern, 572 Lehrerinnen und 524 Lehrer;

kantonaler Turnkurs (Jugendspiel und Turnen I. Stufe) am Lehrerseminar des Kantons Luzern in Hitzkirch, 4.—9. September, 24 Teilnehmer;

in 6 Bezirken des Kantons St. Gallen, 134 Teilnehmer;

24.—29. Juli in Bellinzona, 27 Teilnehmer;

31. Juli bis 5. August in Lugano, 16 Teilnehmerinnen.

Verschiedene Fächer: Fortbildungskurs für Lehrer im Lehrerseminar des Kantons Tessin, August 1911, 30 Teilnehmer. Außer drei kleineren Exkursionen machten die Teilnehmer am Schlusse des Kurses mit den Leitern eine Studienreise zur internationalen Ausstellung in Turin.

Gesangskurs in Interlaken; Physikkurs in Thun; sprachtechnischer Kurs der Sektion Bern des Schweizerischen Lehrerinnenvereins; Kurs im Feldmessen im Kanton Schaffhausen, 21 Teilnehmer;

Gesangsunterricht nach der Methode Jacques-Dalcroze in Schaffhausen, 27 Teilnehmer;

pädagogischer Kurs in Neuenburg, veranstaltet von der Erziehungsdirektion, 6 Lehrer und 32 Lehrerinnen.

Am V. internationalen Kurs für Handelswissenschaften in London, 24. Juli bis 12. August, nahmen 42 Schweizer teil.

Von den zahlreichen, zum Teil gleichfalls der beruflichen Fortbildung gewidmeten Tagungen seien nur zwei erwähnt:

XXII. schweizerischer Lehrertag am 1., 2. und 3. Oktober in Basel. (Staatsbürgerliche Erziehung; Erhöhung der Bundessubvention; Schulreform; ökonomische Stellung des Lehrerstandes.)

VIII. schweizerische Konferenz für Erziehnug und Pflege Geistesschwacher am 26. und 27. Mai in Bern. (Handarbeit in Anstalten und Schulen für geistesschwache Kinder; Bekämpfung der Ursache von Geistesschwäche durch vorbeugende Maßnahmen.)

4. Lehrmittel und Schulmaterialien. Unentgeltlichkeit.

Die Verhältnisse betreffend die Unentgeltlichkeit haben sich seit der einläßlichen Darstellung auf Ende 1906 (vergl. Jahrbuch 1905) nicht wesentlich verändert.

Im Kanton Bern ist die Unentgeltlichkeit der Lehrmittel in 1926 Klassen (1910 in 1848) und diejenigen der Schulmaterialien in 1634 (1621) Klassen eingeführt. Der Staat zahlte an diese Unentgeltlichkeit für die Primar- und Fortbildungsschulen Fr. 56,711.

Die Bestimmung des § 41 des Schulgesetzes des Kantons Glarus vom 22. Mai 1910 betreffend Beiträge an die Unentgeltlichkeit der Schreib- und Zeichenmaterialien wurde dahin inter-

pretiert, daß den Sekundarschulgutsverwaltungen für die Schüler, die von Anfang bis zum Schluß des Schuljahres die Schule besuchten, je Fr. 10, für die im Laufe des Schuljahres ausgetretenen oder eingetretenen je Fr. 5 zu vergüten sei.

Das neue Schulgesetz für den Kanton Baselland[1]) vom 8. Mai 1911 setzt in § 8 fest: „Die persönlichen, gedruckten Lehrmittel und Schulmaterialien werden den Schülern kostenfrei verabfolgt." Sie werden vom Staate geliefert, aber die Gemeinden haben dem Staat die betreffenden Auslagen zu vergüten. Die Errichtung einer staatlichen Lehrmittelverwaltung ist vorgesehen.

Die Erziehungsdirektion des Kantons Tessin veranstaltete eine Erhebung über die Ausdehnung der Unentgeltlichkeit der Lehrmittel und Schulmaterialien. In 71 Gemeinden besteht die Unentgeltlichkeit für alle Schüler, in 24 andern nur für ärmere Schüler.

Die Kommission für den Primarunterricht des Kantons Wallis ließ in den Schulen eine Liste der obligatorischen Lehrmittel anbringen und beschäftigte sich mit der Vereinheitlichung der Lehrmittel; in einigen Fällen ist ein Zusammengehen mit andern Kantonen bei Erstellung oder bei Neuauflage von Lehrmitteln angebahnt.

Die interkantonale Kommission, die in der französischen Schweiz für die Erstellung eines Lehrmittels für den Grammatikunterricht eingesetzt wurde, erhielt auf ihr Preisausschreiben bis zum 1. März 1911 zehn Manuskripte für ein detailliertes Programm des Lehrmittels. (Vergl. Jahrbuch 1910, Seite 88.)

Zum Schluß mögen noch einige Angaben über die Kosten der Unentgeltlichkeit pro Schüler in einzelnen Kantonen folgen:

Kanton Zürich, Primarschule: Lehrmittel Fr. 1. 12, Schreib- und Zeichenmaterialien Fr. 2. 56, Arbeitsmaterial für Mädchenhandarbeit Fr. —. 84. Für die Sekundarschule sind die Zahlen Fr. 3. 67, Fr. 7. 11, Fr. —. 95. Der Durchschnitt der letzten fünf Jahre war für die Primarschulen Fr. 1. 13, Fr. 2. 49, Fr. 1. 17; für die Sekundarschulen Fr. 3. 94, Fr. 7. 21, Fr. 1. 42.

Kanton Waadt, Primarschulen: Schulmaterialien Fr. 1. 25, Lehrmittel Fr. 1. 93, total Fr. 3. 18 oder 8 Cts. mehr als 1910. Dazu Materialien für das Zeichnen Fr. —. 32 und für Nadelarbeiten Fr. 1. 63. Classes primaires supérieures: Schulmaterialien Fr. 1. 99, Lehrmittel Fr. 7. 26, Zeichnungsmaterial Fr. —. 57, total Fr. 9. 82, Fr. 1. 99 weniger als 1910. Für die 311 Mädchen dieser Klassen wurden noch Fr. 3. 41 für Material im Unterricht in Nadelarbeiten ausgegeben.

Im Kanton Neuenburg betrug die Ausgabe per Schüler Fr. 3. 83. Das Mittel der letzten 5 Jahre war Fr. 3. 59.

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 132.

5. Fürsorge für Schulkinder.

a. Nahrung und Kleidung; Horte.

Die Bestrebungen, die Jugend vor den Folgen der drückendsten Armut zu bewahren, nehmen überall ihren Fortgang. Dem allgemeinen Bericht der Erziehungsdirektion des Kantons Zürich über das Volksschulwesen in den Jahren 1906/10 ist zu entnehmen, daß der Staatsbeitrag an die Ausgaben der Gemeinden für Nahrung und Kleidung bedürftiger Schulkinder von Fr. 10,000 im Jahre 1906 auf Fr. 30,000 im Jahre 1910 gestiegen ist. Auf Ende 1910 bestanden außer in der Stadt Zürich (mit 37) noch in 4 Gemeinden Jugendhorte.

Für Mittagessen der Schulkinder und für Bekleidung solcher wurden laut Angaben von Behörden, Amtsstellen und Vereinen im Kanton Luzern im Jahre 1910 Fr. 65,393, im Jahre 1911 Fr. 66,974 ausgegeben. Hieran leistete der Staat einen Beitrag von Fr. 8325, beziehungsweise Fr. 8455.

Die Erziehungsdirektion des Kantons Baselstadt hat angeordnet, daß während der Zeit, da keine Suppenverteilung stattfindet — von Ende Februar bis Ende November —, den bedürftigen Schülern der Spezialklassen in der ersten Morgenpause Milch verabreicht werde.

Im Kanton Baselland sind 2095 Schulkinder mit Kleidungsstücken und 169 mit Nahrungsmitteln unterstützt worden.

Gestützt auf die Resultate eines im Oktober begonnenen Versuches hat die Erziehungsdirektion des Kantons Genf beschlossen, die Horte (classes gardiennes) das ganze Jahr hindurch zu führen. Das abgeänderte Schulgesetz[1]) enthält einen besondern Abschnitt über die vom Staat zu eröffnenden Horte und die vom ihm zu unterstützenden Schulküchen. Ein entsprechendes Reglement ist bereits im Jahrbuch 1910 enthalten.[2])

In Genf wurde im September 1911 eine besondere Schule für gefährdete Kinder eröffnet. Vorläufig werden alle Schüler derselben bis zum Abend in ihr zurückgehalten; sie erhalten Mittag- und Abendessen dort. Es ist aber in Aussicht genommen, die Schule teilweise in ein Internat zu verwandeln, um den Lehrern einen nachhaltigen Einfluß auf besonders schwer zu behandelnde Elemente zu sichern.

b. Fürsorge für Schwachbegabte und Schwachsinnige.

Die VIII. schweizerische Konferenz für Erziehung und Pflege Geistesschwacher, am 26. und 27. Mai 1911 in Bern, und der III. Bildungskurs für Lehrer und Lehrerinnen an Spezialklassen und Anstalten für schwachsinnige Kinder vom 24. April bis 16. Juni in Bern und Burgdorf sind bereits im Abschnitt Lehrerschaft er-

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 150.

[2]) Jahrbuch 1910, Beilage I, Seite 61.

wähnt worden. Der Stand der 32 Anstalten und 37 Spezialklassen, wie er im Bericht über die genannte Konferenz veröffentlicht wurde, hat schon im Jahrbuch 1910 Aufnahme gefunden. (Vergl. Jahrbuch 1910, Seite 90, 91, 93 und 94.)

Aus drei Kantonen sind gesetzgeberische Erlasse zu erwähnen, die sich mit der Bildung Schwachbegabter beschäftigen.

Das neue Schulgesetz des Kantons Baselland[1]) gibt den Gemeinden die Befugnis, Spezialklassen für Schwachbegabte einzurichten oder nicht normal begabte Kinder in Spezialanstalten zu versorgen. Der Staat leistet an beides Beiträge.

Im Kanton Waadt wurde am 18. Mai 1911 ein Gesetz betreffend den Unterricht für Schwachbegabte[2]) vom Großen Rate angenommen. Es sieht zwei Arten von Spezialunterricht vor: In den Städten und größeren Ortschaften werden Spezialklassen eingerichtet; in kleineren Ortschaften wird der Unterricht an Schwachbegabte den Lehrern der Primarschule übertragen. Das Gesetz bestimmt die Aufnahmebedingungen, die Stärke der Klassen, die besondere Ausbildung des Lehrpersonals für diesen Unterricht, die finanzielle Entschädigung an die Lehrer und die Staatsbeiträge an die Gemeinden, die Spezialklassen einzurichten gezwungen sind. Ein Reglement und ein Lehrplan für diesen Unterricht sind in Bearbeitung.

Für die Spezialklassen des Kantons Genf wurde ein Reglement und ein Programm aufgestellt; die besondere Methode im Unterricht für Schwachbegabte ist dabei eingehend behandelt.[3]) In den sechs ersten Monaten sind die Kinder Gegenstand einer aufmerksamen ärztlichen und pädagogischen Überwachung, damit ein sicheres Urteil über ihr Wesen und allfällig nötige Maßnahmen gewonnen werden kann.

Für die Anstalt für schwachsinnige, bildungsfähige Kinder des Kantons Luzern in Hohenrain wurde ein Lehrmittel für Geographie- und Geschichtsunterricht erstellt.

In Ingenbohl, Kanton Schwyz, wurde eine Spezialklasse für Schwachbegabte geschaffen, die 24 Schüler zählt.

Im Kanton Appenzell I.-Rh. erhielten 122 Knaben und 65 Mädchen wegen schwacher Begabung Nachhülfeunterricht. Im Hauptort wurde eine Spezialklasse für schwachbegabte Mädchen eingerichtet.

Die bündnerische Gemeinnützige Gesellschaft erstellte mit Hülfe einer öffentlich ausgeschriebenen Anleihe zu $2^1/_2$ % einen Neubau für die Erziehungsanstalt für schwachsinnige Kinder in Masans bei Chur.

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 132.

[2]) Siehe Beilage II, Seite 149.

[3]) Siehe Beilage II, Seite 189.

Die neue kantonale Schule für Schwachbegabte im Kanton Wallis findet nach dem Geschäftsbericht der Erziehungsdirektion noch nicht die nötige Beachtung bei den Gemeindebehörden.

In der Stadt Genf sind zwei Lehrerinnen speziell mit der Aufgabe betraut, die Sprachfehler der Schüler in den Spezialklassen zu verbessern, und ihre Tätigkeit hat bemerkenswerte Erfolge gezeitigt.

Die Schülerzahl der Taubstummenanstalt in Moudon geht ständig zurück; vor 30 Jahren betrug sie im Mittel 30, jetzt kaum 20. Dies hängt mit der erfreulichen Tatsache zusammen, daß die Taubstummheit seltener geworden ist, wie dies auch in den Kantonen Basel, Zürich, St. Gallen und Luzern beobachtet wird.

6. Mädchenarbeitsschulen und Knabenhandfertigkeit.

a. Mädchenarbeitsschulen.

Für die 15 Monate dauernden Kurse zur Heranbildung von Arbeitslehrerinnen im Kanton Zürich wurde das Eintrittsalter von 17 auf 18 Jahre erhöht.

14 Schülerinnen des Haushaltungsseminars in Bern erhielten das Patent als Arbeitslehrerinnen.

Nach dem Bericht des Schulinspektors des Kantons Uri wird in allen mit Ausnahme von 2 Schulen Unterricht in weiblichen Handarbeiten erteilt.

Ein Bildungskurs für Arbeitslehrerinnen im Kanton Solothurn wurde während 12 Wochen im Gebäude der landwirtschaftlichen Winterschule in Solothurn mit 32 Teilnehmerinnen abgehalten.

Im Kanton St. Gallen wurden 18 Patente an Schülerinnen des 22wöchigen Bildungskurses und 13 an Schülerinnen des 18-monatigen Kurses an der Frauenarbeitsschule in St. Gallen erteilt. An der gleichen Anstalt fanden einige Fortbildungskurse für Arbeitslehrerinnen statt, so im Flicken auf der Nähmaschine, im Weißnähen, im Kleidermachen, in Warenkunde.

Das neue Regulativ über Staatsbeiträge an Schulhäuser und Schulmobiliar im Kanton St. Gallen[1]) gestattet auch die Subventionierung der Anschaffung von Nähmaschinen.

Ein Kurs zur Ausbildung von Arbeitslehrerinnen im Kanton Graubünden fand in Igis-Landquart vom 13. Februar bis 3. Juni statt und schloß mit 29 Patentierungen. Das Taggeld für die Teilnehmerin betrug Fr. 1. 80 (bisher Fr. 1. 20). Seit dem Jahre 1880, da der erste Kurs stattfand, wurden über 900 Arbeitslehrerinnen ausgebildet.

Bei dem in Zofingen abgehaltenen 24wöchigen Bildungskurs für Arbeitslehrinnen des Kantons Aargau wurden 18 Kandidatinnen auf 6 Jahre wahlfähig erklärt. 32 bereits im Amte stehende

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 186.

Arbeitslehrerinnen beteiligten sich an einem sechstägigen Weiterbildungskurs.

Während des Sommersemesters fand am Sitz der landwirtschaftlichen Winterschule des Kantons Thurgau, auf Arenenberg, wieder ein Arbeitslehrerinnenkurs statt; 15 Teilnehmerinnen.

In Romanshorn fand über den Winter ein Kurs in Hauswirtschaft für Lehrerinnen an Töchterfortbildungsschulen statt, jede Woche einen Nachmittag und einen Abend umfassend.

b. Handarbeitsunterricht für Knaben.

Dieser Unterrichtszweig gelangt naturgemäß bei den Bestrebungen für eine Schulreform zu immer größerer Bedeutung, nicht ohne dabei gewisse Änderungen zu erfahren, je nach seiner loseren oder festeren Eingliederung in den Gesamtlehrplan der Schulen. Das Programm des 26. schweizerischen Bildungskurses für Lehrer der Knabenhandarbeit, der vom 5. Juli bis 5. August in Bern 210 Teilnehmer vereinigte, läßt dies erkennen. (Vergl. Abschnitt Lehrerschaft, Seite 203.)

Das neue Schulgesetz des Kantons Baselland[1]) gibt den Gemeinden das Recht, an den oberen Klassen die Handarbeit für Knaben einzuführen und allenfalls als obligatorisch zu erklären.

Im Kanton Zürich wurde an 35 Schulen 445 Abteilungen mit 6903 Schülern Handfertigkeitsunterricht erteilt, im Kanton Bern in 13 Ortschaften an 1261 Schüler und in den Seminarien von Bern-Hofwil und Pruntrut.

Im Kanton Glarus in 32 Kursen mit 318 Schülern.

In Baselstadt 1886 Teilnehmer, davon 1516 Sekundarschüler. Bei Anlaß des Schweizerischen Lehrertages stellten die Handarbeitskurse von Basel je einen vollständigen Lehrgang der von ihnen betriebenen Arbeitsarten in Schülerarbeiten aus.

In Graubünden in 6 Gemeinden, kantonaler Beitrag an jede Fr. 50.

Im Kanton Thurgau in 30 Gemeinden 997 Schüler.

Dem Geschäftsbericht der Erziehungsdirektion des Kantons Waadt ist zu entnehmen, daß am Lehrerseminar in Lausanne der Versuch gemacht wird, im Kartonnagekurs mehr als bisher die Veranschaulichung der Elemente der Geometrie zu berücksichtigen, und daß man vom Erfolg befriedigt ist.

7. Schulgesundheitspflege.

Die XII. Jahresversammlung der Schweizerischen Gesellschaft für Schulgesundheitspflege fand am 13. und 14. Mai 1911 in Genf statt. Es wurden folgende Themen behandelt: Einrichtung von Gesundheitsregistern für die Schulen. Der Schulabwart. Welche

[1]) Siehe Beilage II, Seite 132.

Forderungen sind vom Standpunkt der Jugendhygiene bei der Revision des eidgenössischen Fabrikgesetzes zu stellen?

Im Jahre 1910 wurden in 19 Kantonen die ins schulpflichtige Alter eintretenden Kinder einer ärztlichen Untersuchung unterzogen. Im ganzen wurden 66,351 Kinder untersucht. Davon waren 7544 (3844 Knaben und 3700 Mädchen) krank oder mit Gebrechen behaftet, 11,4 % der Gesamtzahl. Von diesen 7544 Kindern waren blödsinnig 0,4 %, schwachsinnig in einem geringen Grade 5,4 %, schwachsinnig in höherem Grade 1,6 %, mit Gehörfehler behaftet 10,4 %, mit Sprachorganfehler behaftet 10,0 %, mit Sehorganfehler behaftet 35,5 %, mit Nervenkrankheiten behaftet 0,6 %, mit andern körperlichen Gebrechen behaftet 35,6 %, sittlich verwahrlost 0,6 %.[1])

Am zürcherischen Staatsseminar in Küsnacht wurde ein Schularzt im Nebenamt mit der Prüfung der ärztlichen Zeugnisse und eventuellen Untersuchung der zum Eintritt angemeldeten Schüler betraut. Außerdem wurde ihm die Untersuchung des Gesichtes und des Gehörs der Schüler beim Eintritt und Austritt und die Anleitung der Schüler der vierten Klasse in der Ausführung von Schüleruntersuchungen zugewiesen.

Der Erziehungsrat des Kantons Zürich veranstaltete am Technikum in Winterthur einen dreitägigen Instruktionskurs für Schulabwarte. Die Hauswarte der kantonalen Lehranstalten waren, soweit es ihre Obliegenheiten zuließen, zur Teilnahme verpflichtet.

In einem Kreisschreiben macht der Erziehungsrat des Kantons Nidwalden Schulbehörden und Lehrerschaft auf die Notwendigkeit regelmäßiger Lüftung und Reinigung der Schulzimmer aufmerksam.[2])

In Herisau wurden die schulärztlichen Funktionen auf zwei Ärzte verteilt und für die Bekämpfung der Parasiten wurde eine besondere Funktionärin angestellt.

In Frauenfeld wurde eine Schulzahnklinik eröffnet.

Auf Schloß Öttlishausen im Kanton Thurgau richtete ein Arzt ein Kindersanatorium ein. Es kann 20 Kinder im Alter von 6—14 Jahren aufnehmen und ist mit einer Privatschule mit beschränkter Schulzeit verbunden.

Im Geschäftsbericht der Erziehungsdirektion des Kantons Tessin wird darauf hingewiesen, daß in vielen Gemeinden die Amtsärzte nicht, wie vorgeschrieben, jeden Monat einmal die Schule besuchen, sondern daß im Durchschnitt auf das Schuljahr und die Schule nur zwei Schulbesuche entfallen.

Einer Eingabe einer Gruppe von Ärzten Folge gebend, hat die Erziehungsdirektion des Kantons Genf Versuche mit der Einführung der Atemgymnastik in den Primarschulen gemacht.

---

[1]) Zeitschrift für schweizerische Statistik 1911.

[2]) Siehe Beilage II, Seite 180.

8. Verschiedenes.

Das Bundesgesetz über das Postwesen vom 5. April 1910, welches mit seinem Inkrafttreten, 1. Januar 1911, eine wesentliche Beschränkung der Portofreiheit brachte, veranlaßte verschiedene kantonale Erziehungsbehörden zu Kreisschreiben über die neue Situation.

In dem Bestreben, der Verbreitung unsittlicher Literatur unter der Jugend entgegenzuarbeiten, veranlaßte der Erziehungsrat des Kantons St. Gallen ein Kreisschreiben, worin nachdrücklich auf die Tätigkeit der kantonalen Jugendschriftenkommission und die Schulbibliotheken hingewiesen wurde.

Über 30 Schulgemeinden des Kantons Tessin schafften neue Schulbänke an. Für die Sammlung von Lehrmitteln, die dem Lehrerseminar in Locarno angegliedert ist, wurde ein Katalog erstellt und jedem Schulvorstand zugeschickt. Eine Schulwandkarte des Kantons Tessin ist in Vorbereitung; die Kosten werden fast ausschließlich aus der Bundessubvention bestritten.

Der Schweizerische Verein abstinenter Lehrer und Lehrerinnen übertrug in der Abgeordnetenversammlung vom 28. Januar 1912 den Vorort der Sektion Basel, und legte nach einem Referat des Sekundarlehrers W. Blocher (Basel) den Sektionen die Organisierung der Schulentlassenen nahe. Von den vom Verein 1911 preisgekrönten Schriften für die Schulentlassenen: Dr. Hedw. Bleuler-Waser, „Warum aus ihrer ersten Liebe nichts wurde", und Dr. med. A. Fick, „Jungmannschaft und geistige Getränke", wurden bis Ende 1912 über 17,000 Stück verkauft. Neu herausgegeben wurde: Jules Denis, „Les dangers de l'alcoolisme"; abgesetzt wurden etwa 2500 Stück. Auf Ende des Jahres erschien in zweiter, verbesserter Auflage „Aus frischem Quell", das sich als vorzügliches Hülfsmittel zur Belehrung der Jugend über die Schäden des Alkoholgenusses bewährt hat. Neu gegründet wurde eine Sektion in Schaffhausen. Von der regen, sich jeweilen nach den örtlichen Verhältnissen richtenden Tätigkeit der Sektionen zeugt schon das Wachstum des Vereins um fast 100 Mitglieder innert Jahresfrist.[1])

III. Fortbildungsschulen.

(Allgemeine, hauswirtschaftliche und berufliche; s. auch den statistischen Teil.)

1. Knabenfortbildungsschulen.

Die im Abschnitt Primarschulen erwähnten gesetzgeberischen Erlasse in Baselland und Genf berühren zum Teil auch das Fort-

[1]) Mitgeteilt vom Zentralvorstand des Schweizerischen Vereins abstinenter Lehrer und Lehrerinnen.

bildungsschulwesen. Im Kanton Zürich ist das Fortbildungsschulgesetz noch nicht bis zur Vorlage an das Volk gediehen. Dagegen ist ein Gesetz zur Förderung der Landwirtschaft[1]) angenommen worden, das in § 29 die Bestimmung enthält, daß der Staat so lange Beiträge an landwirtschaftliche Fortbildungsschulen leiste, als die obligatorische Fortbildungsschule nicht bestehe.

Für die im Erziehungsgesetz des Kantons Luzern vom 30. November 1910 vorgesehene Bürgerschule wurde eine Verordnung[2]) und ein Lehrplan[3]) aufgestellt. Ein Entscheid der Erziehungsbehörde setzt fest, daß der einjährige Besuch der landwirtschaftlichen Schule nicht vom Besuch der Bürgerschule dispensiert, und der zweijährige nur dann, wenn die Ausweise, besonders diejenigen für die allgemeine Bildung, ganz günstig lauten. Der Kanton wurde in 57 Bürgerschulkreise eingeteilt und 76 Lehrer wurden mit dem Unterricht betraut. Die Schulzeit dauert von Anfang November bis Ende März und umfaßt in 2 Jahrgängen je 60 Stunden, die vor abends 7 Uhr erteilt werden sollen. Die Schulpflicht beginnt in dem Jahre, in dem das 18. Altersjahr zurückgelegt wird. Der Stadt Luzern wurde die Verlegung des Unterrichts auf $7^1/_2$—$9^1/_2$ Uhr zugestanden. Für den Turnunterricht auf dieser Schulstufe wurde ein Programm erlassen.

In Glarus besteht eine Zentralstelle für gewerbliches Bildungswesen, die mit ihren Sammlungen und ihrer Bibliothek den gewerblichen Fortbildungsschulen wesentliche Dienste leistet.

Das Gesetz betreffend die Schulpflicht der Lehrlinge und Lehrtöchter im Kanton Zug[4]) fordert den Besuch der Fortbildungsschule auch dann, wenn am Wohnort des Schülers keine solche ist. Der Kanton unterstützt die anerkannten Fortbildungsschulen mit 30 % der Kosten.[5])

In zwei Bezirken des Kantons Solothurn wurden vom Regierungsrat landwirtschaftliche Sommerfortbildungskurse eingerichtet. An jedem der 8 Kursorte wurde in der Zeit vom 1. bis 20. Mai an drei Tagen an einem Vormittag und Nachmittag oder Abend ein Vortrag, eine Übung oder eine Exkursion mit Übungen abgehalten, und zwar von den beiden Hauptlehrern der landwirtschaftlichen Winterschule. Zum Besuche der Kurse wurden durch die Ammannämter die erwachsenen Landwirte und die Fortbildungsschüler eingeladen. Die Kurse waren durchschnittlich von 6 Fortbildungsschülern und 23 älteren Landwirten besucht.

Das neue Schulgesetz des Kantons Baselland[6]) setzt die Pflicht zum Besuche der Fortbildungsschule in der Weise fest,

[1]) Siehe Beilage II, Seite 207.
[2]) Siehe Beilage II, Seite 193.
[3]) Siehe Beilage II, Seite 195.
[4]) Siehe Beilage II, Seite 196.
[5]) Siehe Beilage II, Seite 197.
[6]) Siehe Beilage II, Seite 132.

daß die im 17. und 18. Jahre stehenden Schweizer Jünglinge 2 Kurse von 4 Monaten mit 4 Stunden per Woche besuchen müssen. Ausländern kann der Besuch gestattet werden.

Die Lehrerkonferenz des Kantons Appenzell I.-Rh. stellte für den Winter 1911/12 ein Aufsatzprogramm für die Fortbildungsschule auf; es behandelt die Fälle, die das Milchgeschäft eines Kleinbauern mit sich bringt. Eine Kommission wurde mit der Ausarbeitung eines Lesebuches mit landwirtschaftlichem Lesestoff beauftragt. Mit Rücksicht auf die Resultate der physischen Prüfung der Rekruten verlangt der kantonale Schulinspektor in seinem Bericht entschieden bessere Pflege des Turnens.

Im Kanton St. Gallen ist der Besuch der Fortbildungsschule in 76 Schulgemeinden mit 102 Schulen für Knaben obligatorisch, in 5 Gemeinden auch für die Mädchen.

Die Erziehungsdirektion erließ ein Kreisschreiben an die Schulräte und Lehrer, worin sie zur Einführung von Rekruten-Vorbereitungskursen auffordert. In 28 Gemeinden fanden solche bereits statt.

Die Cours du soir in Genf werden von dem abgeänderten Gesetz über das Primarschulwesen[1]) insofern berührt, als die Zeit, welche die Lehrlinge ihrer Schulbildung zu widmen haben, wesentlich erhöht ist. Das Gesetz betreffend die Einrichtung von gewerblichen und kaufmännischen Fortbildungskursen[2]) verpflichtet die Lehrlinge beider Geschlechter und auch Nichtlehrlinge vom 14. bis 16. Altersjahr für 2—3 Jahre zum Besuche dieser Kurse. Jeder dauert 40 Wochen zu mindestens 5 und höchstens 12 Stunden.

2. Mädchenfortbildungsschulen, hauswirtschaftliche und berufliche Bildung der Mädchen.

An der Haushaltungsschule der Sektion Zürich des Schweizerischen gemeinnützigen Frauenvereins schloß ein Bildungskurs für Haushaltungslehrerinnen (Oktober 1909 bis Juni 1911) mit der Patentierung von 15 Kandidatinnen. Der VII. Kurs dieser Art wurde im Oktober 1911 mit 24 Teilnehmerinnen eröffnet; ein Neubau ermöglichte es, diese größere Zahl neben den bestehenden übrigen Kursen aufzunehmen.

Das Gesetz über das landwirtschaftliche Unterrichtswesen im Kanton Bern[3]) bestimmt in Art. 31, daß der Regierungsrat von sich aus oder in Verbindung mit Gemeinden oder gemeinnützigen Vereinen Haushaltungsschulen und Haushaltungskurse einrichten, und dafür auch die während des Sommers nicht beschäftigten Lehrkräfte und Einrichtungen der landwirtschaftlichen Winterschulen verwenden kann.

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 150. — [2]) Siehe Beilage II, Seite 198. — [3]) Siehe Beilage II, Seite 210.

In teilweiser Berücksichtigung einer Eingabe verschiedener Frauenvereine und Privatpersonen wurde die Einführung des obligatorischen Koch- und Haushaltungsunterrichtes für die Schülerinnen der 4. Normalklasse und der 3. Deutschklasse der Mädchensekundarschule der Stadt Basel beschlossen.

Ein Kurs in Hauswirtschaftslehre für Arbeitslehrerinnen unter Leitung der kantonalen Hauswirtschaftslehrerin fand in St. Gallen vom Mai bis Oktober statt.

Ein Konsortium, bestehend aus dem Kanton Graubünden, der Stadt Chur und der Gemeinnützigen Gesellschaft Graubündens, vereinigte die bisher private Frauenarbeitsschule Chur mit der bündnerischen Koch- und Haushaltungsschule in Chur zu einer einheitlichen Stiftung.

An den hauswirtschaftlichen Bildungskursen für Lehrerinnen in Aarau, im ganzen 20 Wochen dauernd, erwarben sich die 12 Teilnehmerinnen, fast ausschließlich Primarlehrerinnen, das Diplom als Haushaltungslehrerin.

Im Kanton Tessin wurden im Berichtjahr von den Wanderlehrerinnen sechs hauswirtschaftliche Kurse abgehalten. An der weiblichen Gewerbeschule in Lugano wurde eine neue Küche eingerichtet; die Anstalt hat auch eine Abteilung zur Ausbildung von Hauswirtschaftslehrerinnen.

Das Erziehungsdepartement des Kantons Waadt hat sich mit der Ausdehnung des hauswirtschaftlichen Unterrichtes beschäftigt, und eine kompetente Persönlichkeit mit dem besonderen Studium der Angelegenheit und mit der Ausarbeitung von Vorschlägen betraut. Inzwischen wacht es darüber, daß in allen Neubauten für Schulzwecke für diesen Unterricht geeignete Räume reserviert werden.

Die Société valaisanne des „Arts féminins“ ließ an verschiedenen Orten Kurse in Handarbeiten und Kochen abhalten; jeder der 10 Kurse umfaßte 100 Stunden.

Die Erziehungsdirektion des Kantons Wallis hat ein Reglement für fakultative Prüfungen genehmigt, durch welche die Schülerinnen von hauswirtschaftlichen Kursen sich ein Certificat d'aptitudes ménagères erwerben können. Diese Gelegenheit wurde bereits von 26 Mädchen aus vier verschiedenen Schulen benutzt.

IV. Sekundarschulen.

(Siehe auch den statistischen Teil.)

Dem Geschäftsbericht der Erziehungsdirektion des Kantons Bern ist folgende Stelle entnommen: „Der hauswirtschaftliche Unterricht für die Mädchen des 9. Schuljahres wurde eingeführt in Thun und Oberdießbach. Wir hoffen, dieser Unterrichtszweig werde recht bald in vielen Sekundarschulen Eingang finden. Wiederholt

haben wir die Beobachtung machen können, daß die Sekundarschülerinnen dem — wie es scheint — für das weibliche Geschlecht allgemein gültigen Gesetze unterworfen sind, wonach ihr vorbildlicher Wissensdrang und Lerneifer leicht zu einseitigem Intellektualismus und zur Abkehr von praktischer Betätigung führen kann, um so mehr, als die Mädchen von der Schule fast ganz in Anspruch genommen werden, und daher die hauswirtschaftliche Anregung von seiten des Elternhauses nicht genügt. Es ist deshalb von hoher Bedeutung, daß die Schule ihre Wertschätzung hauswirtschaftlicher Arbeit bekunde, indem sie Haushaltungskunde, Lebensmittellehre und Praktikum in der Schulküche als obligatorische Unterrichtszweige in den Lehrplan für die Mädchen des 9. Schuljahres aufnimmt, und zugleich durch engeren Anschluß dieses Unterrichtes an den naturkundlichen Theorie und Praxis miteinander in feste Beziehungen bringt."

Der Regierungsrat des Kantons Bern hat aus finanziellen Gründen in bezug auf die staatlichen Beiträge an die Mittelschullehrerbesoldungen folgenden Beschluß gefaßt: Der Regierungsrat, in Ausführung der §§ 3 und 8, Alinea 1, des Gesetzes vom 26. Juni 1856 über die Sekundarschulen des Kantons Bern, beschließt: Der Staat richtet an die Besoldungen der Mittellehrer Beiträge aus, welche in der Regel der Hälfte derselben gleichkommen, sofern sie Fr. 5400 für Lehrer und Fr. 3600 für Lehrerinnen nicht übersteigen.

Die Einschränkung ist neu. Vorläufig werden nur die Gemeinden Bern und Biel davon betroffen; diese haben ohne Erfolg Einsprache dagegen erhoben.

Im Kanton Bern wurden an 43 Lehrer und 9 Lehrerinnen vollständige Patente für die Sekundarschulstufe erteilt. Die Diplomprüfung für das höhere Lehramt bestanden 15 Kandidaten.

Wie die Primar- und Bürgerschulen, so erhielten auch die Sekundarschulen des Kantons Luzern infolge des Erziehungsgesetzes vom Jahre 1910 einen neuen Lehrplan.[1])

Den Schülerinnen der 27 I. Klassen der Mädchensekundarschule in Basel wurde in der ersten Schulwoche ein kleiner Fragebogen an die Eltern mitgegeben, in denen sie sich über besondere Anlagen der Kinder aussprechen konnten.

Die Sekundarschule des Kantons Baselland schließt in der Regel an die 6. Klasse der Primarschule an. Die Gemeinden haben das Recht, sie an die 5. Klasse anzuschließen; dann muß sie aber mindestens 3 Jahreskurse umfassen, und wer vor Beendigung des 8. Schuljahres aus der Sekundarschule austritt, wird wieder primarschulpflichtig.

Der Staat unterhält in jedem Bezirk eine Bezirksschule mit drei getrennten Jahreskursen und wenigstens drei Lehrern. Die

[1]) Siehe Beilage II, Seite 234.

Bezirksschulen sind in erster Linie Vorbereitungsanstalten für den Besuch höherer Schulen.[1]) Die sogenannte Winterentschädigung an Bezirksschüler (Fr. 300) und der Beitrag an die Anschaffung von Lehrmitteln für bedürftige Bezirksschüler (Fr. 1600) ist im Berichtjahr zum letztenmal ausbezahlt worden; diese Posten fallen infolge des neuen Schulgesetzes dahin.

Der Erziehungsrat des Kantons Schaffhausen hat die Einführung des 40-Minutenbetriebes an der Mädchenrealschule der Stadt Schaffhausen nicht genehmigt, weil die bestehenden gesetzlichen Vorschriften diese Neuerung nicht zulassen, und weil es fraglich erscheine, ob sie bei den großen Klassen mit Erfolg durchgeführt werden könne, und ob die Ansetzung von fünf Lektionen in fünf verschiedenen Fächern an einem Vormittag nicht eine nachteilige Belastung des Schülers bedeute.

Im Kanton St. Gallen gibt es immer noch eine Reihe von öffentlichen Realschulen (Sekundarschulen), die nicht von Gemeinden, sondern von Korporationen, sogenannten Garanten, gegründet wurden und verwaltet werden. Im Berichtjahre wurden zwei solche Schulen von der betreffenden Gemeinde übernommen. Das Regulativ für die Gründung einer neuen Realschulgemeinde in St. Margrethen erhielt die Genehmigung des Regierungsrates.[2]) Nach Besuch des Kurses zur Ausbildung von Sekundarlehrern bestimmten Spezialkurses an der Kantonsschule erhielten 7 Teilnehmer das Patent. Im ganzen wurden 4 Patente für die sprachlich-historische Richtung, 4 für die mathematisch-naturwissenschaftliche Richtung, 9 Fachpatente, davon 7 an Lehrerinnen, erteilt.

In drei Sekundarschulen des Kantons Tessin wurde das Deutsche als Unterrichtsfach eingeführt und von Fachlehrern gelehrt. Fünf Schulen sind gemischt, eine Neuerung, über deren Erfolg die Behörde sich sehr befriedigt ausspricht.

Der Geschäftsbericht der Erziehungsdirektion des Kantons Waadt konstatiert, daß an der Mehrzahl der Collèges communaux die drei Abteilungen jetzt 5 oder 6 Jahresklassen zählen, so daß die Schüler jetzt ein Jahr länger in ihrer Familie bleiben und dann ihre Studien direkt in den höheren kantonalen Lehranstalten in Lausanne (Obergymnasium) fortsetzen können.

Gestützt auf die Prüfungen, die durch das Reglement vom 4. Februar 1910 (siehe Jahrbuch 1910, Beilage II, Seite 186) eingeführt wurden, sind im Berichtjahr 26 Fachlehrerpatente für die Sekundarschulstufe erteilt worden.

Auf Grund von Vorschlägen einiger zu diesem Zwecke eingesetzter Kommissionen hat das Erziehungsdepartement des Kantons Waadt 15 Lehrmittel als für alle Collèges und Ecoles supérieures de jeunes filles obligatorisch bezeichnet. Das Geschichtslehrmittel (Cours élémentaires d'histoire générale, en 2 vol., de

[1]) Siehe Beilage II, Seite 132.

[2]) Siehe Beilage II, Seite 247.

Paul Maillefer) ist auch in den Kantonen Genf, Neuenburg und Tessin eingeführt.

Die Vollziehungsverordnung zum Gesetz betreffend das Mittelschulwesen des Kantons Wallis setzt für das Schuljahr der Sekundarschulen 38—40 Wochen zu 30 Stunden an.[1])

Auf Grund des Reglementes für die Erteilung eines interkantonalen Patentes zur Erteilung des Französischunterrichtes in andern Ländern,[2]) fand in Lausanne ein erstes Examen statt; einige Kandidaten erhielten das Diplom der untern Stufe.

V. Mittelschulen.

(Siehe auch den statistischen Teil.)

Für das zürcherische Gymnasium wurde ein neues Maturitätsreglement erlassen, laut welchem die Geographie in die Reihe der Prüfungsfächer für die Maturität aufgenommen wurde[3]). Dem Freien Gymnasium in Zürich wurde nach vorgenommenen Änderungen am Lehrplan die Berechtigung für die Abhaltung der Maturitätsprüfung auch für die Realabteilung zuerkannt.

Im Kanton Bern wurde ein neues Reglement für die Erteilung der Patente zum Unterricht an höhern Schulen erlassen[4]).

An der Kantonsschule Luzern wurde der bewaffnete Vorunterricht eingeführt und für die Schüler schweizerischer Nationalität der 4. und 5. Klasse obligatorisch erklärt.

Durch das neue Erziehungsgesetz des Kantons Luzern wurde die theologische Lehranstalt aus dem Verband der Kantonsschule abgetrennt und unter dem Titel „Theologische Fakultät" als selbständige Anstalt organisiert. Sie zählte in drei Kursen 28 Studierende. Für das Gymnasium, das Lyzeum und die Realabteilung wurden neue Lehrpläne aufgestellt[5]).

Im November des Berichtjahres wurde das Kollegium St. Fidelis in Stans vom Bundesrat in das Verzeichnis derjenigen Schulen aufgenommen, deren Reifezeugnisse endgültig als Maturitätsausweise anerkannt werden[6]). Die Anstalt wurde im Jahre 1777 durch die Kapuziner als Klosterschule mit zwei Lateinklassen eröffnet. Im Jahre 1882 wurde ein eigenes Kollegiumsgebäude errichtet, und im Jahre 1907 ein Lyzeumsbau. Gegenwärtig umfaßt die Schule sechs Gymnasialklassen mit einem Vorbereitungskurs im Sommersemester, und zwei Lyzeums-Jahreskurse. Von

[1]) Siehe Beilage II, Seite 250.
[2]) Siehe Jahrbuch 1910, Beilage I, Seite 208.
[3]) Siehe Beilage II, Seite 200.
[4]) Siehe Beilage II, Seite 283.
[5]) Siehe Beilage II, Seite 215.
[6]) Siehe Beilage II, Seite 239.

19 Professoren sind 14 Mitglieder des Ordens; von 180 Zöglingen waren im Jahre 1910/11 163 Interne.

An der Töchterschule Basel wurde eine Reorganisation durchgeführt, die bis zum Erlaß des neuen Schulgesetzes als Provisorium gelten soll. Sie betrifft die obere Abteilung und die Fortbildungsklassen; diese beiden Teile wurden zu einem organischen Ganzen in Form einer erweiterten oberen Töchterschule mit einer pädagogischen Abteilung und einer Gymnasialabteilung von fünf Klassen und einer Handelsabteilung von vier Klassen vereinigt.

In Zukunft soll von den außer dem Kanton wohnenden Schülern der Schulen von Baselstadt ein Schulgeld bezogen werden.

Das Kollegium St. Michel in Freiburg ist von der eidgenössischen Maturitätskommission auf die Liste der Anstalten gesetzt worden, deren Abgangszeugnis zum Medizinstudium berechtigt.

An der appenzellischen Kantonsschule in Trogen erfuhr der Lehrplan eine wesentliche Bereicherung im Sinne vermehrter Berücksichtigung der kaufmännischen Ausbildung. Es wurde eine eigene Handelsklasse geschaffen. Das Pensionsgeld im Konvikt der Anstalt wurde um Fr. 50 erhöht, es beträgt jetzt Fr. 600 für die im Kanton wohnhaften Schüler und Fr. 850 für außerhalb wohnende.

Die Lehrerkonferenz der bündnerischen Kantonsschule in Chur wünschte vom Erziehungsdepartement die Aufstellung bestimmter Vorschriften über den Besuch des Religionsunterrichtes. Der Kleine Rat faßte daraufhin folgenden Beschluß: Der Religionsunterricht ist ein wesentlicher Bestandteil des Lehrplans. Schüler, die sich unter Berufung auf Artikel 49 der Bundesverfassung davon dispensieren lassen wollen, haben zur Ermöglichung zweckmäßiger Einteilung und geordneter Klassenführung am Anfang des Schuljahres oder nach Empfang des ersten Semesterzeugnisses dem Rektorat davon Mitteilung zu machen. Andernfalls bleiben sie für ein Semester zum regelmäßigen Besuch des Religionsunterrichtes verpflichtet.

Im Kanton Wallis wurden die Lehrpläne der Kollegien einer Revision unterzogen. Eine wesentliche Änderung besteht darin, daß der Unterricht in den Naturwissenschaften auf mehr Jahre verteilt wird als bisher[1]). Für das Kollegium in Brig wurde probeweise das sieben Studienjahre umfassende Programm des Kollegiums in Schwyz eingeführt. Das Reglement für die Maturitätsprüfungen wurde den eidgenössischen Anforderungen angepaßt.

Im Kanton Neuenburg ist das Gesetz über l'Enseignement secondaire (Sekundarschulen, Gymnasien, Seminar) von einer Kommission zur Vorlage an den Großen Rat bereit gemacht worden. Für das berufliche Bildungswesen ist eine Revision des Gesetzes vom 21. November 1898 durch eine Umfrage bei den Schulbehörden in die Wege geleitet worden.

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 250, 256 u. f.

Die Ecole secondaire et supérieure des jeunes filles und das Collège in Genf haben in ihren Examenordnungen Änderungen in dem Sinne getroffen, daß das Gedächtniswissen weniger ausschlaggebend ist[1]). In der section littéraire der ersten Schule ist, gestützt auf einige Versuche im Vorjahre, der Unterricht in vielen Klassen auf die Vormittage und einen einzigen Nachmittag beschränkt worden.

VI. Seminarien.

(Siehe auch den statistischen Teil.)

In der III. Klasse des städtischen Lehrerinnenseminars in Zürich wurde ein vermehrter Unterricht in organischer Chemie eingerichtet, mit Rücksicht darauf, daß dieses Fach als eine Vorbereitung für die Erteilung des hauswirtschaftlichen Unterrichtes durch Primarlehrerinnen gelten kann.

Im zürcherischen Lehrerseminar in Küsnacht wurde während der Sommerferien ein 14 Tage dauernder Kurs im Anfertigen von Reliefs abgehalten; es beteiligten sich 12 Seminaristen daran. Den definitiv angestellten Lehrern des Seminars wurde der Titel „Professor" zuerkannt. Eine neue Seminarordnung[2]) ersetzt diejenige vom Jahre 1901. Zur Förderung der Gesundheitspflege wurde eine hygienische Aufsicht geschaffen, die einem Arzt im Nebenamt übertragen wurde (Schularzt).

Ein neues Reglement für die Patentprüfungen der Primarlehrer und Primarlehrerinnen im Kanton Bern ist provisorisch für den deutschen Kantonsteil in Kraft getreten.

Die Töchter, welche ihre pädagogische Ausbildung in den Sekundarschulen von Pruntrut und St. Immer erhalten und sich dann zu den Patentprüfungen anmelden, werden inskünftig, wie die Kandidatinnen des staatlichen Lehrerinnenseminars, ein Gesundheitszeugnis vorzuweisen haben.

Mit Rücksicht auf das neue Regulativ über die Patentprüfungen im Kanton Schwyz[3]) hat das Töchterpensionat in Ingenbohl einen 5. Seminarkurs zur Ausbildung von Sekundarlehrerinnen eingerichtet, die Unterrichtspläne für die Kurse in modernen Sprachen zur Erlangung der Fachlehrerpatente geändert und einen Kurs für Arbeitslehrerinnen eröffnet.

Für die Lehrer des st. gallischen Seminars Mariaberg in Rorschach wurde eine Pensionskasse errichtet;[4]) die Seminarlehrer sind nun bezüglich Pensionierung den Lehrern an der Kantonsschule und an der Verkehrsschule gleichgestellt.

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 278.
[2]) Siehe Beilage II, Seite 203.
[3]) Siehe Beilage II, Seite 290.
[4]) Siehe Beilage II, Seite 298.

Die Lehrer und Schüler des aargauischen Lehrerseminars in Wettingen sind bei der „Kantonalen Unfallversicherung der kantonalen Anstalten“ versichert. Wie verschiedene andere Seminarien sah sich auch Wettingen gezwungen, das Verpflegungsgeld zu erhöhen; es beträgt nun für Aargauer Fr. 400 statt 360, für Kantonsfremde Fr. 520 statt 450. Die Kantonsfremden zahlen zudem wie bisher ein jährliches Schulgeld von Fr. 100.

In der Volksabstimmung vom 16. Juli 1911 wurde im Kanton Thurgau das Gesetz betreffend die Organisation des Lehrerseminars angenommen. Es bringt unter anderem die Ausdehnung der Bildungszeit auf 4 Jahre und die Beschränkung des Konviktzwanges auf die ersten zwei Jahreskurse.[1])

In den Ecoles Normales des Kantons Waadt wurden von 41 eingegangenen Preisarbeiten 27 mit einem Preise bedacht; im ganzen wurden Fr. 1242 verteilt.

In der Übungsschule für die Seminaristinnen in Lausanne wurde eine Neuerung eingeführt. Außer der Vorbereitung der Lektionen wurde den angehenden Lehrerinnen auch die Kontrolle über die Reinlichkeit und den Schulbesuch übertragen, sowie das Vorgehen gegen die Absenzen und das Führen der Register. Am Schlusse der Woche macht jede der drei in der Übungsschule beschäftigten Kandidatinnen einen Bericht über die erledigte Arbeit, der vor der obersten Seminarklasse vorgelesen und kommentiert wird. Diese Berichte werden kurz protokolliert und bilden für alle eine Wegleitung für den Fortgang der Schularbeit in der Übungsschule.

VII. Anstalten für berufliche Ausbildung.

(Siehe auch den statistischen Teil.)

Im Kanton Zürich wurde am 24. September das Gesetz zur Förderung der Landwirtschaft vom Volke angenommen.[2]) Es nennt als Mittel zur Heranbildung tüchtiger Landwirte die kantonale landwirtschaftliche Schule, landwirtschaftliche Winterschulen und Fortbildungsschulen, sowie Stipendien, Kurse, Wandervorträge und Inspektionen. Für den Eintritt in die landwirtschaftliche Schule mit zwei Jahreskursen ist das 16. Jahr verlangt. Mit dieser Schule ist eine Winterschule mit zwei Kursen von je vier Monaten verbunden. Melden sich anderswo mehr als 15 Schüler von über 17 Jahren für den Besuch einer landwirtschaftlichen Winterschule, so soll in dem betreffenden Ort auch eine Schule eingerichtet werden; der Schulort hat die Lokalitäten zu stellen. Die landwirtschaftlichen Fortbildungsschulen, die von Gemeinden oder Vereinen organisiert werden, haben ihr Programm der Direktion der Volkswirtschaft vorzulegen.

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 249.

[2]) Siehe Beilage II, Seite 207.

Am zürcherischen Technikum in Winterthur wurde auf Veranlassung der schweizerischen Gesellschaft für Schulhygiene vom 16.—18. Oktober ein Instruktionskurs für Schulabwärte mit 44 Teilnehmern abgehalten.

Im Gewerbemuseum in Bern wurde am 25. September die erste Hälfte eines Instruktionskurses für Lehrer an gewerblichen Fortbildungsschulen begonnen, der im ganzen auf vier Wochen berechnet ist. Der zweite Teil findet im Jahre 1912 statt. Der Bund übernimmt $^2/_3$ der Kosten. Die Teilnehmerzahl betrug 80.

Wie im Kanton Zürich, so wurde auch im Kanton Bern das landwirtschaftliche Bildungswesen durch ein neues Gesetz geregelt.[1]) Außer den vom Staat betriebenen Schulen: Jahresschule Rütti, Molkereischule Rütti und der erforderlichen Zahl von Winterschulen, betrifft das Gesetz auch das Versuchswesen, Spezialkurse, Wandervorträge etc.

Die städtische Handelshochschule St. Gallen bezog im Berichtsjahre, dem 13. Jahre ihres Bestandes, ein neues Gebäude. Es wurde eine Abteilung zur Ausbildung von Handelslehrern eingerichtet und in Verbindung damit ein pädagogisches und ein neusprachliches Seminar, neben den schon bestehenden handelswissenschaftlichen, volkswirtschaftlichen, wirtschaftsgeographischen und statistischen Seminarien. Am handelswissenschaftlichen Seminar wurden Vorlesungen und Übungen zur Ausbildung von Bücherrevisoren eingeführt. Eine im Dezember 1911 eingerichtete technische Kontroll- und Versuchstelle speziell für die ostschweizerische Textilindustrie erfreut sich einer starken Benützung.

Die landwirtschaftliche Winterschule des Kantons Thurgau auf Arenenberg nimmt einen raschen Aufschwung. Die Angliederung des Landwirtschaftsbetriebes der Domäne an den der Schule hat sich nach allen Richtungen als vorteilhaft erwiesen. Neben verschiedenen Feldversuchen wurden auch Versuche zur Förderung der Nutzgeflügelzucht begonnen.

Die Handelsschule des Kantons Tessin in Bellinzona wurde durch eine Stiftung in die Lage versetzt, alljährlich zwei Preise auszusetzen für die besten Bearbeitungen von Fragen, welche die Mineral- und Pflanzenwelt des Kantons betreffen und bei denen weniger der reinwissenschaftliche als der volkswirtschaftliche Gesichtspunkt in Betracht kommen soll.

Im Kanton Neuenburg wurden 14 Patente für den Unterricht an Berufsschulen erteilt; drei für moderne Sprachen, zwei für Handelsfächer, eins für Zeichnen, acht für Schnittzeichnen und Handarbeiten.

Zu der im September 1910 eröffneten Postabteilung der Ecole professionnelle in Genf meldeten sich 54 Schüler; 26 wurden aufgenommen.

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 210.

In der Ecole des arts et métiers wurden fakultative Turnstunden eingeführt; für die erste Klasse ist der Turnunterricht obligatorisch.

Von der Schweizerischen Gesellschaft für kaufmännisches Bildungswesen wurde eine Sammelstelle für Lehrmittel der Warenkunde, Technologie und Geographie errichtet.

VIII. Hochschulen, inklusive Tierarzneischulen (Zürich und Bern), Zahnarztschulen (Zürich und Genf).

Die Grundsätze, die bei der Aufnahme von Studierenden an die Hochschule Zürich zu beachten sind, wurden in der Instruktion vom 4. Januar 1911 festgelegt[1]) und zugleich wurde ein Verzeichnis der Zeugnisse angelegt, welche zur prüfungsfreien Aufnahme berechtigen.[2]) Ein neues Reglement beschäftigt sich mit den Beziehungen zwischen den Universitätskliniken und den Polikliniken.[3]) Für Studierende der Journalistik wurde ein Studienplan aufgestellt[4]) und für die Diplomprüfung für das höhere Lehramt in den Handelsfächern wurde ein Reglement erlassen.[5]) Ein Phonogrammarchiv soll die lebenden Mundarten in der Schweiz für die Zukunft festhalten.

Durch Beschluß des Regierungsrates des Kantons Bern vom 22. August 1911 wurde an die juristische Fakultät der Universität Bern eine Abteilung für Handel, Verkehr und Verwaltung angegliedert. Die Eröffnung derselben fällt in das Jahr 1912. Die Zulassung von Notariatskandidaten, die sich auf die Patentprüfung für Notare an der Universität vorbereiten wollen, wird durch neue Bestimmungen[6]) geregelt. Die Reglemente für Erteilung der Doktorwürde an der juristischen und philosophischen Fakultät (mathematisch-naturwissenschaftliche Sektion) wurden einer Revision unterzogen.[7])

Der Bischof der christkatholischen Kirche in der Schweiz übergab das Ergebnis der bei Anlaß seines 70. Geburtstages veranstalteten Sammlung im Betrage von Fr. 55,177 dem Regierungsrate des Kantons Bern zugunsten der christkatholischen Fakultät an der Universität Bern. Die Behörde verwaltet die Schenkung als „Walther Munzinger-Stiftung der katholisch-theologischen Fakultät der Universität Bern, II. christkatholischer Stammfonds". Der Zweck ist, wie bei der 1899 übernommenen Lenz-Stiftung,

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 302.
[2]) Siehe Beilage II, Seite 305.
[3]) Siehe Beilage II, Seite 306.
[4]) Siehe Beilage II, Seite 307.
[5]) Siehe Beilage II, Seite 309.
[6]) Siehe Beilage II, Seite 311.
[7]) Siehe Beilage II, Seite 313 und 315.

Beitragsleistung an die Besoldung der Lehrkräfte der genannten Fakultät.[1])

Das Reglement für die Lektoren der Faculté des Lettres der Universität Freiburg erfuhr eine Änderung, deren Zweck darin besteht, daß ein Gehaltsminimum sicher gestellt wird.[2]) Für die Professoren und Studierenden der Faculté des Sciences wurde eine Unfallversicherung abgeschlossen.

In Zukunft sollen weibliche Studierende nur noch auf Grund eines vollgültigen Maturitätszeugnisses an der Universität Basel immatrikuliert werden.

An der juristischen Fakultät der Universität Lausanne wurde mit Rücksicht auf die deutschen Studierenden eine neue Professur für gewisse Kurse geschaffen, die in deutscher Sprache gelesen werden müssen, wenn sie in Deutschland anerkannt werden sollen. Auf Beginn des Wintersemesters 1911/12 wurde als Zweig der juristischen Fakultät eine „Section des Hautes études commerciales" eingerichtet.[3])

Der Staatsrat des Kantons Neuenburg genehmigte ein neues Règlement général[4]) und ein Prüfungsreglement. Eine Serie von acht Publikationen von wechselnder Ausdehnung und unregelmäßigem Erscheinen wird den Professoren ermöglichen, wissenschaftliche Arbeiten auf Kosten der Universität drucken zu lassen. Für diesen Zweck sind für den Anfang Fr. 3500 zur Verfügung gestellt worden.

Die Ferienkurse für modernes Französisch, die vom 15. Juli bis 27. August an der Universität Genf stattfanden, zählten 262 Teilnehmer. Dem zoologischen Institut wurde durch eine Anzahl Gönner ein Schiff geschenkt, das zu wissenschaftlichen Forschungen auf dem Genfersee bestimmt ist.

---

[1]) Siehe Beilage II, Seite 317.
[2]) Siehe Beilage II, Seite 318.
[3]) Siehe Beilage II, Seite 319.
[4]) Siehe Beilage II, Seite 323.